

5 MILLIARDS DE DOLLARS D'IMPORTATIONS PAR AN

L'Algérie fragilisée par la dépendance alimentaire

■ Après deux ans de production céréalière record (2010-2011) en quantité et en qualité, le gouvernement a décidé de geler toutes les importations de blé dur pour une durée d'une année

■ Réunis hier par le Comité interprofessionnel des céréales (CIC), agriculteurs, transformateurs, chercheurs et pouvoirs publics ont insisté sur les aspects stratégiques de l'autosuffisance alimentaire

■ L'Algérie importe 60% de ses besoins alimentaires pour une facture estimée, en 2010, à 5 milliards de dollars. Les professionnels demandent la levée des contraintes pesant sur la production locale

LIRE LES ARTICLES DE LYÈS MECHTI EN PAGE 5



RETROUVEZ LE
SUPPLÉMENT AUTOMOBILE
EN PAGES 19, 20, 21 ET 22



MORSY DONNÉ VAINQUEUR DE LA PRÉSIDENTIELLE EN ÉGYPTE

LA LONGUE MARCHÉ DES FRÈRES MUSULMANS

■ Mohammed Morsy a annoncé sa victoire en se basant sur les résultats des dépouillements recueillis par ses partisans dans plus de 96% des bureaux de vote.

LIRE L'ARTICLE DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL AU CAIRE (ÉGYPTE) HACEN OUALI EN PAGE 13

PLATEFORME DE LA SOUMMAM

Quand «socialisme» remplace «féodalisme»

Le texte fondateur de la Révolution algérienne, le document historique de la plateforme du Congrès de la Soummam, a été «corrigé» par une main occulte. Le texte original publié par le journal *El Moudjahid* en page 63 diffère de la déclaration du Congrès du 20 Août 1956 publié sur le site de la présidence de la République.

LIRE L'ARTICLE DE NADJIA BOUARICHA EN PAGE 3

MAKE IT HAPPEN.



A CHACUN SA CHEVROLET !



CAPTIVA 2.2 VCDi 184ch
à partir de 2.750.000 Da ttc



CRUZE, Boîte de Vitesse Automatique Offerte*
à partir de 1.680.000 Da ttc



AVEO, Kit CPL Offert
à partir de 1.150.000 Da ttc



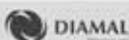
SAIL
à partir de 1.030.000 Da ttc



SPARK, jantes en Alliage Offertes**
à partir de 975.000 Da ttc



SPARK à 3 portes
à partir de 760.000 Da ttc



www.diamal.net

Information et Assistance Chevrolet : 021 98 00 61
Offres valables chez DIAMAL et son Réseau National.



L'ONG S'INTERROGE SUR SA NON-COMPARUTION AU TRIBUNAL

Human Rights Watch s'intéresse au cas El Para

● Les autorités algériennes ont refusé de répondre aux demandes de visa émises par HRW.

L'organisation internationale de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) s'est intéressée, dans une publication datée d'hier, au cas du détenu Amari Saïfi, alias Abderrezak El Para, poursuivi sans comparaître dans l'affaire de l'enlèvement de 32 touristes en 2003. L'ONG internationale, par la voix de sa directrice de la division Moyen-Orient et Afrique du Nord, Sarah Leah Whitson, souligne que «les retards accusés par les autorités algériennes pour porter devant la justice d'importantes affaires de terrorisme portent atteinte au droit des inculpés à un procès équitable».

Et d'expliquer : «Human Rights Watch s'est intéressée de près à huit suspects détenus au secret – certains depuis six ans – en dehors du système judiciaire et qui, à présent, sont confrontés à des procès à l'équité contestable étant donné que les juges refusent d'autoriser un témoin crucial à témoigner. La plupart des inculpés sont accusés d'avoir participé à l'enlèvement d'un groupe de 32 touristes européens dans le désert algérien en 2003. Ces affaires mettent dramatiquement en évidence les obstacles persistants que rencontrent ceux qui sont accusés de délits terroristes pour obtenir une justice à la fois rapide et équitable, et ce, même après la levée de l'état d'urgence en 2011.» M^{me} Whitson indique, dans son rapport, que «le président Abdelaziz Bouteflika parle souvent de la réforme de la justice,



Le ministère de la Justice

pourant quand il s'agit de juger des terroristes présumés, la réforme ne se traduit pas encore par l'équité». HRW précise qu'à la faveur de la levée de l'état d'urgence, «des hommes placés en détention secrète pendant des mois ou des années sont enfin traduits en justice. Mais les retards dans leurs procès et le refus du tribunal de citer des témoins-clés suggèrent que l'injustice qui frappe ces hommes continue toujours». Ceci et de noter que le système judiciaire a divisé

l'affaire de l'enlèvement en plusieurs procès, dont certains mis en suspens à cause du refus de citer le meneur de cette opération d'enlèvement, en l'occurrence Abderrezak El Para.

Tout en signalant que les autorités algériennes ont refusé de répondre aux demandes de visa émises par HRW, cette ONG rappelle qu'El Para a été placé en détention en 2004 et est maintenu dans un lieu secret, sans accès à un avocat. «Bien qu'il soit avéré que Saïfi était détenu au

secret à partir de 2004, les tribunaux algériens l'ont tout de même jugé par contumace. Ils l'ont condamné à mort lors d'un procès et à la prison à vie lors d'un autre, violant ainsi son droit d'assister à son propre procès», note la publication de HRW, en précisant que toutefois, les autorités «ont finalement présenté Saïfi devant un juge d'instruction en mars 2011 et l'ont transféré à la prison Serkadji, à Alger. Mais il n'a toujours pas été présenté devant un tribunal». M^{me} Whitson

arrive à la conclusion que «la façon de traiter Amari Saïfi suggère que dans les grandes affaires de terrorisme, les tribunaux ne sont pas disposés à respecter les droits des inculpés, ou bien en sont incapables».

Et de préciser que «les tribunaux devraient respecter le droit à un procès en bonne et due forme, en citant des témoins et en jugeant les inculpés sur la base d'un examen objectif de toutes les preuves disponibles».

Le cas de Malek Medjounne et Abdelhakim Chenoui, inculpés dans l'affaire de l'assassinat de Matoub Lounès, est aussi cité. «Malek Medjounne et Abdelhakim Chenoui ont passé plus de 11 ans en détention provisoire, en violation de leur droit à être jugés rapidement et à être présumés innocents. En juillet 2011, lors d'un procès d'une journée, ils ont été reconnus coupables et condamnés à 12 ans de prison pour complicité dans l'assassinat de Matoub Lounès», indique HRW.

Chenoui et Medjounne ont été libérés respectivement en mars et en mai 2012, les années de détention provisoire ayant été comptabilisées dans leurs peines. M^{me} Whitson estime que «l'Algérie doit montrer que même ceux qui sont accusés de crimes odieux ont accès au système judiciaire (...), les suspects doivent être présumés innocents jusqu'à ce que leur culpabilité soit prouvée, si on veut que les verdicts des tribunaux algériens aient la moindre légitimité». N. B.

PHOTO: B. SOUHIL

TRAITEMENT DES DEMANDES DE VISA BRITANNIQUE

Le centre en charge de l'Algérie épingle pour «médiocrité»

La mauvaise gestion du traitement des demandes de visa britannique émanant d'Algérie a été épinglée par un rapport d'inspection interne. Le bureau de Croydon, dans le sud de Londres, qui est en charge des dossiers algériens, est «médiocre» dans le traitement des demandes, rapporte la BBC sur son site web. Et ce, au grand dam de l'ambassade à Alger qui «regrette que cette mauvaise gestion nuise à la réputation du Royaume-Uni». Et ce sont plusieurs pays africains qui pâtissent des nombreuses lacunes relevées par ce rapport d'inspection indépendant, réalisé par l'inspecteur en chef de l'Agence des frontières du Royaume-Uni (UKBA). «Les Africains, qui tentent de voyager au Royaume-Uni, sont parfois injustement refoulés par les Douanes britanniques. Des demandes de visa sont rejetées sans justification», résume la BBC.

Des dysfonctionnements sont à l'origine de ces inégalités, des employés de cette agence ayant refusé des visas après avoir ignoré ou mal interprété des informations. Certaines personnes se voient ainsi opposer une fin de non-recevoir.

sein du UKBA sont à l'origine de ces inégalités, des employés de cette agence ayant refusé des visas «après avoir ignoré ou mal interprété des informations». Certaines personnes se voient ainsi opposer une fin de non-recevoir pour ne pas avoir fourni un document qui n'avait pas été demandé au départ. «Dans un autre cas précis, quelqu'un s'est vu refuser un visa car il

avait un nom différent de l'oncle qu'il souhaitait visiter», est-il affirmé. L'inspection a eu lieu au sein de quatre des principaux bureaux africains de l'UKBA, en Afrique du Sud, au Nigeria au Kenya et à Croydon. L'enquête a été menée pendant les trois mois de l'été 2011.

L'agence des frontières a affirmé prendre les conclusions de ce rapport très au sérieux ; elle s'est engagée à mieux former ses employés et promet de mieux informer et accompagner les demandeurs africains de visa. «L'UKBA doit offrir un service de qualité aux véritables demandeurs de visa, tout en assurant que ceux qui ne remplissent pas les critères d'immigration soient empêchés de rentrer dans le pays», a déclaré l'agence. Est-ce ce rapport qui a poussé l'ambassade britannique à Alger à organiser aujourd'hui une «visite la section visa» au profit de la presse nationale ?

Ghania L.

LA FÉDÉRATION DU PARTI DÉNONCE

«Les autorités démolissent le siège du FFS à Ghardaïa»

La fédération de Ghardaïa du Front des forces socialistes a dénoncé hier, à travers un communiqué, «la destruction du siège du parti par les autorités locales». «Le dimanche 17 juin 2012 à 14h, les autorités locales de la commune de Guerara ont procédé, sans avertir, à la démolition du siège du FFS avec l'appui de brigades anti-émeute». Le communiqué de ladite fédération souligne que la décision de démolition n'a été connue des militants que deux heures avant son exécution, alors que la loi accorde huit jours aux personnes morales ou physiques concernées par une décision de démolition pour présenter les documents nécessaires. «L'opération de

démolition s'est accompagnée par l'arrestation d'un des responsables de la fédération, cheikh Ahmed Ahmed, qui a subi des maltraitances et a été injustement accusé de tentative d'assassinat d'un policier».

La fédération FFS de Ghardaïa considère qu'il s'agit là «d'un grave précédent dans le feuilleton de la guerre déclarée par les autorités dans la région contre le parti, en cette veille de préparation des élections locales» et s'interroge sur le lien entre l'acharnement des autorités contre le parti et la dénonciation par ce dernier de cas de spoliation de plusieurs hectares de terrains privés et publics par des personnes influentes... R. P.

DGSN

«Le retrait de la police des stades sera graduel»

Lakhdar Dehimi, directeur des Unités républicaines (URS) au niveau de la DGSN, confirme que la police se retirera des stades en précisant que ce retrait se fera graduellement. Lors d'une visite effectuée hier à M'sila, où il a présidé la cérémonie de sortie de promotion d'agents de l'ordre public (AOP), M. Dehimi a ainsi apporté des éclaircissements sur des déclarations faites auparavant par le premier responsable de la DGSN, en déclarant que «le retrait se fera selon un processus graduel,

lequel se mettra en place en même temps que l'instauration de la fonction de stadiers que les responsables de club devront prendre en charge».

La fonction de stadiers, a indiqué Lakhdar Dehimi, a été jusqu'ici assurée par la police et il est temps que ce corps de sécurité se décharge de cette fonction pour «s'occuper de sa fonction principale, celle d'assurer la sécurité des biens et des personnes à l'extérieur des infrastructures sportives». S. Ghellab

TEXTE DE LA PLATEFORME DE LA SOUMMAM SUR LE SITE DE LA PRÉSIDENTENCE

Quand «socialisme» remplace «féodalisme»

En cette veille de célébration du cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, il est triste de constater que des documents historiques qui fondent la Révolution algérienne soient triturés et subissent des modifications. Il est fort regrettable de voir que le texte de la plateforme du Congrès de la Soummam a été touché. Des lecteurs ont attiré notre attention sur un passage du texte de la déclaration du Congrès du 20 Août 1956 publiée par le site de la présidence de la République dans la rubrique «symboles de l'Etat» et «textes fondateurs de la République algérienne», dans lequel un mot a été remplacé par un autre. Il s'agit du mot «féodalisme». Dans le texte original publié par le n°1 du journal El Moudjahid en page 63, sous le chapitre «une organisation politique efficace» et dans l'avant-dernier paragraphe expliquant la nature de la lutte algérienne pour l'indépendance, il est écrit : «C'est une lutte nationale pour détruire le régime anarchique de la colonisation et non une guerre religieuse. C'est une marche en avant dans le sens historique de l'humanité et non un retour vers le féodalisme.» Il se trouve que dans la version publiée par le site de la présidence de la République, le mot «féodalisme» a été remplacé par «socialisme».

Il est tout de même curieux de constater une telle modification d'un texte sacralisé pourtant par la République et élevé au rang des symboles de l'Etat que sont l'hymne national, les armoiries de la République, et l'emblème national. De plus, le choix du mot socialisme en lieu et place de féodalisme comme écrit par les auteurs de la plateforme de la Soummam laisse tout de même perplexe et pousse à des interrogations. Dans Le Petit Robert, le mot féodalisme, choisi par les congressistes de la Soummam, est expliqué comme suit : «Le



régime féodal (on ferait mieux de dire : seigneurial) consiste essentiellement dans le morcellement de la souveraineté, laquelle échappe au pouvoir central et se disperse entre les mains d'un certain nombre de grands seigneurs, possesseurs de fiefs ou d'alleux importants.» Quant au mot socialisme, qui a été apposé à sa place dans la version du site internet de la Présidence, il signifie : «Doctrine d'organisation sociale qui entend faire prévaloir l'intérêt, le bien général, sur les intérêts particuliers, au moyen d'une organisation concertée.» Le sens que voulaient donner les auteurs de la déclaration de la Soummam issue du Congrès fondateur de la Révolution algérienne ne peut nullement cadrer avec la négation du

socialisme. Si un tel changement a été fait sciemment, cela dénoterait d'une volonté réelle d'altérer, voire de corrompre le sens même des valeurs pour lesquelles des hommes et des femmes se sont sacrifiés et le peuple algérien tout entier s'est soulevé. Depuis quand le socialisme est-il donc banni et représente un mal à éviter ? Le féodalisme serait-il alors un exemple à suivre ? Le choix des signataires de la plateforme de la Soummam était pourtant clair : point de retour à l'état d'asservissement du peuple. Si le changement du mot féodalisme s'avère prémédité, l'on est tenté de s'interroger en quoi l'objectif d'en finir avec le féodalisme peut-il gêner. Et ce qui est encore plus curieux, c'est

de lui substituer le mot «socialisme». Si, par contre, ce changement est une simple erreur, on ne peut toutefois que relever la gravité d'un tel laisser-aller. On ne peut livrer sur le site de la présidence de la République, première institution du pays, des textes historiques tronqués ou modifiés. Nous avons pris le soin de contacter le service presse de la présidence de la République afin de savoir s'il s'agit d'une erreur ou bien d'un choix voulu. Mme Farida Besaa, responsable de la communication, a tenu à nous dire qu'elle allait vérifier et nous rappeler dans la journée. Nous n'avons toutefois pas reçu d'appel. Notons que le même texte, avec la même erreur, est repris sur le site du RCD.

Nadjia Bouaricha

LE COMMANDANT DE L'ALN LAKHDAR BOUREGAA

«Deux partis : la bureaucratie et la corruption»

Les jeunes doivent se réapproprier leur histoire, l'histoire de leur pays, dans son intégralité.» Le moudjahid Lakhdar Bouregaa, commandant de la Wilaya IV historique, estime ainsi que sans histoire, point d'identité. Il a été mis à l'honneur par l'association Machaâl Echahid, qui a organisé hier une conférence autour des Mémoires du moudjahid. Cet ouvrage, «témoin de l'assassinat d'une révolution», est «un recueil de bribes de mémoires» et n'est pas un «livre historique au sens propre du terme», explique M. Bouregaa. Et si, selon ce dernier, «l'indépendance a été confisquée», l'on imagine que c'est un regard critique qu'il pose sur l'Algérie post-indépendance. «Il y a aujourd'hui, en Algérie, deux partis majeurs. La bureaucratie de l'administration qui est un parti agréé et la corruption, tant matérielle que morale, qui est un parti qui n'a pas d'agrément, mais est omniprésent», ironise Si Lakhdar. «Si l'on observe la scène politique, l'on constate que le printemps et la révolution en Algérie ont eu lieu, mais uniquement au sein des partis politiques», lance-t-il. «Regardez tous ces partis en crise, minés par les conflits et les luttes intestines, qui s'entredéchirent pour pas grand-chose. Quel spectacle affligeant ! Est-ce cela qu'est devenue l'opposition ?», déplore le commandant. Et les partis de la majorité ne sont pas en reste. «Le FLN a été cassé, dévoyé. Aujourd'hui, le FLN est devenu une entreprise privée, avec un registre du commerce», critique-t-il cinglant. Alors, affirme le moudjahid, «le changement est impératif. Mais pas le changement imposé par l'OTAN. La nouvelle génération doit lutter».



Lakhdar Bouregaa

PHOTO : M. SALIM

Lutter, mais comment et contre qui ? «Il y a plusieurs façons de lutter pour un changement. Il n'y a pas que les armes et la violence», rétorque-t-il, en expliquant qu'il s'agit de le faire intelligemment : «La nouvelle génération doit lutter en allant à l'école, par l'éducation, par la lecture, en étant des intellectuels, en construisant leur pays.» «Mais j'insiste sur la nécessité, pour les jeunes, de connaître leur histoire, contemporaine ou plus ancienne. Les archives doivent être rendues publiques et toutes les vérités exposées au grand jour», soutient Lakhdar Bouregaa.

G. L.

FRONTIÈRES Destruction de 95% des mines

Près de 95% des mines ont été détruites dans les frontières est-ouest de l'Algérie, a souligné hier à Tindouf le président de l'Association nationale algérienne des victimes des mines, Mohamed Djouadi. Evoquant l'expérience algérienne dans la lutte antimines, lors d'une conférence internationale sur les droits de l'enfant sahraoui qui se tient dans les camps de réfugiés sahraouis à Tindouf, M. Djouadi a précisé que l'Armée nationale populaire (ANP) a détruit 9 millions de mines sur 11 millions d'unités que la France a reconnu avoir posées tout au long des frontières est et ouest de l'Algérie sur les lignes Challes et Morice. L'opération de déminage se poursuit toujours, a indiqué le responsable qui a salué le rôle actif de l'ANP dans la destruction des mines localisées avec précision sur les cartes en possession de la France. Après la diffusion d'un film documentaire algérien sur les victimes des mines, le président de l'association a souligné que les mines ont fait plusieurs victimes algériennes dont des handicapés et des mutilés outre la pollution de l'environnement. La conférence internationale sur les droits de l'enfant sahraoui a débuté hier aux camps des réfugiés sahraouis avec pour objectif la sensibilisation à la réalité et aux préoccupations des enfants sahraouis aussi bien dans les camps des réfugiés que dans les territoires occupés. Des associations algériennes, sahraouies et internationales prennent part à cette rencontre.

APS

LE MINISTRE DES AE AUSTRALIEN À ALGER «Ma visite traduit l'intérêt qu'accorde mon pays à la région»

Le ministre australien des Affaires étrangères, Bob Carr, a souligné hier à Alger que sa visite en Algérie était une occasion pour «examiner l'état de la coopération bilatérale entre les deux pays et chercher les voies et moyens de la renforcer». «Nous sommes là pour aborder les questions régionales, politiques et examiner l'état de la coopération bilatérale et chercher les voies et moyens de la renforcer, notamment dans le domaine économique», a déclaré M. Carr

qui effectue une visite en Algérie. «C'est un grand honneur pour moi d'être ici. Ma visite traduit l'intérêt qu'accorde mon pays à la région», a-t-il ajouté. Le ministre australien des Affaires étrangères, Bob Carr, a entamé hier une visite de travail de deux jours en Algérie à l'invitation de son homologue Mourad Medelci. M. Carr a été accueilli à son arrivée à l'aéroport international Houari Boumediène par M. Medelci. Un communiqué du ministère algérien des

Affaires étrangères a souligné que la visite du chef de la diplomatie australien donnera l'occasion aux deux ministres d'examiner «l'état des relations bilatérales ainsi que les voies et moyens à même de permettre une diversification de la coopération économique qui va au-delà des secteurs traditionnels de l'énergie et des mines et qui confère davantage d'ancrage dans le domaine du partenariat et de l'investissement», a précisé la même source.

APS

LE SNPSSP TIENT SON 6^e CONGRÈS

L'attitude du ministère de la Santé dénoncée

● Après un suspense ayant duré plusieurs jours, le Syndicat national des praticiens spécialistes de santé publique a pu obtenir hier l'autorisation pour entamer les travaux de son 6^e congrès.

Le Syndicat national des praticiens spécialistes de santé publique (SNPSSP) a entamé, hier, les travaux de son 6^e congrès. Ceci après un suspense ayant duré plusieurs jours suite au «flou» maintenu par l'administration concernant l'attribution de l'autorisation de la tenue de cette rencontre, programmée pour hier, à la Mutuelle des travailleurs des matériaux de construction à Zéralda, à l'ouest d'Alger. Ce n'est qu'hier que le Syndicat a obtenu l'accord pour pouvoir commencer cette 6^e édition. «Nous dénonçons cette 6^e tentative de casser le syndicat», a relevé le docteur Mohamed Youfi, président sortant du SNPSSP, dans son allocution d'ouverture prononcée devant une centaine de délégués de la même formation et d'invités. Et d'enchaîner que «l'attitude de tout le gouvernement est loin d'être compatible avec le discours officiel se voulant rassurant et ouvert. On est très loin de l'application des lois de la République et des conventions ratifiées», en rappelant la multitude des sanctions et autres mesures prises contre les syndicalistes en général et contre le SNPSSP en particulier. Dans ce sens, l'intervenant qualifie l'interdiction d'accès au ministère de la Santé, les ponctions «exagérées et arbitraires» sur salaires et la suspension de responsables syndicaux comme des «signes d'hostilité envers le travail syndical jamais atteints auparavant». Pour le président sortant du SNPSSP, «le syndicat est déterminé à défendre le secteur de la santé publique via une prise en charge décente des malades, tandis que la priorité de la tutelle est ailleurs puisqu'elle s'acharne



Ouverture hier à Zéralda des travaux du 6^e congrès du SNPSSP

sur les représentants de travailleurs par tous les moyens afin d'étouffer toute voix revendiquant une meilleure visibilité dans le secteur». C'est dans ce sens qu'ont enchaîné les représentants des autres syndicats conviés à l'occasion. Un véritable cri de détresse lancé pour la défense du pluralisme syndical et contrecarrer toutes les tentatives de «casse» dont font l'objet ces formations.

«CASSER DU SYNDICAT, LE DADA DE OULD ABBÈS»

Le docteur Lyès Merabet, président du Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP) et porte-parole de l'Intersyndicale de la santé, qui est intervenu comme «ami, camarade et confrère», a pointé du doigt la «complicité de plusieurs ministères» pour mettre à mal les syndicats autonomes. «Pourtant, les syndicats autonomes sont sur le terrain, ils sont porteurs de projet de

société et ils ont leur base. Personne ne peut les ignorer et aucun programme de développement ne peut récolter ses résultats si l'on continue à les ignorer et à les chasser», a indiqué le docteur Merabet, qui a dénoncé les entraves pronées par le département de la Santé «dont la priorité est de casser le syndicats autonomes alors que le secteur traverse une conjoncture difficile avec une pénurie sans pareille de médicaments et autres problèmes liés à la formation des cadres et à la prise en charge des malades». De son côté, le secrétaire général du Snapsy est revenu sur les circonstances de la suspension du président du syndicat, M. Keddad, de son poste. Un appel a été lancé par le Syndicat des professeurs du paramédical à l'adresse du premier magistrat du pays pour la création d'un «comité interprofessionnel de la santé». «Un diagnostic s'impose pour mettre le doigt sur le mal qui

touche le secteur», soutiennent les syndicalistes. Pour sa part, le Conseil national autonome des professeurs du secondaire et du technique (Cnapest) appelle à l'unité à travers la création d'une «confédération des syndicats algériens». Afin, dit M. Nouar, secrétaire général du Cnapest, «d'imposer le respect des syndicats autonomes et de défendre le droit des travailleurs à l'activité syndicale». A souligner que les travaux se poursuivront aujourd'hui. Après présentation du bilan du bureau sortant, les candidatures au poste de président du SNPSSP seront connues et le vote aura lieu aujourd'hui. Le 6^e congrès de ce syndicat se tient après l'achèvement de l'opération de renouvellement de l'ensemble de ses instances organiques locales (sections, bureaux de wilaya) tenues d'octobre 2011 à janvier 2012 et la tenue des assemblées générales régionales. **Fatima Arab**

NOUREDDINE MOUSSA À BOUMERDÈS

«L'Algérie ne dispose pas d'entreprises performantes en BTPH»

L'Algérie ne dispose pas d'entreprises performantes dans le secteur du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (BTPH). Faute d'encadrement et de moyens humains et matériels, 18 000 des 35 000 PME activant dans ce domaine sont classées dans la catégorie 1 et emploient moins de 15 personnes. Malgré l'apport qui leur a été apporté par l'Etat, aucune d'entre elles n'exporte ses services à l'étranger. Tel est le constat dressé par le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme lors des travaux de la Journée nationale d'information organisée, hier à Boumerdès, sous le thème «La mise à niveau des entreprises pour une meilleure qualité de bâti».

Initié par l'Association générale des entrepreneurs algériens (AGEA), ce rendez-vous a été marqué par la participation des ambassadeurs de Chine et d'Espagne en Algérie et de nombreux intervenants dans le secteur du bâtiment.

Lors de son intervention, M. Moussa a précisé que les 35 000 entreprises activant dans le secteur des BTPH à l'échelle nationale ne créent pas de la richesse et ne contribuent pas vraiment au développement du pays. «Pour le moment, nous n'avons que 350 entreprises qui sont classées dans les catégories 5 à 9 ; les autres sont pour la plupart des entreprises familiales qui souffrent du manque d'organisation», a-t-il fait savoir. Poursuivant, le ministre a noté qu'«il y a peu de PME qui disposent de sites web en cette époque où les connaissances doivent être actualisées en permanence pour être adaptées aux exigences de l'heure». Il a dit également avoir «remarqué un manque flagrant dans la gestion des projets». «Les promoteurs ne se préoccupent guère des conditions de travail de leurs employés. Malgré cela, ils viennent se plaindre du manque de main-d'œuvre», a-t-il lancé. M. Moussa a évoqué en outre l'état déplorable dans lequel se trouvent les bases vie des PME, soulignant que même les clôtures des chantiers ne sont pas significatives.

Evoquant les efforts consentis par les pouvoirs publics pour leur mise à niveau, l'orateur a rappelé que 385 milliards avaient été dégagés récemment pour le développement de 20 000 PME-PMI à l'horizon 2025. «L'Etat a pris 200 mesures de facilitation pour la relance de ces entités économiques qui sont appelées à jouer un rôle moteur dans la construction et la consolidation de l'économie nationale», a-t-il dit.

Le ministre estime à plus de 1000 le nombre d'entités ayant déposé leurs dossiers pour bénéficier des avantages fiscaux et parafiscaux prévus dans le cadre du protocole d'accord signé à cet effet en juin 2011 avec l'Agence nationale du développement des PME. De son côté, le président de l'AGEA, M. Khelloufi, a abordé, quant à lui, les contraintes soulevées par les entrepreneurs. Il a cité, entre autres, les difficultés d'accès aux moyens de financement, à l'information et aux nouvelles technologies. M. Khelloufi a plaidé, par la même occasion, pour la réduction des taxes sur les importations de matières premières et le renforcement de l'information au sujet de la réglementation et des aides accordées par l'Etat. «Faute d'accès à l'information, nos PME sont pénalisées et réduites à réagir de manière désordonnée et peu efficiente aux signaux du marché», a-t-il déploré. L'intervenant a mis en exergue par ailleurs l'importance de la formation professionnelle et pratique, son rôle dans l'utilisation de techniques de production et le perfectionnement de leurs entreprises. **R. Koubabi**

EXAMEN DE FIN DE CYCLE PRIMAIRE

Le taux de réussite a atteint 76%

Le taux de réussite à l'examen de fin de cycle primaire, session de mai 2012, a atteint 76% à l'échelle nationale. Le chiffre a été annoncé hier par Brahim Abbassi, directeur des enseignements primaire et moyen au ministère de l'Education nationale, lors d'une conférence de presse animée à au ministère. Ainsi, 452 388 élèves ont été admis sur un total de 595 281 inscrits. Comparativement à l'année dernière, le taux de réussite a baissé cette année de 2,46%. Pour rappel, le taux de réussite avait atteint l'année dernière 78,46%. M. Abbassi, qui commente les chiffres, ne

qualifie pas cette baisse de «recul» dans le rendement. La différence «ne signifie pas un recul dans les résultats de l'examen de fin de cycle primaire car l'essentiel, à nos yeux, réside dans l'aspect qualitatif des résultats», explique-t-il.

Le directeur des enseignements primaire et moyen appuie son argumentaire sur le nombre d'admis avec mention, dont le taux est estimé à 79,30%. De plus, le taux d'admission en 1^{re} année moyenne est de 90,18%. Il convient de rappeler que le calcul de la moyenne d'admission tient compte de la moyenne générale annuelle du contrôle

continu pour les candidats non admis à l'examen. Ainsi, le recours à la moyenne annuelle a permis à 84 437 élèves de passer en 1^{re} année moyenne, soit 14,18% de taux de réussite général. A l'occasion, M. Abbassi a indiqué qu'«il n'y a pas de projet de restructuration» du cycle d'enseignement primaire et pas de retour à l'ancien cursus scolaire. Il a précisé, en marge de la conférence de presse, qu'«il n'y a pas de projet dans ce sens au ministère de l'Education nationale», qualifiant d'«infondées» toutes les rumeurs qui circulent à propos du retour à l'ancien cursus scolaire. **D. R.**

Avis d'opposition

La SPA- NCA-Rouiba sise RN° 5 Zone Industrielle Rouiba, informe l'ensemble de ses partenaires, organismes et institutions que Messieurs Raïssi Mustapha, Rafik Djenadi et Salim Benarab ne font plus partie de ses effectifs depuis le 07 mai 2012.

A cet effet, elle décline toute responsabilité sur d'éventuels engagements tenus ou à tenir depuis la date sus indiquée, en leurs noms et (ou) pour leurs comptes.

FAIT DU JOUR

5 MILLIARDS DE DOLLARS
D'IMPORTATIONS PAR ANL'Algérie fragilisée par la
dépendance alimentaire

PHOTO: H. LIVES

Les professionnels du secteur des céréales réunis hier à Alger

Les professionnels du secteur des céréales en Algérie veulent se prendre en charge et donner à la filière un nouveau souffle. Réunis hier à Alger, à l'initiative du Comité interprofessionnel des céréales (CIC), agriculteurs, transformateurs, chercheurs et représentants des pouvoirs publics, à leur tête le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, ont tous insisté, d'abord, sur l'aspect stratégique et structurant que revêt cette filière. Ils ont appelé, ensuite, à une nouvelle forme d'organisation et une nouvelle approche à même de consolider les mesures déjà prises par les

pouvoirs publics dans le cadre de la politique de sécurité alimentaire. Selon Mohamed Laïd Benamor, président du CIC et PDG du groupe portant le même nom, cette nouvelle approche est aujourd'hui d'autant plus urgente à cause de «l'insécurité alimentaire et des crises mondiales prolongées ces dernières années». L'Algérie, qui importe 60% de ses besoins alimentaires pour une facture de 5 milliards de dollars (en 2010), est appelée à développer sa filière céréalière pour «assurer sa sécurité alimentaire» mais aussi pour «limiter ses importations», a indiqué M. Benamor. Un défi

qui ne saurait être relevé sans la levée, d'abord, des handicaps et des problèmes recensés par les professionnels du secteur et qui ont conduit, entre autres contre-performances, à des rendements ne dépassant pas les 17 quintaux de blé à l'hectare, alors que la moyenne dans les pays développés atteint les 70 q/ha.

Le président du CIC n'a pas manqué d'appeler, à cet effet, à la création de pôles de performance avec l'objectif d'atteindre, dans les 10 prochaines années, un rendement céréalière de 30 q/ha pour le blé dur et 40 q/ha pour le blé tendre. Cet objectif est facilement atteignable, explique-t-il, «pour peu que tous les acteurs unissent leurs efforts et aillent vers une organisation efficiente». Le directeur général de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), Noureddine Kehal, a indiqué pour sa part que la production céréalière en Algérie ne cesse de s'améliorer, en quantité et en qualité, enregistrant, cette année, un deuxième record après celui de 2009, puisqu'il est attendu une récolte de 56 à 58 millions de quintaux de blé. «Nous avons une production qui couvrira nos besoins jusqu'au-delà de 2012. Donc, nous ne serons pas présents sur le marché international du blé dur et de l'orge jusqu'à la fin de 2012. Par contre, nous continuerons à importer le blé tendre», a affirmé le même responsable.

Et d'ajouter que l'Algérie, parmi les premiers importateurs mondiaux de céréales, «a réduit les

importations en prévision d'une bonne année céréalière qui va nous permettre de réviser à la baisse la facture alimentaire de moitié par rapport à 2011».

A fin avril dernier, faut-il le rappeler, le pays a importé pour 400 millions de dollars de céréales, essentiellement du blé tendre, contre 800 millions de dollars à la même période de 2011. D'une valeur de 2 milliards de dollars, la récolte de cette année a été soutenue par un rendement à l'hectare en progression continue, passant de 8 à 18 quintaux à l'hectare.

Cela suffit-il pour amorcer un début de baisse des importations ? De l'avis de Réda Hamiani, président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), la diminution des importations passe d'abord par «le renforcement des connexions entre producteurs et transformateurs», d'autant que les potentialités des uns et des autres sont aujourd'hui considérables. Il en veut pour preuve le taux de croissance, estimé à 6%, que réalise le secteur agricole algérien.

Mais paradoxalement, «le volume des importations a triplé en l'espace de 5 années et la population active agricole, estimée aujourd'hui à 13%, a diminué de près de la moitié en 4 années», a-t-il indiqué.

Le ministre de l'Agriculture a appelé, de son côté, l'ensemble des intervenants dans la filière à «mettre fin aux faux problèmes, à se prendre en charge et à œuvrer pour la réalisation des objectifs tracés». Lyes Mechti

MOHAMED LAÏD
BENAMOR,
PRÉSIDENT DU CIC
«Nous pouvons
en 10 ans
multiplier par 2,5
nos rendements»

Dans son intervention devant les professionnels du secteur, le président du CIC, Mohamed Laïd Benamor, a rappelé qu'en 2008, le forum économique de Davos avait classé l'insécurité alimentaire comme le deuxième risque mondial après la menace financière. La population mondiale à nourrir va passer de 6,5 milliards de personnes, aujourd'hui, à 9,5 milliards en 2050, ce qui nécessitera, selon lui, la «multiplication de la production alimentaire par deux». Ainsi, l'agriculture mondiale fait aujourd'hui face à trois objectifs concurrents, à savoir assurer l'alimentation, produire des biocarburants et préserver la biodiversité et l'environnement. Tout en indiquant que «la production mondiale de céréales aug-



PHOTO: H. LIVES

Le ministre de l'Agriculture, Rachid Benaisa (à gauche), en compagnie du président du CIC, M. Laïd Benamor, à l'ouverture de la rencontre

mente moins vite que la consommation», M. Benamor fait remarquer que «si la tendance mondiale actuelle se poursuit, la question alimentaire constituera, dans les années à venir, un problème très sérieux pour la grande majorité de la population mondiale». Pour lui, «l'Algérie est évidemment concernée directement», d'autant que la production céréalière connaît de grandes difficultés et que «60% des besoins de céréales sont importés avec une augmentation constante de la facture alimentaire du pays».

Énumérant les handicaps qui frappent notre agriculture, à savoir des sols peu profonds, une fertilité naturelle faible, une pluviométrie insuffisante et des terres en pente, le président du CIC considère le rôle de la recherche agronomique, aujourd'hui très en retard, comme étant le moyen à même de corriger ces handicaps. Quant au rôle des pouvoirs publics, M. Benamor a indiqué que «le soutien financier de l'Etat, ces dernières années, est incontestable mais, laissé seul, il n'arrivera pas à sortir la filière de sa faible performance».

Tout en appelant à «développer la coordination entre acteurs et aider à leur mise en réseau», le président du CIC a estimé que son organisation «devra jouer un rôle déterminant dans la construction des pôles de performance». Selon lui, cette nouvelle démarche «est actuellement expérimentée et commence à donner des résultats». Toutefois, il est nécessaire de «mettre dans une action commune les industriels transformateurs et les agriculteurs pour améliorer les performances de la filière». «Il nous faut construire des remontées de filière et développer la recherche agronomique pour accélérer le rythme de nos performances. Nous pouvons, en 10 ans, multiplier par 2,5 nos rendements.» L. M.

KHALED YACINE BACHTARZI. Meilleur producteur céréalière à Guelma

«Je m'inspire beaucoup des techniques françaises»

Khaled Yacine Bachtarzi a été retenu, cette année, parmi les rares céréaliculteurs qui ont produit jusqu'à 80 quintaux de blé à l'hectare. Il nous parle, dans cet entretien, de son expérience et des techniques qui lui ont permis de réaliser cette prouesse.

Propos recueillis par
Lyès Mechti

Parlez-nous un peu des performances que vous avez réalisées...

Actuellement, je tourne autour de 70 à 80 quintaux à l'hectare en blé tendre, surtout pour la variété HD 1220. Je suis champion dans ma région et mes performances ont été progressives, passant de 39 à 42 q, puis 44 q avec des pics de 54 q à 58 q sur de petites parcelles. Cette année, je suis arrivé à plus de 70 q à l'hectare.

Quel est le secret de cette performance ?

Il est beaucoup plus lié à la préparation du lit de semence, le savoir-faire, le désherbage d'appoint au moment opportun, sans oublier bien sûr le concours

du bureau d'études Syngenta Algérie qui nous a accompagnés et a fait un travail de vulgarisation de l'utilisation de produits agricoles. L'utilisation préventive des fongicides pour le traitement des maladies est aussi pour beaucoup dans les performances que j'ai réalisées. Je dois aussi préciser que je m'inspire beaucoup des techniques françaises, en ce sens que la France demeure un modèle dans céréaliculture.

Qu'en est-il du blé dur ?

En blé dur, j'exploite de petites surfaces de 10 ou 15 hectares seulement, où je réalise quelques pics de 50 q. Mais l'incitation des 1000 DA de différence entre le prix garanti pour le blé tendre et le blé dur à la collecte m'a poussé à reprendre la production du blé dur.

Quel type d'irrigation utilisez-vous ?

Cela fait trois ans que j'utilise une irrigation d'appoint. Mais beaucoup plus en avril, lorsque la pluviométrie diminue.

Quelles sont les conditions techniques pour améliorer les rendements ?

Nous avons actuellement une perte flagrante de production estimée à hauteur 30% qu'on peut récupérer bien sûr. Mais cela demande une bonne préparation des lits de semence avec un matériel un peu spécifique et des semoirs plus performants. C'est une affaire de densité au mètre carré. Pour réduire les pertes, en ce qui me concerne, je fais deux passages en désherbant et trois en fongicide, avec une rampe de pulvérisateurs de 12 mètres. Par contre, avec des pulvérisateurs de 24 mètres, on peut éviter l'empiétement des céréales. Mais les grandes pertes actuellement, estimées entre 10 et 15%, sont engendrées par les moissonneuses-batteuses qui sont conçues pour des récoltes de 15 à 25 quintaux à l'hectare. Ce sont d'anciens modèles, alors que la norme aujourd'hui est à l'euro 3 et l'euro 4, disposant de secoueurs.

L. M.

KARIM BENKRIMI. Ancien cadre à la BADR

«Le paysage bancaire gangrené par la mauvaise gestion»



PHOTO : D. R.

Propos recueillis par Hocine Lamriben

D'après vous, pourquoi la réforme du système bancaire tarde-t-elle à se concrétiser ?

Avant les réformes, les banques commerciales algériennes ne disposaient ni du cadre institutionnel opportun ni de l'expérience voulue pour faire preuve d'intermédiation bancaire et financière efficace.

Après des années de prêts obligatoires aux entreprises publiques, des assainissements des porte-

feuilles de celles-ci qui ont aggravé la situation, la spécialisation sectorielle du crédit et de réglementation prudentielle inadéquate, elles se sont retrouvées avec des portefeuilles de piètre qualité.

En effet, les séquelles du socialisme ont fait que le déroulement de la réforme bancaire n'a pas donné satisfaction. Le manque flagrant de banques privées, qui vont jouer le même rôle que les banques publiques, a alimenté le ralentissement des réformes. Aussi, la privatisation ne parvient pas à prendre son envol vu la situation invalidante dans la stagnation des archaïsmes que les banques ont du mal à s'en débarrasser. N'oublions pas aussi le phénomène de l'importation (import/import) que nous subissons depuis des années à néanmoins freiné l'essor de développement de la production, d'où l'explication de la non-concrétisation de la réforme du système bancaire.

Les banques algériennes sont réputées très investies dans le financement des importations au détriment de l'économie productive. A ce titre, les chefs d'entreprise se plaignent de leur rigidité. Pourquoi, selon vous, les banques ne jouent pas le jeu ?

Le problème est d'ordre décisionnel. Les banques sont censées répondre à la demande des entreprises quant aux opérations bancaires nécessaires au dénouement de l'opération.

C'est une question de moyens. L'Etat n'a pas donné les moyens suffisants pour équilibrer la tendance.

Ceci dit, le cadre juridique est à revoir, il faudrait l'épaissir et le mettre au diapason des attentes des promoteurs qui veulent investir ou créer des industries. Et les banques ne peuvent pas suivre dans le sillage de cette mauvaise stratégie.

Le secteur bancaire a connu ces dernières années une série de scandales et de malversations. Ceci est-il le résultat d'une mauvaise gestion des risques du crédit ou à des interférences des centres décisionnels politiques ?

Les deux. Je m'explique : le secteur bancaire a subi des détournements financiers ces dernières années, dont la plus grande escroquerie a été celle de Khalifa Bank. D'une part, il y a la mauvaise gestion qui a gangrené le paysage bancaire ; d'autre part, il existe certaines interférences des centres décisionnels politiques. **H. L.**

PARUTION : CRÉDIT BANCAIRE ET ÉCONOMIE FINANCIÈRE DE KARIM BENKRIMI

Comprendre le système

● Cette publication traite du crédit bancaire et de la gestion de la couverture des risques inhérents à tout acte de crédit.

Titulaire d'un diplôme d'études supérieures de banque, Benkrimi Karim vient de publier *Crédit bancaire et économie financière* aux éditions El Ohtmania. Globalement, ce travail «consiste à traiter du crédit bancaire sous l'angle de la gestion de la couverture des risques inhérents à tout acte de crédit, quand bien même ce dernier constitue un vecteur de croissance. Ce

risque s'est amplifié, aujourd'hui, par le fait de la mondialisation», écrit M. Benkrimi dans l'introduction de son ouvrage. Celui-ci est structuré en cinq parties. La première fait référence au crédit bancaire du point de vue conceptuel ; la seconde traite du commerce international ; la troisième est consacrée au contexte spécifiquement algérien ; la quatrième partie est réservée à deux sections, qui aideront à la compréhension, voire à l'approfondissement du sujet, l'une abordant l'étude technico-économique et l'autre servant d'illustration pratique.

La dernière partie du livre évoque la gestion des risques du crédit. Dans ce cas algérien, après une brève rétrospective de la banque algérienne, l'auteur souligne qu'«en l'absence d'un véritable plan de réformes d'ensemble coordonnées, la restructuration du système bancaire risque d'être illusoire». Un constat aux antipodes du discours officiel. Actuellement, le système bancaire est caractérisé, note M. Benkrimi, par une faiblesse de l'intermédiation financière, un manque de vigueur dans le

suivi, la supervision et le contrôle des banques ainsi que les lenteurs de la restructuration des établissements de crédits publics.

Selon lui, la restructuration du système bancaire algérien «est à situer dans un plan de réforme d'ensemble qui intégrerait, outre le cadre dans lequel les banques évoluent, l'administration économique de l'Etat, le Trésor, la Banque centrale et le marché financier».

L'auteur souligne que «les banques algériennes sont condamnées à développer de nouveaux comportements et à intégrer des modes de gestion modernes et efficaces afin de pérenniser leur existence». Dans ses suggestions, il insiste sur l'impératif que le système bancaire puisse participer à la lutte contre la pauvreté à l'échelle nationale sans que les banques se désengagent de leur première fonction d'entreprises économiques à but commercial.

M. Benkrimi a débuté sa carrière en 1985 à la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR). Il a effectué des formations de type cadre moyen d'agence en 1995 et cadre d'exploitation en 2000. Il obtient son brevet professionnel de banque en 1998. Il est aussi l'auteur d'un ouvrage édité en France chez Edilivre, intitulé *La problématique de la gestion des crédits*. **H. L.**

MALGRÉ L'ISSUE FAVORABLE DU VOTE GREC

Marché pétrolier morose



PHOTO : D. R.

Ouverture de la 161^e réunion de l'OPEP le 15 juin à Vienne sur fond de crise

Le marché pétrolier mondial semblait, hier, peu attentif à l'évolution de la situation politique en Grèce, le prix du baril marquant plutôt un léger repli malgré la victoire de la droite grecque aux élections législatives.

A Londres, rapporte l'APS, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait ainsi 97,51 dollars en fin de matinée, en recul de 10 cents par rapport à la clôture de vendredi dernier.

A New York, le baril de light sweet crude (WTI) pour livraison en juillet baissait également de 24 cents pour s'établir à 83,79 dollars.

La victoire de la droite aux élections législatives en Grèce et la fin des spéculations sur un soudain effritement de l'eurozone n'auront donc pas suffi à susciter un regain d'enthousiasme des marchés, ces derniers restant encore frileux face aux perspectives moroses de l'activité mondiale.

«Ceux qui s'attendaient à voir une forte hausse des prix des matières premières, ce lundi, après le vote grec, auront été déçus, il n'y a certainement aucun signe d'euphorie sur le marché», constatent des analystes de Commerzbank, cités par l'APS.

«La crise des dettes souveraines dans la zone euro, ajoutent les mêmes analystes, va continuer d'inquiéter les investisseurs pendant encore longtemps, ce qui pourrait empêcher tout rebond significatif des prix.» Les tensions entre l'Iran et l'Occident participent également

à alimenter la frilosité du marché, souligne au demeurant un analyste de VTB Capital.

L'issue des négociations sur le programme nucléaire iranien, les exportations de la Chine à la lumière de la crise de la zone euro, la position des pays non européens importateurs de pétrole iranien ainsi que la stratégie économique du nouveau gouvernement grec sont autant de points à surveiller dans les prochains mois quant à l'évolution du marché pétrolier, résumait hier, dans son dernier rapport mensuel, le Centre des études énergétiques globales (CGES).

Au cours des six prochains mois, avance ce cabinet d'experts, les cours du pétrole seront largement dépendants de la production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

«Ce qui va se produire au cours des six prochains mois est largement tributaire des pays membres de l'OPEP, notamment de l'Arabie Saoudite qui a une liberté de manœuvre», note ainsi le rapport du CGES.

Les dépassements du plafond de production, notamment par l'Arabie Saoudite, ont été largement décriés, lors du dernier sommet de l'OPEP, par de nombreux autres membres de cette organisation, à l'instar de l'Algérie. Ces pays estiment en effet que l'accroissement de la production, dans l'état actuel de l'activité mondiale, pourrait carrément provoquer un déclin des cours du pétrole. **Akli Rezouali**

PUBLICITÉ

BMGI Center
Centre de Formation & de Certification Agréé
Organise les formations suivantes :

- Elaboration des cahiers des charges et techniques de soumission aux marchés publics
du 25 au 26.06.2012
- Master en Microsoft Office : Concevoir des documents professionnels avec Word (module I)
du 01 au 04.07.2012
- Piloter un projet avec MS Project
du 08 au 12.07.2012
- Mise en œuvre, fonctions de base et techniques de planification en réseau avec PRIMAVERA PG

Pour vos inscriptions, contactez :
BMGI Center
38 Ter, Bd. Krim Belkacem
Tlemcen, Alger.
Tel : 021 630 630
021 641 641
021 630 666

Fax : 021 64 24 24
021 64 25 25
Mob. 07 70 30 70 86

http://www.bmgi.com/et Email: info@bmgi.com

Anderson
National Express
Votre solution de transport
Livraison de 400kg à 20T et plus/48 wilayas
Transport/Logistique/Dépotage TC/Entreposage
www.andersonlogistique.com
ZI Oued Smar, 021 51.33.44 / Fax 021 51.47.27

LA DIRECTION NE VEUT PAS RÉPONDRE À LEURS REVENDICATIONS

Vers une grève des travailleurs de l'Etusa

● La décision de confier la gestion du tramway à une société mixte, indignes les travailleurs.

Le syndicat de l'Établissement public de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) menace de recourir à des actions de rue pour faire aboutir les revendications des travailleurs. Les griefs des syndicalistes de l'ex-RSTA, réunis lundi dernier, sont liés, en partie, à l'«exclusion» de l'entreprise de la gestion du tramway. La décision du ministère des Transports de confier la gestion du tramway à une société mixte où l'Etusa ne détient qu'une part minoritaire (21%), indignes les travailleurs chargés actuellement de la mise en service quotidienne du réseau. Le syndicat rappelle, dans le procès-verbal de la réunion et dont *El Watan* détient une copie, le mérite du personnel d'exploitation lors de la première phase (Bordj El Kiffan-Zerhouni Mokhtar). «Nous avons assuré l'exploitation du premier tronçon avec de multiples difficultés. L'éclairage était défaillant, il n'y avait ni locaux ni bureaux pour le personnel. La signalisation n'a été mise en service que depuis quelques semaines. A tout cela s'ajoute le comportement méprisant de nos partenaires de l'Entreprise du métro d'Alger (EMA) et d'Alstom, qui ne nous ont pas aidés dans notre mission. Le projet de création d'une joint-venture ne répond à aucune logique, sinon à celle d'éliminer l'Etusa, entreprise qui continue de recruter, de former et de mettre en place toute la chaîne d'exploitation du deuxième tronçon. Le bureau demande à ce que la décision soit entièrement révisée et reconsidérée», peut-on lire dans le PV de réunion remis aux instances de la tutelle. Le SG



Les travailleurs de l'Etusa, lors de l'inauguration du deuxième tronçon du tramway d'Alger

du syndicat d'entreprise s'étonne de la décision de confier la gestion du tramway à une société mixte. «Plus d'une trentaine de kiosques ont été installés sur le tracé du tramway. Nous n'avons cessé de réclamer ces équipements dans les stations. On nous a promis des kiosques qui ne sont jamais arrivés. Nos caissiers continuent de travailler et à ravitailler les receveurs en tickets sur les trottoirs», s'indigne M. Bouteba, SG du syndicat d'entreprise. La décision de «délester» l'ex-Régie de quelques dépôts est aussi rejetée par le syndicat. «Le dépôt Merrah, comme d'ailleurs tous les autres dé-

pôts sont implantés pour répondre aux besoins de l'exploitation et de la maintenance. Ils sont mitoyens aux secteurs d'activités. Nous nous étonnons qu'une entreprise de pré-fabrication mitoyenne au dépôt n'est pas touchée par l'opération», relève le syndicaliste dans le PV. D'autres revendications plus anciennes sont remises sur la table telle la révision de la convention collective. «Elaboré en 1997, le document a été au centre de plusieurs revendications et plusieurs réunions ont été tenues entre le bureau et la direction, mais aucune suite n'a été donnée. Une commission devait se

charger de la révision des textes», signale M. Bouteba. Le syndicat s'indigne également de la «position figée» de la direction par rapport à la révision des salaires. «Les travailleurs de l'Etusa sont actuellement les moins payés à travers tout le secteur des transports. Le bureau syndical demande une fois de plus au directeur de répondre effectivement à cette revendication légitime des travailleurs qui, depuis trois ans, travaillent plus et sans relâche», relève le syndicaliste. «Nous appelons à la prise en charge des revendications légitimes et dans les meilleurs délais, faute de quoi nous

entamerons une série de manifestations et même une grève», menace le président du syndicat. *Nadir Iddir*

PANNE RÉCURRENTÉ DU TRAMWAY

Le tramway d'Alger est tombé, hier, en panne. Les rames étaient bloquées aux Fusillés, affectant tout le réseau. Les voyageurs n'ont pas pu monter dans les rames, et ceux qui y avaient déjà pris place étaient obligés de descendre. Les pannes techniques sont apparues au deuxième jour du lancement commercial du tramway. Des voyageurs étaient surpris de voir s'arrêter subitement les rames. «Les voyageurs étaient obligés de rester durant plus de 20 minutes à Mohammadia, dans des rames sans climatisation. Le conducteur, accablé par des voyageurs affolés, nous a expliqué qu'il a reçu les ordres de s'arrêter. Il y aurait eu un accident sur l'avenue Tripoli. L'exploitant doit prendre la peine de nous informer», s'indigne un voyageur, venu de Bab Ezzouar. En plus de ces pannes récurrentes, les clients de l'EMA font face au manque d'équipements. «Le nombre de guichets est insuffisant. Des fils d'attente se forment devant des guichets. Un seul par station ne suffit plus pour répondre à une demande très importante. Pour valider ces tickets, le même problème se pose aussi. Il ne faut pas s'étonner de voir des resquilleurs monter sans payer leurs tickets», relève le voyageur. *N.I.*

INSTANTANÉ

M. Tchoubane

Services ou sévices ?

A l'heure de l'informatisation, censée faire gagner du temps et épargner le stress, nombre de nos administrations continuent à fureter dans des registres mités avant de délivrer un document d'état civil que l'usager sollicite pour ses besoins. Un temps fou vous est bouffé devant les services d'état civil. A croire que notre administration trouve un malin plaisir à vous faire administrer une pareille «punition» dès lors que nombre de communes vous font faire le pied de grue pendant deux heures, voire plus pour vous délivrer une copie de votre acte de naissance n°12. Pourtant, Dahou Ould Kablia a instruit les édiles d'améliorer les prestations au niveau de l'état civil, en les incitant à assurer les services de manière moins lourde, intelligente et rapide. Des communes, certes, ont depuis quelque temps épousé l'air du temps comme celle d'Alger-centre où le document vous est remis sur-le-champ. Idem dans les mairies de Kouba, Sidi M'hamed, Hydra, Mohammadia et bien d'autres où le demandeur est vite et bien «servi», grâce à l'informatisation du fichier d'état civil. Mais la chose devient très pénible lorsqu'il s'agit de la commune de Bab El Oued où les services d'état civil, dépassés ou nonchalants, c'est selon, vous invitent à meubler leur espace, pendant deux bonnes heures, non sans vous échauffer la bile au milieu d'une foule tumultueuse. Le constat semble rebattu lorsqu'on dit que les plus chanceux

usent d'acointances pour échapper à cette «corvée» en règle alors que d'autres doivent faire contre mauvaise fortune bon cœur. Une interrogation dès lors nous titille l'esprit : pourquoi certaines communes gèrent, depuis belle lurette, leurs services d'état civil avec le moyen informatique à même de soulager et le préposé et le demandeur, alors que d'autres tournent le dos au procédé de traitement efficace et rapide, préférant s'appesantir dans un mode opératoire suranné ? Car, l'opération pilote mise en chantier, depuis plus d'une quinzaine d'années, destinée à informatiser ces institutions, tarde, faut-il souligner, à se généraliser. A peine quelques communes dans l'ensemble des 57 baladias que compte la wilaya d'Alger offrent ce «quick service» à leurs administrés. Le reste des mairies est à la traîne et les responsables au niveau du ministère de l'Intérieur armoient pour on sait quel motif. En termes plus clairs, cette punition infligée aux demandeurs ne nous renseigne pas sur le caractère dédaigneux de ceux dont le temps ne presse pour se mettre au carillon du troisième millénaire. Quant au document dit n°12 S pour les besoins biométriques du passeport ou de la carte nationale d'identité, les demandeurs sont tenus de prendre leur mal en patience, à l'heure où la procédure de demande dudit document par internet vient d'être lancée officiellement dans le consulat d'Algérie de Bobigny pour la communauté algérienne.

COMMUNE D'ALGER-CENTRE UN IMMEUBLE MENACE RUINE AU 19 RUE HENRI DUNANT

Un immeuble situé au 19 rue Henri Dunant (ex-rue Mulhouse), dans la commune d'Alger-Centre, se trouve dans un état de délabrement tel qu'il pourrait s'écrouler à tout moment. Faute de prise en charge, les locataires sont entrés dans une longue et interminable expectative ; des pans entiers de la bâtisse tendent à se détacher, fragilisant dangereusement la structure. La situation est devenue au fil du temps insoutenable, tant les fissures qui s'élargissent laissent entrevoir dans les entrebâillements la lumière du jour. De temps à autre, le silence du lieu est interrompu par le bruit assourdissant d'un revêtement qui se fracasse contre le sol, rappelant aux résidents qu'ils ne sont guère en sûreté. «Jusqu'ici, la chance a été de notre

côté, car aucune victime n'est à déplorer, mais à l'avenir, il faut nous attendre au pire», signale une résidente, avant d'ajouter : «En dépit des multiples requêtes que nous avons adressées aux responsables de l'APC en vue de prendre en charge notre problème, rien n'a été fait.» Nous apprendrons des résidents, qu' hormis leur immeuble qui n'a, à ce jour, pas été restauré, toutes les autres bâtisses du quartier ont été réhabilitées. D'après les responsables de l'APC que nous avons joint, hier, par téléphone, «le cas de cet immeuble relève des compétences de la wilaya. Néanmoins, ce dont nous sommes sûrs, c'est que ces habitants vont être relogés et c'est une question de temps.» *K.S.*

CHU MUSTAPHA BACHA LE LABORATOIRE D'ÉPIDÉMIOLOGIE À L'ARRÊT

Les malades qui se rendent au laboratoire d'épidémiologie du CHU Mustapha Bacha ne sont pas pris en charge, pour cause «de défaillances au niveau des égouts», signale-t-on sur place. Les malades sont conviés par le personnel du laboratoire, situé à la rue Bichat, à se rendre dans d'autres laboratoires se trouvant en-dehors de l'hôpital ou même dans les services de l'Institut Pasteur. Si cette situation incommode les malades, elle est également pénalisante pour le personnel médical qui travaille dans des conditions d'insalubrité déconcertante. L'exiguïté du lieu n'offre nullement la possibilité aux travailleurs d'exercer d'une manière efficiente. Il est signalé que des travaux sont entrepris au niveau du service de gastrologie situé à l'étage. En plus du manque d'hygiène, ces travaux engendrent des débris qui enlaidissent la structure. *K.S.*

SAISON ESTIVALE

Les vacanciers débarquent

● L'arrivée massive de milliers d'estivants interpelle les responsables locaux pour une prise en charge adéquate des nouveaux besoins sans pour autant perturber les habitudes de la population.

C'est un véritable débarquement qu'a connu la corniche jjielienne, le week-end dernier, à la faveur de l'arrivée massive des premiers groupes d'estivants. La fin des examens scolaires a été le moment opportun tant attendu par ces vacanciers pour venir prendre de l'air dans les monts forestiers de la région et se rafraîchir en bord de mer.

La même effervescence a d'ailleurs été constatée sur l'ensemble de la bande côtière allant de Ziama Mansouriah, à l'extrême ouest, jusqu'à Béni Belaïd, à l'est, avec une présence de baigneurs plus distinguée sur la plage Kotama. La circulation, d'habitude moins dense, a pris de l'intensité avec des dizaines de bus et des centaines de véhicules qui n'ont pas cessé d'affluer à Jijel et ses environs.

Des jeunes motocyclistes, souvent à deux sur un même engin, bravent tous les dangers de l'excès de vitesse en affichant du mépris à l'égard des autres conducteurs et rendent ainsi moins agréables



Des plages propres et sécurisées, tel est le vœu de tout un chacun

les randonnées sur la corniche. Visiblement loin d'être inquiétés, lorsqu'ils traversent les barrages de police ou de gendarmerie, ces motards d'un autre genre effectuent comme bon leur semble de véritables slaloms pour s'insinuer entre les véhicules. « Ils

sentent le danger là où ils passent, mais, hélas, il n'y a personne qui les arrête », ne cesse-t-on de s'écrier à la vue de ces motos. Pour le reste, la corniche paraît plus que jamais chatoyante, même si certains parmi les nostalgiques du calme des autres sai-

sons de l'année, s'inquiètent de voir l'été se transformer en cauchemar pour eux. Et pour cause, l'année passée, il était difficile, voire impossible, de trouver une baguette de pain, un poulet ou quelque chose à mettre sous la dent dès 8h du matin.

Gahda Z.

PORT DE BOUDIS

L'insécurité inquiète les pêcheurs

L'insécurité dans l'enceinte du port de Boudis commence à inquiéter les professionnels de la pêche, particulièrement après la tentative de vol d'une embarcation légère, il y a quelques jours. C'est pour marquer leur désapprobation de cet état de fait qu'une assemblée des professionnels de la pêche a réuni, ce dimanche en fin d'après-midi, une centaine de personnes dans l'enceinte même du port. En effet, jeudi dernier, vers 6 h du matin, trois personnes se sont emparées d'une barque servant d'annexe à un sardinier avant d'être remarquées par les éléments des gardes-côtes qui les ont poursuivies. Se voyant démasqués, les trois jeunes, dont un était muni d'une arme blanche, se sont jetés à l'eau pour rejoindre la plage Kotama à la nage. Deux des présumés voleurs ont été cueillis par la police qui avait été alertée, alors qu'un troisième, avons-nous appris, a réussi à prendre la fuite. Le président de la Chambre de pêche que nous avons rencontré regrettera cette sortie après les multiples demandes présentées à la direction du port pour assurer la sécurité

à l'intérieur de cette enceinte. Il y a lieu, à ce propos, de relever qu'à l'issue d'une réunion de ladite chambre en date du 14 mai dernier, 22 points représentant les principales préoccupations professionnelles et de sécurité avaient été recensés pour être présentés à la direction du port de pêche de Boudis. Les vols ont été aussi mentionnés lors de cette réunion, notamment celui d'un appareil VHF utilisé pour la transmission. L'approvisionnement des embarcations en carburant les vendredis est un autre point soulevé par les pêcheurs. En effet, ils demandent l'autorisation d'être approvisionnés par d'autres prestataires le jour de repos de la station qui se trouve à l'intérieur de l'enceinte du port. La direction du port, réunie le 16 mai avec les représentants de la chambre de la pêche, a promis de prendre attache avec le gérant de la station pour trouver une solution. D'autres points liés à la circulation anarchique des véhicules, surtout celle des motocycles, ainsi que la disponibilité de l'eau et l'ouverture des toilettes ont été aussi abordés.

Fodil S.

SECTEUR DE LA SANTÉ

Les blocs opératoires aux normes de l'OMS

L'activité chirurgicale dans les hôpitaux de la wilaya a pris un nouveau souffle à la faveur des aménagements opérés au sein des blocs opératoires des EPH de Jijel et El Milia. D'importantes enveloppes financières ont été débloquentes pour cette modernisation, suivie par la mise en place de nouveaux équipements sophistiqués. « Les travaux réalisés ont permis de normaliser les salles qui ont été alignées sur les exigences de l'OMS », soutient un chirurgien de l'EPH de Jijel.

Selon lui, 6 salles d'opérations ont été démolies et entièrement rénovées pour se mettre au niveau recommandé par cette organisation internationale. Le bloc opératoire de cet établissement hospitalier,

le plus important de la wilaya, comprend 9 salles destinées à l'activité chirurgicale relative à l'urologie, la gynécologie obstétrique et la chirurgie générale.

La deuxième phase de cette modernisation consiste en la mise en place d'un système numérique pour la surveillance des malades dans les salles de réanimation, de post-opératoire et d'observation médicale. « Ce système, en cours dans les hôpitaux modernes, permet de réduire la charge du travail et facilite le suivi de l'état du malade; toutes les données liées aux différents paramètres, telle la fréquence cardiaque et respiratoire ou les chiffres de la tension artérielle sont surveillés à partir d'une seule salle »,

note notre interlocuteur. Cette technique est à plus d'un égard recommandée pour faire face, selon ce chirurgien, au déficit criard en personnel paramédical expérimenté, dont une bonne partie va partir en retraite.

Les salles d'opérations de l'EPH Bachir Mentouri d'El Milia, dont 2 réservées à la chirurgie générale, une aux opérations d'orthopédie et une autre aux urgences, ont connu les mêmes aménagements, ce qui a permis une nette amélioration des conditions dans lesquelles s'exerce l'activité chirurgicale. Elles ont également bénéficié d'une modernisation de leurs équipements avec la mise en place de bras plafonnés et de stériloblocs.

Zoukri A.

PREMIÈRES JOURNÉES DE GASTRO-ENTÉROLOGIE

L'association des praticiens de la wilaya de Jijel a pris rendez-vous pour ce jeudi, 21 juin, pour l'organisation de son forum médical trimestriel. L'ordre du jour de cette rencontre est axé sur le thème des pathologies relevant de la gastro-entérologie, avec en tout sept communications au menu des intervenants, issus tous du CHU de Constantine. Le bal s'ouvrira sur: « Comment gérer les complications du reflux gastro-œsophagien (RGO) », un sujet qui sera traité par le Pr. Hammada et le docteur El Khatib. Le professeur Hammada ainsi que les docteurs Boumendjel et Naïli se succéderont ensuite pour animer 2 autres communications intitulées « L'actualité diagnostique et thérapeutique de l'helicobacter pylori » et « La prise en charge actuelle de l'hépatite C ». Le professeur Hammada reviendra pour intervenir sur: « La conduite à tenir devant un malade présentant un syndrome de l'intestin irritable ». La deuxième partie du programme verra le même spécialiste s'inviter de nouveau à la tribune pour prendre en charge, avec les docteurs Kassama, Belghazi et Férmas, trois autres communications: « La prise en charge d'une colite grave avec un cas clinique », « La maladie hémorroïdaire, où en sommes-nous? » et « L'actualité thérapeutique de la rectocolite ulcéreuse ». Il y a lieu de noter que cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la tradition d'organiser, périodiquement, des forums médicaux pour assurer une formation médicale continue aux praticiens du secteur public et privé de la wilaya.

Amor Z.

PARC NATIONAL DE TAZA 2ÈME CONCOURS DE LA PHOTO SOUS-MARINE

Placé sous le thème « Ensemble pour la protection de la nature », la deuxième édition du concours de la photographie sous-marine de la corniche jjielienne, se déroulera du 3 au 5 juillet prochain, avons-nous appris d'une source du Parc National de Taza (PNT), organisateur de cette manifestation, en collaboration avec la ligue de sauvetage et de secourisme et des activités subaquatiques de la wilaya de Jijel. Comme pour l'année passée, ce concours sera suivi d'une formation sur les aires marines protégées (AMP) qui se tiendra du 6 au 7 juillet prochain.

L'ensemble des participants ainsi que les formateurs seront hébergés à l'auberge de jeunes de Jijel. Par ailleurs, une batterie de 11 recommandations a été validée à l'issue du séminaire de deux jours, organisé à Jijel durant la première semaine de ce mois de juin, et consacré aux AMP. Entrant dans le cadre de la préparation du sommet de la terre, Rio+20, ce séminaire a permis aux participants de relever l'importance qu'il y a lieu d'accorder au développement durable et à l'économie verte, et se féliciter de cette initiative du PNT. Pour ce qui est des recommandations, les participants ont adopté le projet de classement de la zone marine, adjacente au PNT, en AMP, mis l'accent sur la nécessité d'accélérer la procédure de classement, afin de préserver l'importante biodiversité de la zone, et insisté sur le maintien et la poursuite du dialogue avec les professionnels dans l'optique de finaliser la mise en œuvre de la charte pour une pêche responsable et durable dans l'AMP de Taza. La poursuite des travaux de recherche scientifique a été par ailleurs demandée, tout en encourageant le renforcement de la coordination entre le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, et la direction générale des forêts (DGF) laquelle relève du ministère de l'Agriculture en ce qui concerne les AMP, présentes et futures.

Z. A.

HAUSSE DU PRIX DU CIMENT

Le prix du sac de ciment de 50 kg enregistre depuis quelques semaines une hausse importante, ce qui se traduit par un ralentissement des travaux sur plusieurs chantiers. Ainsi, comme nous avons pu le constater, le prix du sac de ciment varie entre 580 et 680 dinars, selon que l'on achète le sac en papier ou celui en plastique, issu des cargaisons de vrac. Ce renchérissement arrive au moment où beaucoup de citoyens entreprennent des travaux domestiques, soit pour préparer des lois à louer aux estivants, soit tout simplement pour réaliser quelques retouches avant l'arrivée du mois de ramadhan. Pour les entrepreneurs et les promoteurs immobiliers, cette hausse se traduit généralement par un ralentissement de l'activité dans l'attente d'une accalmie sur le marché.

Siradj D.

994 MILLIONS DE DINARS POUR LA SALLE OMNISPORT

Les travaux de réalisation de la nouvelle salle omnisport de Jijel viennent d'être confiés à l'entreprise Indjaz pour un montant de 994 millions de dinars et un délai d'exécution de 24 mois. La nouvelle infrastructure, d'une capacité de 3000 places, permettra d'atténuer la pression sur la salle Aberkane, où se déroulent l'essentiel des activités sportives en salle ainsi que beaucoup de meetings politiques à l'occasion des joutes électorales.

F. S.

ALIMENTS AVARIÉS PROPOSÉS
DANS LES MARCHÉS INFORMELSLes consommateurs appelés
à la vigilance

● Une campagne de sensibilisation a été lancée par la Direction du commerce. Elle a pour but de lutter contre les intoxications, notamment durant la saison estivale et le mois de Ramadan.

Une campagne de sensibilisation pour lutter contre les marchés informels sera lancée prochainement par la Direction du commerce. Le but est de sensibiliser les consommateurs sur les dangers des produits alimentaires proposés par les vendeurs ambulants. Cette campagne a pour but de lutter contre les intoxications, notamment durant la saison estivale et le mois de Ramadan. Les citoyens continuent d'être victimes des intoxications suite à la consommation de produits avariés vendus à même le sol par ces commerçants à la sauvette. Cette action entre dans le cadre d'un plan tracé par la Direction du commerce qui a axé ses actions sur le consommateur. A Oran, pas moins de 50 marchés informels sont recensés. Malgré l'arsenal de lois portant sur la protection du consommateur, certains commerçants ambulants continuent, sans scrupule, d'écouler des produits alimentaires avariés au détriment de la santé du consommateur.

Une petite virée au niveau des marchés d'Oran nous permet de constater de visu l'ampleur



A Oran, pas moins de 50 marchés informels sont recensés

du phénomène. La viande ovine, la viande blanche, les abats exposés sur des étals de fortune à longueur de journées, sous un soleil de plomb, par des commerçants qui ne se soucient guère de la santé du consommateur. L'augmentation des risques serait due, selon les spécialistes, aux chaleurs qui favorisent le développement des microbes. Au niveau de tous les marchés de la ville, Medina

Djedida, marché de Maraval, la Bastille, El Hamri, et même sur les abords des autoroutes et de voies express, les poissons sont proposés par des commerçants ambulants, sans se soucier du risque des intoxications alimentaires. Au niveau de ces marchés, on constate que des produits laitiers (fromage), thon, mayonnaise et autres conserves sont vendus dans des conditions non conformes aux normes

d'hygiène et de conditionnement requis. Exposés à même le sol, ces produits trouvent acheteurs ! Certains produits sont même arrivés à la date d'expiration et sont cédés à des prix très attractifs pour attirer le consommateur. Même constat pour le marché hebdomadaire de Maraval où des produits, tels que les fromages et les poissons, sont exposés en l'absence de tout critère de conservation. **Cherifa K.**

EN BREF

PORT D'ORAN : UN TROISIÈME SCANNER EN RENFORT

Le port d'Oran a été renforcé par un nouveau scanner mobile de haute technologie destiné au contrôle des conteneurs et des véhicules. Acquis dans le cadre de la modernisation de cette structure internationale, cet appareil a une capacité d'examen et de traitement de 30 conteneurs et 30 véhicules par heure, chose qui permettra de traiter les marchandises dans un temps plus court et la décongestion et fluidification du trafic ainsi que l'accélération des processus de sortie ou d'évacuation des conteneurs. Le nouveau scanner est doté de rayons X pour le contrôle des véhicules et des conteneurs. Ce matériel vient renforcer les moyens de contrôle douanier au niveau du port commercial d'Oran, qui dispose déjà de deux scanners fixes destinés à contrôler et inspecter d'autres types de marchandises et qui a accueilli plus de 61.000 conteneurs au cours de l'année dernière. **C. K.**

RAMADHAN : 15 000 TONNES DE VIANDES ROUGES IMPORTÉES

En prévision du mois sacré, les opérations d'importation des viandes rouges, pour faire face à la demande accrue au niveau du port d'Oran, ont enregistré une hausse significative. En effet, 15 000 tonnes de viandes rouges congelées ont été importées, le mois dernier, d'Argentine, du Brésil et d'Uruguay. A cela s'ajoutent 127 tonnes de poissons congelés. Ces quantités sont appelées à augmenter durant le mois de juin en cours et le mois de juillet prochain pour approvisionner le marché local. **S. B.**

COMMERCE EXTÉRIEUR : DES DÉCHETS DE PAPIERS EXPORTÉS AUX EMIRATS ARABES UNIS

850 tonnes de déchets de papiers ont été exportées à partir d'Oran à destination des Emirats Arabes Unis durant le mois de mai dernier, selon les statistiques mensuelles de la CCIO. Ces exportations vers l'UAE ont engendré un montant de plus de 800 000 dollars. Durant cette même période, il a été exporté d'importantes quantités de plaques de plâtre vers les marchés de la Tunisie, du Ghana, de l'Angola et du Nigeria. **T. K.**

SANTÉ : LES PARAMÉDICAUX EN FORMATION CONTINUE

Quelque 180 paramédicaux exerçant dans les services d'oncologie des hôpitaux du pays, ont pris part, durant deux jours à Oran au niveau de l'Hôtel Méridien, à une rencontre qui s'inscrit dans le cadre d'une formation médicale continue. Lors des débats, des paramédicaux ont posé le problème de l'absence d'un statut d'un texte régissant la protection du personnel paramédical. **T. K.**

ARTS POPULAIRES : TISSEMSILT S'INVITE À ORAN

Une soixantaine d'artistes de la wilaya de Tissemsilt est l'invitée d'Oran, du 16 au 21 juin, dans le cadre du Festival des arts populaires.

Le coup d'envoi de cette manifestation culturelle sera donné ce dimanche en fin d'après-midi au niveau de la médiathèque et de l'esplanade de la direction de la Culture d'Oran par l'ouverture des expositions pluridisciplinaires et l'animation par des troupes folkloriques de cette région des Hauts Plateaux de l'Ouest du pays. **T. K.**

JUSTICE : LA SESSION CRIMINELLE PROLONGÉE

La session criminelle actuellement en cours sera prolongée de vingt autres affaires, a-t-on appris hier.

Cette session «bis» de l'année 2012 sera inaugurée par deux affaires portant sur un meurtre et sur un attentat à la pudeur sur une fille dont l'âge ne dépasse pas les 16 ans, lit-on dans le nouveau rôle. Celui-ci comporte cinq affaires d'assassinat et d'homicide volontaire, quatre autres ayant trait au trafic de drogue et trois portant sur l'agression sexuelle sur mineurs.

D'autres procès pour faux et usage de faux sur documents officiels, tentative d'enlèvement avec utilisation de la force seront tenus au cours de cette session qui prendra fin le 9 juillet prochain.

53 affaires criminelles ont été traitées lors la dernière session qui devra se clôturer jeudi prochain.

A. Bel

THÉÂTRE
UN BEAU SPECTACLE
DE MARIONNETTES
JOUÉ AU TRO

Le théâtre régional d'Oran a abrité, dimanche dernier à 15 h, la générale de la pièce «El sadaka el moustahila» de Medjahri Habib. L'Association culturelle Murdjadjo a fait appel à ce dernier pour la création d'une pièce attractive pour jeune public. Déjà habitué aux marionnettes, avec la mise en scène de pièces telle que «Akibet el Khyana» ou encore «Zribet lemdina», le metteur en scène s'est entouré du scénographe Missoum Saïd pour la confection du décor, des costumes et des marionnettes. Tous deux ont assuré une formation de dix jours pour faire des comédiens des marionnettistes avertis. Ces derniers sont pour la plupart issus de la troupe Théâtre technologique d'Oran (T.T.O.) L'auteur surprend les spectateurs en animant un jeu original, allant même jusqu'à faire participer deux enfants du public, ce, après quoi ces derniers étaient plus enclins à suivre le spectacle avec attention.

L'histoire commence aux prémices d'une amitié entre un petit lapin et un renard. Seulement, de retour à la maison, chacun d'eux a eu droit à un discours parental. L'un a appris que la nature l'a programmé pour être chasseur et l'autre qu'il est une proie pour les loups et les renards. Une fois à l'extérieur, ils useront chacun de mille ruses et subterfuges pour piéger l'autre.

Des promesses d'amitié qui tombent à l'eau, des enfants désireux de découvrir le monde extérieur et des parents partagés entre garder leurs enfants près d'eux, loin des contraintes extérieures ou de les laisser faire leurs premiers pas avec indépendance. Voilà de quoi est faite cette pièce, qui arrive de façon ludique à refléter les comportements sociaux pour mieux les appréhender.

Cette pièce met en scène deux marionnettistes, Tachfini Med Elamine et Najadi Melika. Cette dernière déclare que la manipulation des poupées à fil a été plus difficile que prévu, «la difficulté réside dans la synchronisation entre les dialogues et le mouvement de la marionnette», a-t-elle affirmé. Le spectacle ne se composant pas seulement de poupées, deux comédiens costumés, Asmaa Bachir et Messaoud Sofiane Adel, y participent aussi. **Yahiouche A.**

CHU
L'INTERSYNDICALE POURSUIT
LA DIRECTION EN JUSTICE

L'intersyndicale du Centre hospitalo-universitaire a été en justice la Direction de cet établissement. «Devant la décision unilatérale prise par la Direction de payer les rappels des indemnités avec application du barème IRG, causant ainsi un préjudice estimé à un minimum de quatre-vingt mille dinars à chaque travailleur, nous avons fait appel à la justice», a indiqué un représentant de cette intersyndicale. Ce syndicaliste poursuit en soulignant que la Direction de l'hôpital agit à l'encontre des intérêts des travailleurs, «sinon comment comprendre qu'ayant été destinataire la veille d'une convocation de la justice notifiée par un huissier de justice, en vue d'assister à l'audience en référé, cette même Direction a procédé au virement des rappels le jour suivant ?» Le Directeur des finances de l'hôpital a affirmé: «Nous n'avons fait qu'appliquer la réglementation. Nous avons de ce fait chargé notre avocat pour nous assister.» **Hadj Sahraoui**

HASSI BOUNIF
UN BUDGET POUR HAÏ
EMIR KHALED

Une enveloppe financière estimée à 523 millions de dinars vient d'être dégagée par les services de l'urbanisme et de la construction de la wilaya d'Oran (DUC) pour les besoins du développement du quartier Emir Khaled, relevant de la commune de Hassin Bounif. Et ce, en matière de voirie et réseaux divers (VRD). En effet, plus de 433 millions de dinars ont été réservés au réseau routier de cette agglomération, sachant que les travaux d'aménagement de la voirie vont être entamés d'ici quelques semaines, pour une durée de 15 mois. Ce projet sera suivi d'une opération d'installation du réseau d'éclairage public à travers les artères de Haï Emir Khaled, auquel on a réservé près de 46 millions de dinars et qui va s'achever, selon les estimations de la DUC, octobre 2012. Le même site va bénéficier également d'une opération de pose du réseau d'alimentation en eau potable, pour 43,7 millions de dinars. Un projet tant attendu par les habitants du quartier qui n'ont cessé de crier au manque de développement et commodités dans ces lieux, notamment le problème de l'eau qui a constitué, pendant des années, un handicap aux citoyens, obligés de s'approvisionner en eau auprès des colporteurs, alors que d'autres régions bénéficient de l'AEP en H 24. **A. Yacine**

MAISON DES DIABÉTIQUES À KHEMIS MILIANA

Une structure sans médecin spécialiste

- Cet établissement sanitaire accueille près de 2500 patients par mois
- Le nombre de diabétiques est estimé à 19 000.

Mise en service en janvier 2008, la maison des diabétiques de Khemis Miliana, située en haut de la rue Diss Saïd, ex-rue de Paris, constitue un véritable point de repère pour les personnes atteintes de diabète, a indiqué le Dr Fatma Benahmed, médecin-chef de cette structure depuis son ouverture.

Notre interlocutrice fera savoir que les différents services de consultation accueillent en moyenne quelque 2500 patients par mois. Les équipes médicales prodiguent, selon des témoignages, des soins de qualité grâce à l'acquisition d'un matériel sophistiqué notamment au niveau du laboratoire d'analyses, a-t-on constaté sur place. Cependant, le problème se pose pour les consultations spécialisées qui sont dispensées une fois par semaine et ne couvrent pas tous les besoins. Aussi, on y déplore l'absence d'un diabétologue et d'un néphrologue, deux disciplines fortement indispensables pour une prise en charge efficiente de la personne souffrant de diabète, insistait nos interlocuteurs dont le président de l'association Youssr pour les diabétiques, rencontré sur les lieux. Par ailleurs, les deux spécialités indiquées n'existent plus au niveau de l'hôpital de la ville. Du coup, les malades sont orientés parfois aux urgences de l'hôpital du chef-lieu de wilaya, distant de 25 km. Quant à la consultation en néphrologie, elle s'effectue auprès d'un cabinet privé de la ville. Les personnes qui souffrent le plus de cette situation sont les femmes



L'absence de diabétologue, un problème crucial pour la prise en charge

enceintes, dont la prise en charge par des médecins généralistes, formés sur le tas, peut s'avérer inefficace dans certains cas, estime le médecin-chef. Cette dernière, appuyée par le président de l'association, soutiendra en outre que le personnel médical en place ne ménage aucun effort pour apporter l'aide médicale nécessaire et les recommandations de rigueur pour cette catégorie de patients. Ces derniers et leurs proches ont droit à des séances d'éducation et de sensibilisation au sein de la maison des diabétiques en vue de prévenir les complications liées à cette maladie. Des actions qui ont eu un impact positif, selon la même source.

Dans ce cadre, on apprendra que le nombre d'amputations du pied, dues aux complications de la maladie, a diminué de 90% au niveau de cette structure. «En 2011, on n'a enregistré aucun cas d'amputation du pied chez les diabétiques pris en charge par nos soins», a affirmé le médecin-chef. De son côté, le président de l'association Youssr des diabétiques, Mohamed Meklati, révélera que son association travaille en étroite collaboration avec les services de santé de l'éducation et l'équipe médicale de la maison des diabétiques dont les membres, à leur tête le médecin-chef, activent bénévolement particulièrement en milieu rural

défavorisé. Journées de sensibilisation, déplacements dans les douars, démarches auprès de la CNAS pour faciliter l'accès à la gratuité des soins, autant d'actions louables pour accompagner les malades et leur famille. Ne quittons pas ladite structure pour signaler une pénurie de réactifs, alors que dans le secteur privé, les quantités disponibles sont faibles, a-t-on encore appris de même source. Enfin, rappelons, d'après des sources proches du secteur de la santé, que la wilaya de Aïn Defla comptait plus de 19 000 personnes atteintes de diabète en 2010 dont plus de 5% d'enfants en bas âge.

Aziza L.

BLIDA

Renforcement du réseau électrique

Depuis quelques semaines, la ville de Blida s'est transformée en un véritable chantier. Des travaux sont entamés dans ses principales artères, causant d'énormes bouchons et la grogne des automobilistes. On apprendra que ces travaux font partie d'un projet de renforcement du réseau électrique de la ville des Roses. Selon le chargé de communication de la direction de distribution du gaz et de l'électricité de Blida, M. Ksentini, il s'agit de la réalisation d'un poste de haute et moyenne tension à Sidi El Kebir et cela nécessite la mise en place de nouveaux câbles. «Ce nouveau poste aura pour mission le confortement du réseau électrique du centre-ville. Les travaux en sont déjà à 80%», explique-t-il. Il s'inscrit dans le plan d'apaisement de la surcharge sur l'énergie électrique et la forte demande des citoyens en cette saison de canicule. Pour la haute tension, apprend-on, un câble est ramené du poste de Beni Mered. Vu que le poste de Sidi El Kebir ne sera réceptionné que vers la fin de l'année en cours, un transformateur mobile sera mis en place afin d'éviter les chutes de tension, récurrentes à chaque été. «Les Blidéens n'auront pas à craindre les chutes de tension», insiste M. Ksentini.

Asma Bersali

74% de réussite à l'examen de 5^e

Sur un nombre avoisinant les 18 600 inscrits, 13 773 candidats à l'examen de la cinquième (ex-sixième) ont brillamment franchi cette étape pour décrocher une place au collège. Ainsi, le taux de réussite cette année dépasse les 74%. Un chiffre peu significatif puisque avec le système du rachat, 89,63% seront admis en première année moyenne. Ce chiffre est appelé à augmenter après la session de rattrapage prévue pour le 26 juin prochain. Onze centres seront mis à la disposition des 1993 élèves qui ont raté les deux trains (1^{er} examen et le rachat). La première place est revenue à l'école Skandar Bachir de Blida sur un total de 18 établissements décrochant le 100% de réussite. Tadjine Amina, élève à l'école Berkouk de Mefah est classée meilleure candidate sur le territoire de la wilaya. Ouldja Okba, handicapé moteur, scolarisé à l'établissement Bekhiche, dans la localité de Beni Chograne à Mouzaïa, a défié sa déficience et figure parmi les meilleurs.

A. B.

BOUFARIK

Les annexes de l'état civil délaissées

L'affluence record des demandeurs de documents d'état civil au niveau du guichet central persiste toujours à Boufarik malgré l'ouverture depuis quelques mois de deux annexes : l'une à la cité des Jésuites et l'autre à la cité Bouagueb. Contraint de quitter fréquemment son bureau pour rétablir l'ordre au niveau des guichets, le chef de service de l'état civil à l'APC de Boufarik, Melbouci Abderrahmane, nous dira que «la salle d'accueil est continuellement prise d'assaut avec une pression qui augmente toujours, alors que les mesures palliatives entreprises ne sont d'aucun effet, puisque les annexes sont peu fréquentées. Nous espérons qu'à la prochaine rentrée sociale caractérisée par une demande excessive de paperasse administrative, les citoyens auront le réflexe de s'orienter vers les nouveaux guichets mis à leur disposition. Nous les informons qu'une troisième annexe est en voie d'achèvement à la cité Berriane». Interrogés sur les raisons qui les ont poussés à bouder les annexes, en étant souvent vides et où il n'y a ni bousculade, ni écarts de langage, ni encore moins de vols à la tire, certains citoyens évoquent la non-délivrance dans ces lieux de l'extrait de naissance n° 12. Ainsi, seule l'informatisation des registres permettra de résoudre ce problème. Comme c'est le cas dans la commune de Blida, où les annexes de l'état civil sont très fréquentées.

Anis B.

AÏN DEFLA

Colloque national sur l'histoire de la Wilaya VI

La wilaya de Aïn Defla a rendez-vous, les 20 et 21 juin, avec l'histoire et particulièrement celle de la Wilaya VI à travers l'organisation d'un colloque national dans le cadre de la célébration du cinquantième anniversaire de l'indépendance. Les thèmes retenus sont ceux concernant la lutte contre le colonialisme français dans cette région du pays, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la wilaya. De nombreux témoins et acteurs de cette époque y prendront part, avec à leur tête le commandant Youcef El Khatib. Plusieurs conférences seront animées par des spécialistes de la question, lesquels tenteront, durant deux jours, de disséquer des pans de l'histoire tels que le rôle de l'étudiant durant la lutte pour la Libération nationale, la santé dans la Wilaya VI historique, les méthodes d'approvisionnement en armes des moudjahidines et d'autres thèmes à découvrir encore, a indiqué la même source.

A. L.

CAMPAGNE MOISSON BATTAGE À MÉDÉA

Plus de deux millions de quintaux de blé prévus



Le rendement à l'hectare s'est amélioré par rapport aux années précédentes

Les conditions climatiques favorables observées durant le début de cette année, caractérisées par une chute abondante de neige et de pluie sont pour beaucoup dans la production céréalière record de cette saison. Ainsi, cette production passe de 1,8 million de quintaux de blé en 2011 à 2,5 millions de quintaux de blé dur cette année, soit une augmentation de 700 quintaux selon les

prévisions de 2012 établies par la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Médéa. En effet, le rendement à l'hectare s'est amélioré par rapport aux années précédentes. Il y a, outre les conditions climatiques favorables, le recours par les agriculteurs à l'utilisation de semences traitées. Les agriculteurs de la wilaya de Médéa ont aussi fait preuve d'une bonne application des consi-

gnés concernant les nouvelles techniques agricoles prodiguées par les spécialistes en la matière. Les facilités liées à l'octroi de crédits de campagne par la Banque agricole ne sont pas également sans conséquences positives sur le rendement.

Tous ces mécanismes et ingrédients ont encouragé le paysan à aller de l'avant pour fructifier ses terres. Si par le passé le club 50 réservé aux producteurs dépassant les 50 quintaux à l'hectare au niveau national ne comptait qu'un seul paysan de Médéa, cette année, ce nombre sera conforté par d'autres paysans des localités du Titteri qui ont travaillé durement la terre selon les normes de la modernité. Aussi, il convient de signaler que sur les 340 000 ha de terres agricoles, 90% appartiennent aux privés, dont 120 000 ont été emblavées au cours de la campagne labours semailles 2011/2012.

La campagne moisson battage qui vient d'être lancée officiellement la semaine passée par le ministre de l'Agriculture à Chabounia (sud de la wilaya) bat son plein et les premiers résultats sont encourageants, surtout que cette région est réservée à la culture de l'orge, dont les éleveurs d'ovins ont un grand besoin pour leur cheptel.

A. Teta

RENCONTRE SUR LES FOUILLES AU MUSÉE CIRTA DE CONSTANTINE

Projet d'une carte archéologique digitale

● L'outil de gestion scientifique qu'est la carte digitale permettra, au cours des différentes prospections et fouilles, de recenser tous les témoignages du passé, qu'ils soient archéologiques, architecturaux ou historiques.

Nous devons réorganiser et revaloriser l'archéologie, qui nous permet de connaître notre véritable histoire, surtout que l'ancien héritage archéologique (étude et documentation), collecté durant la période coloniale était restreint et dirigé pour des objectifs précis. Pour le moment notre mission est de rassembler les travaux archéologiques réalisés dans les quatre coins du pays par l'ensemble de la corporation des archéologues et des universitaires avec l'appui du centre national de recherches en archéologie (CNRA), puis essayer de coordonner les efforts pour la création d'une banque de données réactualisées», a expliqué la directrice du musée national Cirta, Keltoum Kitouni Dahou, en marge des journées d'études sur les fouilles dans l'Est du pays, organisées à l'initiative de cet établissement les 17 et 18 du mois en cours. L'on saura que la région Est aura bientôt une carte archéologique digitale dans le cadre de la coopération entre le Centre national de recherches en archéologie (CNRA) et le laboratoire de recherches archéologiques de l'université de Trento, en Italie. Cette carte, outil de gestion scientifique, permettra, selon les spécialistes, «le recensement, de façon raisonnée, de tous les témoignages du passé, qu'il s'agisse d'archéologiques, architecturaux ou historiques, découverts au cours des différentes prospections et fouilles». A cet effet, les fouilles menées par l'équipe algéro-italienne dans les villes d'El Tarf et



Les fouilles menées par l'équipe algéro-italienne ont démontré l'existence de 383 sites

Souk Ahras avec de nouvelles techniques, ont démontré l'existence de 383 sites archéologiques. Plusieurs pièces ont été découvertes récemment à Tachouda, dans la daïra de Bir El Arch à Sétif. A Guelma, les archéologues ont procédé à la restauration et l'aménagement d'une ancienne piscine romaine, à Hammam Bradaâ, dans la commune d'Héliopolis. En outre les intervenants ont mis l'accent sur l'importance des sites archéologiques se trouvant du côté des Aurès, lesquels n'ont jamais bénéficié d'une prospection, à l'exemple des zones

de Ichoukane, Sefiane et Chemora. Ils ont également insisté sur la nécessité d'élaborer des études avec classifications approfondies autour de la monnaie romaine conservée dans les musées. Pour la ville du Vieux Rocher, les dernières découvertes de l'équipe de fouilles se résument à une mosaïque trouvée dans une maison à El Khroub et des tombeaux de la période romaine à Aïn Smara et Ali Mendjeli. Des écritures latines et des vestiges de l'époque romaine ont été découverts aussi dans le sous-sol du palais Ahmed Bey.

O. -S. Merrouche

LES CLIENTS DE GEELY RÉCLAMENT LEUR DÛ DANS LE CALME

Des clients du concessionnaire de voitures de marque Geely (à Sidi Mabrouk inférieur) M. Filali, se disent prêts à engager un dialogue «calme et serein» avec ce dernier. Ils espèrent être convoqués après l'ouverture du showroom, prévue, selon l'avis affiché sur les lieux, le 25 du mois en cours. «Nous voulons juste avoir l'assurance que nous serons remboursés; nous exhortons nos camarades (le reste des clients) à faire preuve de sagesse», insistent encore quelques clients.

F. H.

ASSOCIATION RACHDA «Inculquer la notion de citoyenneté aux jeunes»

C'est très important de relancer le thème autour du rôle de la femme dans la société. Ce projet me tient à cœur en tant que Méditerranéenne (italienne, ndr); je me sens proche des Algériennes, avec leur beauté et leur dynamisme.» C'est par ces paroles chaleureuses, que la belle représentante de l'Union européenne et attachée de coopération UE, Silvia Di Santo, a ouvert, hier, au centre national de formation des personnels spécialisés des établissements pour handicapés (CNFPH) le séminaire final du projet Afife (action de formation et information des femmes et des enfants). Celui-ci, initié par l'association féminine Rachda (acronyme de: Rassemblement national contre la hagra et pour les droits des Algériennes), fait partie de 40 autres projets financés par l'UE.

La présidente de Rachda, M^{me} Malika Chetouth a expliqué le concept de citoyenneté sur lequel est basé tout le projet Afife, lequel s'est étalé sur 24 mois: «Nous avons lancé une action continue en direction des jeunes pour les initier à la notion de citoyenneté, leur expliquer leurs droits, mais aussi leurs devoirs; le point fort de

ce travail, c'est le partenariat et le réseautage avec les associations et les autorités locales, car on ne peut rien faire seul; l'enfant c'est l'homme de demain, et c'est à ce niveau qu'il faut intervenir.» L'absence d'implication de l'éducation nationale dans ce projet a été décriée. Le sujet, très vaste, a vu la participation d'acteurs incontournables, tels le directeur de l'action sociale, des avocates, des enseignants universitaires et des représentants de la société civile.

Nous retiendrons, entre autres, l'intervention de Maître Kawtar Krikou, qui a développé les droits de l'enfant dans la constitution, et rappelé les sanctions encourues en cas de violation de ces droits; celle de M^{me} Samia Benabbas, enseignante à l'université et élue APW, qui a mis en avant le rôle de l'enseignement dans l'éducation citoyenne, tout en évoquant la dégradation des valeurs sociales, de l'école, la rupture du lien transgénérationnel, l'absence de consensus «qui compromettent l'idéal du type citoyen»; celle de M^{me} Maria Grazia Ruggerini, de l'institut méditerranéen (IMED), sur la violence à l'égard des femmes dans le monde...

Farida Hamadou

SOUK AHRAS

Une commission d'enquête à l'agence de l'emploi

Une commission d'enquête a été dépêchée récemment à l'agence de wilaya de l'emploi (Awem) de Souk Ahras par la direction de tutelle dans le but de s'enquérir sur place de la situation de certains dossiers, a-t-on appris de sources responsables. Les conditions de recrutement de certains postulants à l'emploi, dans différentes formules, le degré d'application des textes régissant la gestion de l'agence, les rapports du premier responsable avec ses subordonnés, des dossiers du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) et plusieurs autres chapitres relatifs au fonctionnement des services de cette structure d'emploi, ont été passés au peigne fin par les membres de ladite commission. Des employés de l'Awem ont été questionnés au sujet de plusieurs volets de la gestion administrative de l'agence, dont certains avaient fait l'objet de doléances écrites adressées à des responsables à plusieurs niveaux. A rappeler que plusieurs contestations de jeunes, se disant «lésés» ou «victimes de procédés illégaux», ont été enregistrées cette année. Certains rassemblements ont dégénéré en troubles. Aucune information n'a filtré sur les résultats de cette enquête, que notre source qualifie de «décisive».

A. Djafri

GUELMA

Des jeunes s'insurgent à Guelaât Bou Sbaâ

De nombreux jeunes ont bloqué, hier, les entrées du siège de la daïra de Guelaât Bou Sbaâ, dans la wilaya de Guelma. Des banderoles ont été accrochées aux portes de l'édifice sur lesquelles on pouvait lire, entre autres: «Non à la hagra», et «Nous voulons nos droits». Sur les lieux, des protestataires nous déclarent: «Nous dénonçons le mauvais accueil au niveau de cette administration. La goutte qui a fait déborder le vase sont les propos tenus avant-hier par le chef de daïra à l'endroit d'un habitant venu demander audience. Il a été injustement conduit au poste de police.»

En signe de solidarité avec ce dernier, 5 jeunes observent une grève de la faim sur le parvis de la daïra, avons-nous constaté sur place. Ils réclament l'ouverture d'une enquête sur cet incident. Notons également qu'une pétition rédigée au nom des protestataires, destinée aux autorités locales, dont une copie nous a été remise, explique les raisons pour lesquelles une frange importante de la population est indignée. Il est question également de manque de transparence dans les attributions de logements sociaux et l'octroi de postes de travail.

Karim Dacdi

L'ambassadeur indonésien au Vieux Rocher

Plusieurs projets de partenariat ont été programmés dernièrement dans le cadre du développement des relations entre l'Algérie et l'Indonésie. Cela a été confirmé, hier, par son Excellence l'ambassadeur d'Indonésie en Algérie, Ahmed Niam Salim, lors de d'une visité dans la wilaya de Constantine.

L'invité de la Chambre de commerce a déclaré que l'encouragement du partenariat et de l'investissement est indispensable dans tous les domaines, notamment économiques, culturels et touristiques. «A l'occasion de la commémoration du 67^{ème} anniversaire de l'indépendance de l'Indonésie et du 50^{ème} pour l'Algérie, nous avons débattu avec le gouvernement plusieurs programmes de coopération qui seront réalisés durant le dernier semestre de l'année en cours», a-t-il annoncé.

Il a ajouté qu'une opération de jumelage est prévue entre la ville de Constantine et celle de l'île de Java (Est), à tous les niveaux. L'on saura que plusieurs festivals culturels et un grand salon de l'économie et de l'investissement seront organisés en collaboration avec les Indonésiens après le mois de Ramadhan, à Constantine. «Nous avons signé un accord de formation et de recherche entre l'université des sciences islamiques Emir Abdelkader et celle de Jakarta afin d'élever le niveau de nos cadres», a-t-il déclaré.

Ratiba B.

BORDJ BOU ARRERIDJ Les habitants de Tixter ont soif

Plus d'une centaine de jeunes de la localité de Tixter, dans la daïra de Aïn Taghrouit, ont bloqué, hier, la RN 103, reliant Ras El Oued à Aïn Taghrouit et à l'autoroute Est-Ouest, pour protester contre la pénurie d'eau. Certains habitants parmi les protestataires nous ont fait part des souffrances qu'ils subissent eux et leurs enfants pour se ravitailler en eau. «Cela fait plus de 10 jours que les robinets sont secs», dira un riverain. La population dépense 800 DA pour une citerne de 3 000 litres. «C'est une question de jours et le problème sera réglé avec l'installation des équipements destinés au nouveau forage», affirme le P/APC de Aïn Taghrouit. Des propos qui ne semblent pas atténuer la colère des habitants. Même l'intervention du chef de daïra n'a pas pu convaincre les protestataires de libérer la voie. Ces derniers, qui sont allés jusqu'à bloquer la voie ferrée, réclament la présence du wali ou du directeur de l'ADE. A l'heure où nous mettions sous presse, la route était toujours bloquée, mais aucun incident n'a été signalé.

A. D.

BATNA

Un quinquagénaire se donne la mort

Un homme de 55 ans, répondant aux initiales A.A., a été retrouvé pendu, avant-hier aux environs de 7h, dans la cour de sa maison, à «Qariet El Hommos», un quartier de Kechida, dans la périphérie de Batna. Cet homme s'est pendu, selon la Protection civile, avec une corde attachée à une poutre du toit de sa maison. Il a laissé derrière lui une famille de 9 enfants. Notons que depuis le début de l'année en cours, plus de 7 cas de suicide ont été dénombrés dans la wilaya de Batna.

Youssef Oudjehih

SAÏDA

Les habitants d'un bidonville ferment la route

Les résidents du bidonville Tahar Razoui, rattaché administrativement à la commune de Saïda, ont bloqué, dimanche, la route nationale pour exiger leur relogement dans des logements décentes. Situés à quelques mètres de l'oued, près des pylônes de haute tension, les résidents de Tahar Razoui sont confrontés notamment aux problèmes d'assainissement. Hier, c'est à la localité de Sidi Aïssa, distante de 30 km du chef-lieu de wilaya, que des riverains ont bloqué la route nationale pour réclamer le désenclavement de leur village. S.A.

Conférence sur le génocide perpétré par la France

La Fondation Émir Abdelkader a organisé une rencontre au théâtre régional de Saïda pour revenir sur le génocide perpétré par la colonisation française en Algérie. Trois grandes figures politiques ont été conviées à cette manifestation historique tant attendue, à savoir l'ex-ambassadeur Idriss El Djazairi, l'ex-ministre et ambassadeur de Syrie Kamel Bouchama et le général Abdelhamid Bouchareb. Ces derniers se sont relayés, pour dénoncer les crimes atroces commis par l'occupant. Le président de la Fondation Émir Abdelkader, antenne de Saïda, Hadj Saharaoui Mustapha considère que Saïda est la seconde ville de l'Émir après Mascara. Selon des recherches, l'Émir a acheté 230 hectares à Djaïra (Saïda) et a procédé au forage de plusieurs silos pour le stockage des blés. S.A.

RELIZANE

Un meurtrier condamné à la perpétuité

Comparaissant devant le tribunal criminel près la cour de Relizane, B.A., 28 ans, auteur présumé du crime survenu au quartier populaire «Tob» au mois de décembre dernier, a été condamné à la perpétuité. En dépit des efforts consentis par la défense pour la requalification de l'affaire pour coups et blessures ayant entraîné la mort, le tribunal est revenu, après la séance de délibérations, pour confirmer la peine requise par le représentant du ministère public. I.B.

AÏN TÉMOUCHENT

Un étonnant 10 de moyenne à l'examen de 6^e !

● Même si l'élève est hors sujet, le correcteur devra détecter l'existence d'autres compétences qui seront elles aussi notées.



PHOTO : KAU

Le résultat le plus notable à l'examen de 6^{ème} à Aïn Témoüchent est certainement, et de loin, la moyenne générale de 10/10 obtenu par un candidat en la commune d'El Amria. Lorsqu'on s'en étonne et que l'on demande si ce résultat n'est pas la résultante de questions fermées, des items par lesquels on répond par un oui ou par un non, sachant que lorsqu'il s'agit de questions ouvertes, un tel score est hypothétique, deux inspecteurs assurent que ce n'est ni l'un ni l'autre cas. C'était lors d'un point de presse organisé par la direction de l'Éducation. En effet, ont expliqué les intervenants, à la différence de ce qu'il en était auparavant, les questions sont actuellement formulées de telle façon que ce sont des compétences et non des savoirs qui sont testées. De la sorte, le système de notation dans ce type d'évaluation en conformité avec l'approche par les compétences, une nouvelle pédagogie mise en œuvre à l'école, dans les réponses du candidat, en recherche si des compétences précises ont été acquises ou pas. Ainsi, prenant un exemple assez schématique pour traduire leur pensée, ils indiquent que lorsqu'il est demandé à un élève la production

d'un paragraphe, une partie de la note va sanctionner sa compétence à en produire un même si son auteur est hors sujet. De même, même s'il est encore hors sujet, le correcteur devra détecter l'existence d'autres compétences qui seront, elles aussi, notées. Pour d'autres, ce type d'évaluation soulève bien des interrogations quant à sa pertinence et à sa fiabilité car si en théorie ses fondements semblent incontestables, sa mise en œuvre est problématique.

UN FAIBLE NIVEAU

C'est à se demander si la nette amélioration des résultats des différents examens et concours affichés par le ministère de l'Éducation est redevable à ce nouveau type d'évaluation ou à une intrinsèque amélioration de la qualité de l'enseignement. A cet égard, il n'en demeure pas moins que les résultats à l'examen de 6^{ème} à Témoüchent ont révélé un faible niveau dans la maîtrise de la langue française, contrairement aux deux autres langages fondamentaux, la langue arabe et les mathématiques. Si pour le français, les notes égales ou supérieures à la moyenne atteignent 47,82%, pour l'arabe et les maths, elle est respectivement de 92,12% et 83,23%. Le directeur de

l'Éducation indique que les causes sont multiples et qu'il faudrait une étude pour les déterminer afin d'apporter les correctifs nécessaires. Dans cette optique, le note, d'ores et déjà, que le niveau de l'encadrement est plus élevé qu'auparavant puisque, actuellement, les enseignants de français sont majoritairement des licenciés. Mais, a-t-il concédé, s'il y a une maîtrise de la matière par ces enseignants, parce qu'ils sont généralement des nouveaux, il leur reste à acquérir l'art de transmettre la compétence linguistique. Enfin, plus globalement, les résultats révèlent, sur un total de 6 194 candidats, un taux de 83,49% d'admission, le pourcentage de réussite des filles (86,09%) étant légèrement supérieur à celui des garçons. Néanmoins, le taux de passage à la 1^{ère} AM atteint 94,86%, soit 5850 élèves. En outre, sur les 186 écoles existantes, 24 sont à la traîne, affichant des résultats allant de 50 à 59% d'admis, les statistiques ne fournissant pas d'informations sur les origines socio-économique et culturelle, rurale ou urbaine de ces établissements, ou tout autre indicateur pouvant expliquer la faiblesse des performances de leurs élèves. M. Kali

ADRAR

Un quart des élèves n'accédera pas au collège

Un total de 4 061 élèves dont 2 080 filles sur un effectif de 8251, soit un ratio de 49,22% contre 60% l'année précédente, ont réussi à décrocher leurs places au collège grâce aux épreuves écrites. 23,84% viennent en supplément des autres élèves et ceci, en incluant au calcul la moyenne scolaire de l'année. Ce qui nous donne un taux d'admission global en 1^{ère} année moyenne, pour cette première session, de 73,06%. Selon l'avis des enseignants, ce faible taux de réussite aux épreuves écrites enregistré cette fois est dû essentiellement à la correction des copies qui s'est faite à Alger, Tizi Ouzou et Boumerdes. La moyenne globale de l'examen écrit pour toutes les matières est de 4,96/10 seulement avec, dans le détail, 6,43/10 pour la

matière de l'arabe, 5,25/10 à l'arithmétique et 3,44/10 pour le français. Toutefois, cette année, 374 élèves ont eu une note de 10/10 en arithmétique, et 107 élèves ont été reçus avec mention «excellent» avec une moyenne égale ou supérieure à 9/10. Cette année, le sommet du podium est revenu à la jeune Abthil Djellouli de l'école Aïchaoui Messaoud avec la moyenne de 9,70/10. Cependant, pour les recalés qui composeront en 2^{ème} session le 26 juin prochain, la direction organise des cours de rattrapage au niveau de leurs établissements respectifs. Celle-ci diffuse aussi, à l'indicatif des parents et des élèves, son site Internet suivant «http://www.adrareduc.com, pour tous renseignements et résultats des examens. A.A.

CHLEF

La CNEP et CARDIF lancent un nouveau produit d'assurance

Après Alger, c'est au tour de Chlef d'abriter les journées portes ouvertes sur la formule «CNEP Totale Prévoyance». Le coup d'envoi a été donné, avant-hier, à l'agence principale CNEP/Banque de Chlef, en présence du directeur général adjoint et du directeur régional de la CNEP. La manifestation vise, selon les organisateurs, à mieux faire connaître ce nouveau produit dont les souscripteurs et ayants droit bénéficieront d'un «capital de décès ou d'invalidité absolue et définitive». Lors d'un point de presse, les responsables de la CNEP ont d'ailleurs souligné l'engouement du public pour cette formule qui avait été introduite dans la gamme des services de la caisse publique en 2009. On dénombre ainsi 32 000 souscripteurs répartis sur plusieurs wilayas, dont Annaba, Oran, Tlemcen, Chlef, Constantine, Ghardaïa et Alger. L'opération est menée en partenariat avec CARDIF El Djazair qui est implantée dans 40 pays. Présent à la rencontre, le directeur général de cet organisme, François-Xavier Hussonot, s'est montré satisfait des résultats obtenus dans ce cadre. A. Yechkour

CHETTIA

Un complexe des sports et loisirs en projet

Le projet de réalisation d'un complexe sportif et éducatif à Chettia, deuxième plus grande commune de la wilaya en termes d'habitants, prend forme. Il disposera, notamment, d'une piscine semi-olympique, d'une salle omnisports, de deux maisons de jeunes et de structures de loisirs. Le premier de ces équipements, à savoir le bassin, sera mis en chantier incessamment, puisque l'entreprise en charge des travaux a été retenue, a-t-on appris de source proche du dossier. Les autres projets sont en cours de finalisation et seront lancés prochainement, selon la même source. Le nouveau complexe sportif sera érigé sur un terrain de 3 hectares appartenant à une entreprise dissoute. Il a bénéficié d'une première enveloppe de l'ordre de 3 milliards de centimes dégagés sur le budget de wilaya. Le reste du programme doit être financé par la Direction de la jeunesse et des sports, comme convenu lors de la session de l'APW tenue dernièrement. A. Yechkour

SIDI BEL ABBES

Une caravane contre les intoxications



PHOTO : DR

Une caravane de sensibilisation du public contre les intoxications alimentaires s'apprête à sillonner, dès le 19 juin courant, les différentes communes et localités de la wilaya de Sidi Bel Abbès. Au cours de ses déplacements, la caravane, qui relève de la direction du commerce, informera aussi bien les consommateurs que les commerçants sur les principales causes d'altération des denrées alimentaires et la conduite à tenir pour parer à d'éventuels risques d'intoxication. Pour ce faire, ladite caravane s'attellera à prodiguer, aux uns et aux autres, divers conseils sur le mode de conservation des produits alimentaires et le respect des règles d'hygiène, sans omettre d'insister sur les normes de fabrication et d'exposition des denrées de large consommation. Tout au long de la campagne qui s'étalera sur une dizaine de jours, les caravaniers organiseront, en outre, diverses séances explicatives pour permettre aux citoyens de mieux s'imprégner des mesures de prévention des intoxications alimentaires, particulièrement en cette période de grandes chaleurs. La prévention des intoxications alimentaires sera également le thème d'une exposition documentaire qui se tiendra au centre d'information et d'orientation touristique de la ville de Sidi Bel Abbès. M. Habchi

BÉJAÏA

Première édition du festival de l'Akfadou

● Festif et revendicatif, le festival veut faire de la région un grand pôle d'attraction touristique par la réhabilitation et la préservation du patrimoine forestier, culturel et traditionnel de la commune.

Du 14 au 18 juin, Tiniri, le chef-lieu de la commune d'Akfadou a accueilli la première édition du festival de l'Akfadou. Le lever du rideau de ce festival, qui coïncide avec le 50ème anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, a eu lieu jeudi dernier, au siège de l'APC, sous les airs de la fanfare des scouts. Organisé par l'association Bénévolat *Thiziri* du village Ferhoune, en collaboration avec l'APC d'Akfadou et des associations de la région, ce festival est dédié principalement à la promotion du tourisme de montagne et à la préservation de l'environnement. «Ce festival qui s'inscrit dans une démarche globale de valorisation du patrimoine de la région ambitionne d'arracher le statut de parc national pour la forêt d'Akfadou» nous déclare à ce sujet l'un des organisateurs.

Diverses activités artistiques, sportives et littéraires ont été au programme. Conférences, représentations théâtrales, gala artistique, rencontres footballistiques, visites guidées, vente-dédicace de livres... la richesse et la variété des manifestations proposées aspirent à faire de ce rendez-vous local un événement qui fait date.

Plusieurs stands ont été implantés à cette l'occasion dans l'enceinte du lycée pour permettre à plusieurs associations et artisans d'exposer leurs produits. Plus d'une vingtaine d'exposants entre artisans et associations ont participé à cette première édition : la circonscription des forêts d'Adekar, l'association «*Taourirt-megh*» d'Ait Gare, Tiklat



Réhabiliter le patrimoine culturel et forestier de l'Akfadou est l'un des objectifs du festival

d'El Kseur...

Les participants sont issus pour la majorité de la wilaya de Béjaïa. «Nous voulons contribuer au développement local, à la

dynamisation de la vie économique et culturelle. Nous voulons faire bouger les choses et tirer la sonnette d'alarme sur les multiples agressions contre l'environ-

nement» nous signale, dans ce cadre, l'un des responsables de l'association *Thiziri*.

La conférence animée par Mahmoudi, le responsable de la circonscription des forêts de la wilaya, a abondé d'ailleurs dans ce sens et plaidé pour le classement de la forêt d'Akfadou comme aire protégée. «*Première grande forêt à feuilles caduques en Afrique du nord, avec sa variabilité génétique et sa diversité biologique, Akfadou mérite amplement son classement en tant qu'aire protégée et vous savez tous les multiples bénéfices sur les plans environnemental, écologique, scientifique, éducatif, social, culturel, et économique qu'engendrent les aires protégées*» déclare t-il dans son allocution.

Même son de cloche du côté des visiteurs et des responsables de la collectivité, Akfadou qu'ils décrivent comme une belle forêt à l'abandon, mérite toute l'attention des hautes autorités. «*Je ne comprends pas comment se fait-il qu'en 1925, Akfadou a un statut de parc national et que 50 ans après l'indépendance, elle ne possède aucun statut*» s'interroge, dubitatif, un citoyen.

Malménée par les assauts répétés des incendies, la coupe illicite et le commerce illégal du bois, la forêt d'Akfadou nécessite sérieusement un plan d'urgence pour sa préservation. Festif et revendicatif, le festival d'Akfadou veut faire de la région un grand pôle d'attraction touristique par la réhabilitation et la préservation du patrimoine forestier, culturel et traditionnel de la commune. **Boualem B.**

PHOTO : D. R.

ARTS PLASTIQUES — SALON DE DESSINS D'ENFANTS

Le salon d'arts plastiques pour enfants a manifestement gagné de l'audience et du caractère. Organisée par l'association culturelle et touristique Bega, et logé au niveau du TRB, l'exposition, qui a duré du 11 au 14 juin passés, a eu le mérite de rendre visibles les capacités de jeunes adeptes du crayonnage, dont le talent est resté enfoui et confiné dans les murs de l'école. Ainsi, le concours ouvert à une dizaine d'écoles de la wilaya, entre primaires et collèges, a permis de constituer une sélection de tableaux, une centaine, que le jury, composé d'enseignants de dessin, a eu beaucoup de mal à effectuer, car les uns aussi bien accrocheurs que les autres, autant dans le sens explicite ou suggéré, autant dans le trait et la couleur. Les participants ont eu libre choix du thème. Ce qui a fourni au salon tout l'univers occupant l'esprit de l'enfant. S'il y a prédominance de la nature, où des gravures réelles côtoient des paysages imaginaires, des portraits de proches, des gouaches et quelques huiles s'inspirent d'une orientation patriotique. Le salon a reproduit la classe au niveau du hall du TRB, en organisant, chaque matin des quatre jours du salon, un atelier de dessin où les concurrents sont encadrés par des professionnels. La manifestation s'est terminée sur un gala artistique, au cours duquel les 10 meilleurs dessins ont été primés, six pour les concurrents du primaire et quatre pour les collégiens. **R. Oussada**

TRANSPORT — SALE TEMPS POUR LES TRANSPORTEURS URBAINS

Le transport urbain des voyageurs continue de connaître depuis quelques jours de sérieuses perturbations pour la quasi totalité des lignes de la ville de Béjaïa. La décision prise par les syndicats des transporteurs, «*sans homologation par la direction des transports*», de porter, depuis le 4 juin passé, le prix du ticket à 15 dinars n'est pas du goût des usagers qui ont énergiquement réagi. Procédant à des barrages filtrants dans plusieurs quartiers. Une fermeture de route à laquelle les transporteurs répondront en décrétant une grève, «*craignant pour leur sécurité*», mais ils ne reviendront pas pour autant sur le nouveau tarif décidé. Le bras de fer semble engagé dans la durée sans que les autorités ne viennent y mettre fin «*en appliquant rigoureusement ce que prévoit la réglementation*», s'offusque la coordination du mouvement associatif qui a pris le relais. Une reprise de l'activité a eu lieu mais un meeting tenu par des associations devant le siège de la wilaya au milieu de la matinée est venu renvoyer les bus au garage. Les animateurs qui sont «*fermement résolus*» à faire maintenir l'ancien tarif (10 DA) se sont interrogés sur «*l'absence de l'Etat*» dans le règlement du conflit. Ils réclament du wali, concerté avec l'université, la mobilisation des bus du COUS. Et à terme, les intervenants ont insisté sur la nécessaire remise sur voie de la régie communale. Outre les bus assurant la desserte de Sidi Ali Lebhar (n°22), les moyens de l'ETUB, entreprise de transport urbain de la commune de Béjaïa, tournent à plein régime avec renforcement récente de la flotte pour faire face à la demande des usagers. **R. O.**

Recueillement et visites guidées

Les organisateurs, accompagnés de quelques visiteurs, se sont réunis ce dimanche sur les tombes des artistes de la région, aujourd'hui disparus : Youcef Abdjauoi, Hamid Kacimi et Tahar Oudjedi.

Cet hommage rentre dans le cadre de la réappropriation du patrimoine historique et de la perpétuation de la mémoire des hommes de

culture que poursuit ce festival, en sus de son plaidoyer pour la protection de la nature et la promotion du tourisme.

Dans ce cadre d'ailleurs, outre, cette action de recueillement, des visites guidées de divers sites à caractère historique et touristique ont été programmées : le P.C. de la wilaya III, le dernier moulin à eau de la région,

l'huilerie romaine et bien d'autres haltes qui ont fait le bonheur des férus des curiosités historiques et artisanales...

«*Nous ambitionnons, à l'avenir, d'établir un circuit touristique qui tiendra compte de toutes les facettes de nos traditions et de notre histoire*», nous dit à ce sujet l'un des organisateurs. **B.B.**

SANTÉ À M'CISNA

Entre acquis et insuffisances

La polyclinique de M'cisna, implantée au village Imoula, à une douzaine de kilomètres en amont du chef lieu communal, vient de faire l'objet de vastes travaux de réhabilitation et d'aménagement.

Etanchéité, revêtements, boiserie, sanitaires... ont été refaits, est-il loisible de constater. «*C'est une opération qui a été couverte par des crédits dégagés sur les programmes sectoriels de développement*», nous a indiqué le directeur de l'établissement public de santé de proximité (EPSP) de Seddouk. La polyclinique d'Imoula assure des consultations en médecine générale, en stomatologie, en

psychologie et des prestations en matière de soins infirmiers. Des usagers de la santé de la région déplorent l'absence de certains services comme le point d'urgences ou la maternité rurale. «*La disponibilité de ces services vitaux nous serait d'un grand secours*. Cela nous épargnerait les évacuations en catastrophe jusqu'à la polyclinique de Seddouk, distante de plus de vingt kilomètres», plaide un jeune commerçant du village Iazzouzen, l'un des plus reclus de M'cisna. «*A quoi bon disposer d'une polyclinique si pour le moindre bilan biologique ou une simple radio l'on est contraint de se déplacer à Sidi Aich, Seddouk*

ou ailleurs ?», se demande un autre citoyen du village Ighil Meloulen.

Par ailleurs, M. Kabache, le président de l'APC de M'cisna, nous a fait savoir qu'une unité de soins au profit du village Amagaz est en cours de construction. «*L'infrastructure, dont la réalisation est prise en charge sur les PCD, est en voie d'achèvement. Son inauguration interviendra prochainement*», a-t-il déclaré. Avec la concrétisation de cette nouvelle structure sanitaire, la circonscription comptera, en sus de la polyclinique, trois unités de soins, pour une population de 8 000 habitants. **M.A.**

BUREAU DE

El Watan

BÉJAÏA

Pour toutes vos annonces publicitaires

Résidence Nacéria (EPLF)
Bt A N° 3 Béjaïa
Tél./fax: 034 21 53 96

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION
SUR L'ALLAITEMENT MATERNEL

Les sages-femmes s'impliquent

● Que ce soit dans les établissements publics ou privés, le corps médical ne participe plus à la promotion de cette pratique.

Les mères algériennes recourent de moins en moins à l'allaitement au sein. Cette pratique ancestrale a en effet connu un net déclin ces dernières années. Afin d'amener un maximum de femmes à allaiter leurs bébés au sein, et à l'initiative du groupe Danone (Bledina), une journée scientifique de sensibilisation sur les bienfaits du lait maternel a été organisée, dernièrement au niveau de l'hôtel Titanic de la cité Larbi Ben M'hidi. Considérées comme les principales actrices de la promotion de l'allaitement maternel, les sages-femmes ont constitué, à juste titre, la principale cible des initiateurs de cette rencontre, dont le principal objectif est de «sensibiliser les puéricultrices et les vacinatrices, du fait qu'elles sont en contact direct avec les mamans, pour promouvoir l'allaitement maternel qui est un droit à protéger et à encourager», expliquera le docteur Chafika Rahmani, déléguée médicale auprès de Bledina.

Les initiateurs de cette journée assurent surtout que le lait maternel est un aliment complet irremplaçable qui a de nombreux avantages sur la santé de l'enfant et de la maman. En plus de la nécessité de promouvoir cette pratique, qui est en déclin, les intervenants ont tenté de se pencher sur les causes de cette tendance à la baisse et les fausses idées reçues. Le docteur



Dans la moitié des cas, la durée de l'allaitement est inférieure à un mois

Hanane Kadi, enseignante-chercheur à l'institut de la nutrition, de l'alimentation et des technologies agroalimentaires (INATAA), a révélé que «les mères algériennes commencent convenablement l'allaitement maternel mais finissent par introduire précocement d'autres aliments ou arrêtent même l'allaitement au sein quelques semaines après l'accouchement», ajoutant: «La dernière enquête de l'Institut national de la santé publique (INSP) a montré que la durée de l'allaitement maternel est inférieure à un mois, dans la moitié des cas, tandis que la fréquence de cet allaitement est estimée à 25% à 4 mois et à 12% pour 6 mois». Plusieurs autres points

ont également été abordés lors de cette journée, notamment l'importance de l'information et de la formation du personnel pour aider les mères à pratiquer l'allaitement au sein. «La nouvelle accouchée se trouve livrée à elle-même et n'est pas encadrée et soutenue. Le corps médical ne joue plus réellement son rôle et ne participe pas à la promotion de cette pratique, c'est pourquoi il est aujourd'hui nécessaire que ce dernier soit mobilisé», affirmera le docteur Kadi. A l'issue de cette journée la formatrice ministérielle des sages-femmes, Leïla Azzaza, a proposé «la création de la première association pour l'allaitement maternel la-

quelle aura pour mission de faire participer les différents acteurs, à commencer par les futures mamans, les puéricultrices, les sages-femmes, les nutritionnistes et les parents, bien sûr, dans le but de tirer profit des expériences des uns et des autres, afin d'évoluer et mettre fin par la même occasion aux préjugés et aux fausses idées sur l'allaitement». Les laboratoires Bledina viennent, par ailleurs, d'éditer un guide intitulé *L'allaitement maternel, une aventure fantastique*. «Ce document s'adresse aux mamans et offre plusieurs conseils pratiques sur l'allaitement», conclura le docteur Ben Azzouz, délégué du groupe.

Dalé Daoud

8 700 LOGEMENTS POUR LA COMMUNE-MÈRE

Un ambitieux programme de logements sociaux a été symboliquement lancé, hier, par les autorités locales à M'siouène, dans la périphérie de la ville de Skikda. Confié à une entreprise chinoise présente en Algérie depuis 20 ans déjà, le programme comprend 3150 logements sociaux pour la résorption de l'habitat précaire (RHP), à réaliser dans un délai de deux années. Ce programme est venu ainsi s'ajouter à un quota de 11 850 autres logements actuellement en chantier. Cet ensemble, soit un total de 15 000 logements, est appelé encore à se renforcer puisqu'un nouveau programme de 2 000 unités sera lancé avant la fin de l'année en cours. Le chef-lieu de wilaya disposera de la moitié des logements en cours de construction avec pas moins de 8700 unités réparties sur trois sites: Bouabbaz, Zef-Zef et M'siouène.

La commune de Collo a, pour sa part, bénéficié d'un quota de 1100 unités, alors que les communes de Azzaba, Ramdane Djamel, El Harrouche, Aïn Kechra et Hammadi Krouma ont bénéficié de 400 logements chacune. Lors du lancement du programme, le wali a tenu à revenir sur certains aspects relatifs à la problématique du logement à Skikda. Il fera savoir que la wilaya a été bien servie, puisqu'elle occupe désormais la 4^{ème} place au niveau national. Il fera également part de sa désapprobation quant au phénomène récurrent d'implantation d'habitats précaires près des enceintes devant abriter des programmes de logements. «Ces constructions illicites seront démolies», a-t-il déclaré. A relever que la cadence de lancement des programmes de logement enregistre une grande amélioration. Statiquement, on note que depuis la fin de l'année 2011, elle est de l'ordre de 1000 logements par mois, tous types confondus. Avant, on lançait 1000 logements par an. Il reste néanmoins à espérer que la cadence de la réalisation soit à l'image des efforts consentis pour le lancement.

K. O.

L'ASSURANCE CONTRE LA PERTE DE LA POMME DE TERRE EN DÉBAT

L'assurance contre la «perte de rendement de la culture de la pomme de terre» a fait l'objet d'un atelier-débat organisé, dernièrement, au palais de la culture et des arts de Skikda. Cette manifestation, à laquelle ont participé les différents acteurs du secteur agricole, a été rehaussée par la présence de Chérif Benhabib, secrétaire général de la Caisse nationale de mutualité agricole. Ce dernier a tenu à expliquer les nombreux avantages de la mise en place de cette nouvelle police d'assurance qui permet, désormais, d'indemniser les agriculteurs lorsque leur rendement baisse sous un seuil fixé d'un commun accord. La prime de cette assurance, qui garantit entre 50% et 70% du rendement prévu, selon la nature et la région de la récolte, s'étend entre 5% et 20% de la somme assurée. Cette nouvelle offre financière sera cependant «conditionnée» par le respect, de la part de l'agriculteur, de tout l'itinéraire technique relatif à la production. Grâce à cette nouvelle assurance, la couverture de la CNMA contribuera incontestablement à diminuer la possibilité de perte de production et d'investissement causée par une mauvaise récolte. Il reste à mentionner, enfin, que la superficie cultivée cette année au niveau de la wilaya est de 2 334 ha.



D. D.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Ouverture de 900 places pédagogiques

Se former par l'apprentissage, c'est choisir une voie de formation différente pour acquérir une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme. Les centres de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) de la wilaya de Skikda dispensent une formation générale, technologique et pratique qui est surtout en contact étroit avec le monde professionnel. Les préparatifs pour l'ouverture de la prochaine session d'octobre 2012, dont les inscriptions seront ouvertes du 8 juillet au 3 octobre prochain, vont bon train.

Selon le rapport prévisionnel de la direction de la formation professionnelle (DFP), le nombre total de stagiaires devrait dépasser les 5 000, puisque 2630 stagiaires seront inscrits en formation résidentielle, 1 750 en apprentissage, 210 dans l'apprentissage en passerelles et 655 en cours du soir. D'autres catégories sont également ciblées par ce type d'apprentissage, il s'agit des femmes au foyer dont le nombre devrait atteindre 317. Des jeunes du centre carcéral sont également touchés par cette formule puisque on s'attend à inscrire 155 détenus. La rentrée d'octobre 2012 sera, par ailleurs, renforcée par l'ouverture de

900 places pédagogiques réparties à parts égales entre les centres de Ben Azzouz, Oum Toub et le centre pour handicapés de Fil-Fila. Le personnel d'encadrement n'est pas en reste, puisque l'on prévoit l'ouverture, lors de la prochaine rentrée, de 118 nouveaux postes budgétaires, et ce dans la perspective d'assurer une formation de qualité aux futurs apprentis. Actuellement, un vaste programme d'information et de sensibilisation vient d'être lancé par la DFP visant à encourager les jeunes à suivre une formation. L'objectif de cette campagne médiatique est d'informer les jeunes sans qualification sur la possibilité d'accéder aux différents centres.

La DFP entend faire connaître les principales spécialités, celles déjà existantes et les nouvelles filières qu'elle offre le secteur tout en assurant la disponibilité des formulaires d'accès à la formation professionnelle au niveau de tous les établissements éducatifs. La programmation de journées portes ouvertes et l'encouragement de l'information de proximité avec les différents partenaires sociaux figurent également au menu de cette large campagne de sensibilisation.

D. D.

SORTIE D'UNE PROMOTION DE 219 INFIRMIERS DIPLÔMÉS D'ÉTAT

Deux cent dix-neuf infirmiers diplômés d'État, formés au centre paramédical de Skikda viennent de décrocher leurs diplômes. Cette option dispensée dans cette école permettra de répondre aux besoins de la wilaya, puisque les jeunes diplômés seront orientés vers les différents établissements de santé afin d'en renforcer les effectifs. Actuellement 127 aides-soignants poursuivent leurs cursus, 40 étudiants en 1^{ère} année et 46 autres en 2^{ème} année des formations. Le centre paramédical de Skikda forme, par ailleurs, de puéricultrices, des secrétaires médicales et des sages-femmes. Une nouveauté sera introduite lors de la prochaine rentrée, puisque la licence professionnelle, -visant à rehausser le niveau scientifique des étudiants-, sera lancée en septembre prochain.

Le centre aspire, en outre, à l'ouverture de nouvelles classes annexes pour la formation des aides-soignants au niveau de chaque établissement hospitalier. Ce projet ambitieux qui vise essentiellement à faire face au déficit criant en aides-soignants que connaît le secteur de la santé au niveau de la wilaya, sera prochainement proposé au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

D. D.

ENTREPRISE DE CÉRAMIQUE DE LA TAFNA 500 travailleurs menacés de licenciement

● **Triste sort que celui de l'entreprise de céramique de la Tafna, l'un des fleurons économiques de l'extrême ouest du pays. Si d'ici le 27 juin, la Banque extérieure d'Algérie n'honore pas ses engagements, l'usine fermera et mettra à la porte 500 travailleurs.**

La Certaf, ex-entreprise de céramique, vaisselle de l'Ouest, a fait l'objet de la 5ème résolution du Conseil national des participations de l'Etat (CNPE) du 3 juin 1997, portant décision de transfert de l'ensemble du patrimoine actif et passif de cette entreprise à la Banque extérieure d'Algérie (BEA).

Or, et curieusement, depuis ce transfert, l'entreprise est toujours en attente de l'assainissement financier attendu. «Nous n'avons rien obtenu de cette banque, d'où la menace sérieuse de la faillite», a indiqué le représentant syndical. Les travailleurs dénoncent le

transfert de 120 millions de dinars au nouveau propriétaire qu'est la banque. «Sinon comment expliquer que, malgré la dotation par le Trésor de deux tranches, dont a bénéficié la BEA, de 1 360 millions de DA et 1 040 millions de DA pour l'assainissement financier de notre entreprise, la situation est restée inchangée (pas d'effacement de découvert, pas de règlement de l'endettement, pas d'investissement demandé) ?», s'interrogent le syndicat, la direction générale et le comité de participation de l'entreprise. Ces derniers ont alerté toutes les instances du pays sur leur situation, mais en vain. Ce qui est étrange, c'est que le nouveau

propriétaire, la BEA en l'occurrence, fait la sourde oreille. «Imaginez que le P-DG de cette banque refuse de nous accorder une audience et ce, malgré plusieurs demandes ; que devons-nous comprendre de cette attitude ? Non seulement notre entreprise, qui était florissante, a changé de main malgré nous, mais le nouveau propriétaire, qui nous ignore, n'a rien fait malgré les résolutions l'obligeant à investir, entre autres», s'inquiètent nos interlocuteurs. Si d'ici le 27 juin, la BEA ne réagira pas, les 500 travailleurs iront grossir le rang des chômeurs dans cette région frontalière.

C. Berriah

MAGHANIA LE PRIX DU LAIT S'ENVOLE

Le prix du lait de vache a enregistré, sans crier gare, une augmentation de 5 DA à Maghnia, soit 50 DA le sachet d'un litre. Une majoration non annoncée et qui a provoqué la colère des ménagères et des commerçants. «La réaction de nos clients à cette augmentation a été presque agressive. Et je n'avais aucune explication à leur donner, sauf que c'est la laiterie de la ville qui l'a décidée sans concertation avec nous», dit un épicier de la cité Brigui. Avant d'ajouter : «C'est d'autant plus curieux que notre marge bénéficiaire n'a pas bougé». Le petit-lait (1'ben) est cédé à 55 DA au lieu de 50 DA. Le lait de vache de Maghnia est très prisé par la population et les communes limitrophes. Et malin celui qui pourrait en trouver une goutte dans l'après-midi. Au mois de Ramadhan, il se vend sous le comptoir. Voulant en savoir plus sur cette augmentation, nous nous sommes déplacés à l'usine, située à Cité Bilal (ex-Cité Perret) mais, sur place, en l'absence du premier responsable, nous n'avons pu recueillir aucune explication.

C. B.

GHAZAOUET 6 MAROCAINS EN POSSESSION DE FAUX PASSEPORTS ARRÊTÉS

Six Marocains en possession de faux passeports algériens et faux visas ont été arrêtés et présentés au parquet qui les a écroués, indique le bilan des activités de la police relative à la période allant de janvier à mai de l'année en cours. Ces derniers, entrés légalement sur le territoire algérien, s'approprièrent à s'embarquer à bord du car ferry à destination d'Almeria en présentant des documents falsifiés. Plusieurs autres tentatives d'immigration clandestine ont été déjouées par les services de police pour lesquelles 09 personnes ont été arrêtées. Sur un autre registre, selon le bilan des opérations de police menées durant la période précitée, ce sont 67 personnes qui ont été placées sous mandat de dépôt sur un total de 96 arrestations pour différentes affaires liées au trafic des stupéfiants, la vente illégale de boissons alcoolisées et association de malfaiteurs. Dans les affaires de drogue et de vente illicite de boissons alcoolisées, une quantité de plus de 8 kg de cannabis, 237 comprimés psychotropes et 348 bouteilles de vin ont été saisies et 30 personnes arrêtées dont 29 ont été placées sous mandat de dépôt.

Les statistiques de la police font état aussi de l'élucidation de 29 affaires relatives au droit commun pour lesquelles 51 personnes ont été arrêtées 24 d'entre elles ont été placées sous mandat de dépôt alors que les 27 autres sont appelées à comparaître en citation directe. Pour ce qui est des contraventions relatives au non-respect du code de la route, les mêmes services ont procédé à la mise en fourrière de 49 véhicules, 117 motos et le retrait de 112 permis de conduire.

O. E. B.

INSTITUT FRANÇAIS

Conférence sur l'histoire de l'Algérie durant la colonisation

«Histoire de l'Algérie coloniale», ou écrire l'histoire de l'Algérie à la période coloniale, en France : quels apports, quelles limites. Tel est le thème de la conférence que doit présenter, mardi, à l'Institut français, Sylvie Thénault, chargée de recherche au CNRS et spécialiste du droit et de la répression coloniale en Algérie. L'auteure, qui a travaillé sur les législations d'exception, les procès et l'in-

ternement des nationalistes pendant la guerre d'indépendance, a déjà publié un ouvrage intitulé «Violence ordinaire dans l'Algérie coloniale». Un extrait fort expressif des exactions contre le peuple algérien. «Pendant la guerre d'indépendance algérienne, les autorités françaises ouvrirent des camps d'internement pour les «suspects» arrêtés par la police ou par l'armée. Des dizaines de milliers d'Algériens y

furent détenus. Recours ponctuel pour maintenir l'ordre public dans des circonstances extraordinaires ? Pas seulement. Ces camps n'étaient qu'une forme nouvelle de l'internement, dont les autorités françaises avaient usé, depuis longtemps, pour réprimer les résistances qu'elles rencontraient en Algérie. Y compris en dehors des périodes de guerre ou d'insurrection...» **Chahreddine B.**



DRAME DE L'EXPLOSION DE GAZ À LA CITÉ UNIVERSITAIRE

La démission du Directeur des œuvres universitaires réclamée



PHOTO : DR

La section des droits de l'Homme du bureau de Tlemcen, présidée par M. Hamoudi Falah, nous a remis un communiqué où il a incité à déterminer les responsabilités dans les affaires de détournement des biens publics. «Nous demandons la rectification des concepts concernant la détermination des responsabilités. Nous

sommes conscients que les victimes dans ces affaires sont les citoyens», précise le communiqué. Et de rappeler le drame de la cité universitaire Khaldi Abdelmadjid (explosion de gaz ayant fait 8 décès et 38 blessés dont 3 grièvement atteints). «Le bureau de wilaya rappelle ses principes et ses positions quant à la gestion des fonds

publics, la qualité des services et la précision dans les travaux, conformément aux cahiers des charges, la crédibilité dans le suivi des travaux pour garantir la sécurité et assurer le droit à la vie dans la dignité aux citoyens». Concernant le drame de la cité U, toujours, le document indique qu'«au vu de la répétition de ce type de gestion qui a conduit à ce genre de tragédie, nous estimons que la responsabilité est celle du système». Et de préciser : «Il eut été plus convenable que le responsable central des œuvres universitaires déposât sa démission, une attitude plus digne devant ce drame». La section des droits de l'Homme s'inquiète, également, de la situation des malades dans les hôpitaux et de leur prise en charge. Enfin, le communiqué souligne que la «presse doit être libre et objective». «À ce propos, nous dénonçons les contraintes que subissent les journalistes et les correspondants de presse dans la wilaya de Tlemcen, particulièrement le représentant du journal Algérie Presse qui subit une pression atroce...»

C. B.

ÉCOLE DE PÊCHE UN NOUVEAU DIRECTEUR INSTALLÉ

M. Bentaleb Mustapha assume désormais les fonctions de directeur de la nouvelle école régionale de pêche et d'aquaculture de Ghazaouet. La cérémonie officielle d'installation a eu lieu le lundi écoulé, en présence du directeur de la pêche et de l'aquaculture, des responsables de la chambre de pêche et d'aquaculture ainsi que des professionnels invités à l'occasion. Cette investiture laisse supposer que l'inauguration officielle de cette nouvelle école, tant attendue, est pour bientôt. D'ailleurs, un cycle de formation pour les patrons de la pêche côtière est déjà en cours.

Pour rappel, cette nouvelle école de pêche et d'aquaculture, située au lieu-dit «La batterie», à l'entrée Est de la ville, disposera d'une capacité d'accueil de 250 places pédagogiques et d'un internat de 140 lits. Le futur centre de formation, qui s'étend sur près de 3 hectares, comprendra 6 ateliers où seront dispensés les cours pratiques dans différentes spécialités, la mécanique, la maintenance navale, l'aquaculture, la filature pour le métier de ramendeur ainsi que des cycles de formation aux marins et matelots qualifiés. Un lot d'équipements, de mobiliers pédagogiques et de laboratoires ainsi que des appareils techniques (le simulateur de navigation) a déjà été acquis. D'envergure régionale, l'ETPA de Ghazaouet aura pour mission de former, au profit de la corporation des gens de la mer, des patrons côtiers, des patrons de pêche et des électro-motistes. En outre, il aura pour objectif de vulgariser les techniques de l'aquaculture, un créneau appelé à se développer eu égard aux nombreux projets qui y sont inscrits.

O. E. B.

SA FAMILLE REJETTE LA THÈSE DU SUICIDE

Qui a tué la gendarme franco-algérienne Myriam Sakhri ?

● Qui a tué Myriam Sakhri, cette gendarme franco-algérienne retrouvée morte dans son domicile de fonction proche de Lyon ? Cette jeune fille de 32 ans, aimable et souriante, mais aussi compétente et consciencieuse, a été découverte un matin avec une balle dans la poitrine ● Sur le sol, les enquêteurs ont saisi un bout de papier dans lequel elle met en cause son supérieur hiérarchique ● Qui a donc mis fin aux jours de Myriam ? Qui est derrière sa mort soudaine et incompréhensible ?

Paris
De notre correspondant

Si l'Etat français, avec ses services de gendarmerie, n'arrive toujours pas à répondre à toutes ces questions d'une manière convaincante, l'affaire, quant à elle, chauffe de plus en plus sur le réseau Twitter. Dans le reportage d'investigation qui a été consacré à cette affaire par une chaîne de télévision française, la famille de Myriam Sakhri ainsi que ses amis et certains de ses collègues disent ne pas croire du tout à la thèse du suicide. Interrogé dans le reportage, un gendarme, qui était dans la même unité que Myriam, a avoué, de façon anonyme, que la défunte vivait «un mal-être au niveau de l'unité où elle travaillait», estimant au passage qu'elle était victime «de harcèlement moral et de discrimination raciale».

Gendarme modèle, belle et intelligente, l'objectif de Myriam, une fois en fonction, était, selon sa sœur Fatima, de faire de la prévention et non pas de la répression. Serviable, dynamique, elle a reçu des félicitations de la part de sa hiérarchie, notamment pour avoir sauvé un homme blessé lors d'une bagarre.

FAIRE ÉCLATER LA VÉRITÉ

Mais la vie de cette jeune fille a soudainement basculé lorsqu'elle a été mutée à la caserne Delfosse, à Lyon, où elle y travaille comme opératrice dans un central téléphonique de la gendarmerie. C'est dans ce service qu'elle découvre le racisme au quotidien. Comme, par

exemple, des gendarmes qui traitent les usagers d'origine étrangère qui appellent pour avoir un renseignement de «bougnoules», de «boukak», de «you-pin», ou lorsqu'ils leur racrochent au nez en leur demandant de rappeler une fois qu'ils auront appris à parler convenablement les français.

Dégoûtée par ce genre de comportements, Myriam décide alors d'adresser une lettre à son supérieur en vue d'attirer son attention sur ces dérapages verbaux. Elle donne même les noms de trois collègues qu'elle accuse de racisme. Malgré cette lettre, rien ne change. Pis encore, son supérieur refuse de la recevoir et les pressions à son égard montent, au point qu'elle devient la cible de ces gendarmes racistes qui ont juré de lui pourrir la vie.

JUSTICE À GÉOMÉTRIE VARIABLE

Venue de Paris pour enquêter, l'Inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN), a conclu, elle aussi, à un suicide. Or, pour sa famille, c'est tout sauf un suicide. Sa sœur Nadhira, qu'El Watan a contactée par email, a estimé que d'une manière ou d'une autre, Myriam a été «éradiquée» parce qu'elle dénonçait des faits honteux qui se produisaient dans les locaux de la gendarmerie de Delfosse de Lyon. «Nous avons la preuve irréfutable que ce qu'elle disait était vrai et ceux qu'elle mettait en cause avaient réellement commis des fautes inqualifiables à son encontre, ainsi que vers d'autres personnes, notamment les gens qui appelaient les secours en composant le

17», a écrit Nadhira dans son message destiné à El Watan. Close, l'affaire a été rouverte par le procureur de la République lorsque la famille de Myriam a découvert une deuxième douille percutée dans son appartement. Mais, encore une fois, c'est la gendarmerie qui se charge de l'enquête. Une flagrante contradiction qu'a relevée David Metaxas, le nouvel avocat de la famille Sakhri qui s'est demandé, assez justement, comment l'enquête peut-elle être menée par l'autorité de la gendarmerie alors que ce sont les gendarmes qui sont mis en cause.

Organiquement, selon cet avocat, il y a un gros problème. Mais la famille ne désespère pas de connaître la vérité. Elle veut que les honneurs soient rendus à Myriam et que justice soit faite pour qu'elle puisse faire le deuil.

Ce n'est pas la première fois que des enquêtes sur les discriminations ou relatives à la mort de Français d'origine étrangère soient classées sans suite. L'affaire de Sihem Soud, policière d'origine tunisienne, qui a dénoncé, dans un livre intitulé *Omerta dans la police*, le racisme ordinaire dont elle fut victime lorsqu'elle était policière à Orly est encore fraîche dans la mémoire. Ou Ali Ziri, cet Algérien interpellé par la police en juin 2009 à Argenteuil puis décédé à la suite des coups que la police lui auraient portés. Autant d'interrogations qui montrent qu'au pays des droits de l'homme, la démocratie et la justice peuvent aussi être des notions ethniquement variables.

Yacine Farah



La défunte Myriam Sakhri

PHOTO: D. R.

LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS Des associations montent au créneau

Plusieurs dizaines d'associations et de personnalités ont demandé vendredi la création d'un ministère de l'Égalité des droits et de la Lutte contre les discriminations, dans un communiqué commun adressé au gouvernement. «Quelques semaines après l'élection de François Hollande à la présidence de la République, un espoir est né : celui d'une France qui reprendrait ce chemin vers l'égalité interrompu par cinq années de stigmatisations haineuses», soulignent plusieurs dizaines d'associations nationales et locales, dont le CCFD-Terre Solidaire, France Liberté, Ni Putes Ni Soumises, le Mrap ou SOS Racisme qui avaient réclamé ce ministère dès la nomination du gouvernement. «Mais pour que ce rêve français puisse se réaliser, une condition sine qua non doit être remplie, celle de l'existence d'une politique publique de promotion de l'égalité et de la lutte contre les discriminations», insistent les signataires.

W.M.

50^e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE

Les activités retenues par le ministère algérien des Affaires étrangères

Pour célébrer le cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie, le ministère des Affaires étrangères a retenu un certain nombre d'activités et de manifestations qui se dérouleront en Algérie et dans plusieurs autres pays : France, Belgique, Luxembourg, Liban, Syrie.

AU TITRE DES ACTIVITÉS MÉMORIELLES

- Des salles et des espaces au nouveau siège du ministère des Affaires étrangères recevront les noms des grandes figures historiques nationales.
- Aménagement d'un espace «Mémoire et réalisations» à la Safex, Pins maritimes.
- Organisation de l'exposition «Calédonn Arabes et Berbères de Nouvelle-Calédonie, hier et aujourd'hui». Un projet mené avec Taïeb Aïfa, maire de Bourail (Nouvelle Calédonie).
- Confection d'un livre par le journaliste danois Lars Borking, sur le soutien des pays scandinaves à la révolution algérienne. Actuellement en cours de traduction.
- Journées sur l'Emir Abdelkader organisées par les ambassades d'Algérie à Beyrouth et Damas.
- Colloque à Differdange (Luxembourg) sur le rôle de soldats algériens incorporés dans l'armée française, dans la libération du Luxembourg de l'occupation allemande pendant la Deuxième Guerre mondiale.
- Témoignages et récits sur la maison du FLN à Bruxelles : réalisation d'un documentaire par

Serge Moureaux, ancien responsable du collectif des avocats belges du FLN.

- Organisation de la «Caravane du cinéma révolutionnaire» en collaboration avec l'association Lumières qui regroupe plusieurs réalisateurs et acteurs algériens.
- Projection de documentaires et de films sur la guerre de libération et les réalisations accomplies par l'Algérie depuis l'indépendance.
- Inauguration d'une stèle à Gennevilliers (région parisienne).
- Conférences sur l'événement dans de nombreuses représentations diplomatiques à l'extérieur et animées par les chefs de poste ou des personnalités nationales et étrangères. Participation également du réseau associatif.

AU TITRE DES ACTIVITÉS CULTURELLES

- Organisation d'activités culturelles et artistiques : expositions de livres, de photos, de calligraphie, de semaines culturelles et du film algérien ainsi qu'un concours sur l'histoire de l'Algérie pour les jeunes membres de la communauté algérienne à l'étranger.
- Le Centre culturel algérien à Paris organise, pour sa part, une série d'activités : colloque sur Moufidi Zakaria en relation avec la Fondation nationale Moufidi Zakaria ; colloque de deux jours sur les Algériens déportés en Nouvelle-Calédonie ; semaine sur le thème «L'écrivain

algérien et le colonialisme» ; hommage à Djamilia Bouhired ; semaine du cinéma algérien ; cycle de conférences autour du 50^e anniversaire de l'indépendance ; à l'extérieur du siège du CCA, des fêtes et journées suivantes : le 5 juillet, le 17 octobre 1961, le 1^{er} Novembre et le 8 mai 1945.

- Aménagement au niveau de certains postes consulaires d'espaces destinés à la présentation de produits de l'artisanat algérien.

ACTIVITÉS SPORTIVES

- Organisation de rencontres et activités sportives (football, handball, boxe, taekwondo, karaté...).
 - Participation des jeunes de la communauté algérienne aux jeux sportifs du cinquantenaire. 50 jeunes participeront à ces activités
 - Honorer des personnalités étrangères amies (figures emblématiques, amis de la révolution algérienne et amis de l'Algérie).
- Activités du ministère de la Culture (Office national de la culture et de l'information) avec les postes consulaires**
- 1^{er} caravane du 29 juin au 1^{er} juillet 2012 : Beauvais, Pontoise, Rouen, Evreux et Reims. Il s'agit d'un plateau de variétés (kabyle, chaoui...).
 - 2^e caravane du 4 au 8 juillet à Marseille, Strasbourg, Lyon, Montbéliard, Mulhouse, Grenoble et Genève. Il s'agit d'un plateau de variétés également.

- 3^e caravane du 6 juillet au 8 juillet : Saint-Etienne, Toulouse et Clermont Ferrand.
- 4^e caravane le 13 juillet à Lille.

L'Agence algérienne de rayonnement culturel est chargée de l'organisation du concert du 4 juillet à Paris et des activités réalisées à l'Institut du Monde arabe à Paris.

RÉPARTITION DES ACTIVITÉS PAR RÉGIONS

- Europe : 61, 72%
- France : 70, 68% des activités organisées en Europe et 43, 68% du total.
- Pays arabes : 15, 08%
- Afrique : 10, 21%
- Asie/Océanie : 6, 96%
- Amériques : 6, 03%

AGENDA

Colloque international «L'Algérie vue des Etats-Unis»
Organisé par Erasme / Maghreb Europe Paris 8

JEUDI 21 JUIN

Université Paris VIII-Saint-Denis (Métro ligne 13, Saint-Denis Université) – bâtiment D, Amphithéâtre 003

INTERNATIONALE

LÉGISLATIVES EN FRANCE

Dans le Sud, les trois premiers députés d'extrême droite

- La gauche l'a emporté, dimanche, comme prévu. Les transformations du paysage politique laissent cependant prévoir des lendemains qui déchantent
- Dans le Sud, l'exemple du Vaucluse est un avertissement.

Lyon
De notre correspondant

A droite, on observait avec attention ce qui allait se passer dans le sud de la France au second tour des élections législatives. L'orage extrémiste était une donnée importante des résultats à analyser. Comme prévu, là où les premiers maires du Front national (FN) avaient été élus en 1995, dans le Vaucluse, les premiers députés de ce mouvement sont élus députés en 2012. Signe du destin, c'est à Orange, ville d'art et de culture avec son éblouissant festival lyrique estival, que Jacques Bompard, ancien bras droit de Jean-Marie Le Pen (fondateur du FN) est élu, très largement, puisqu'il bat son challenger socialiste par 58% contre 41%. Sorti du FN, et étant passé par divers mouvements (comme l'ex-Mouvement pour la France de Philippe de Villiers), il avait créé il y a trois ans la Ligue du Sud, sur le modèle de la Ligue du Nord italienne. Pour cette élection décisive pour lui, il avait réussi à fédérer autour de lui des cadres UMP, dont son suppléant, maire de la plus grosse commune autour d'Orange. Cette victoire prouve sans

doute que les voix de l'UMP se sont largement fédérées autour de lui. En effet, au premier tour, l'autre candidat d'extrême droite, sous l'étiquette FN, avait fait 20%, autant que Bompard. On ne peut donc arriver à presque 60% si on ajoute une bonne partie des 20% qu'avait recueillis la candidate UMP battue au premier tour.

Cette explication pour dire que cette élection démontre la possibilité de la porosité des suffrages entre la droite et l'extrême droite. Ce à quoi on ne voulait pas croire jusque-là et qui ira en s'accroissant lors des prochaines échéances.

Les deux autres candidats, FN, ceux-là, sont également largement élus. Marion Maréchal-Le Pen, petite-fille du fondateur du mouvement, l'emporte à Carpentras. Une des zones les plus sinistrées de France, où en plus l'immigration est forte.

C'est là, dans les années 1990, que la profanation du cimetière juif avait été attribuée sans preuve au Front national. Le président du parti d'extrême droite, Jean-Marie Le Pen, avait alors tout fait pour investir ce territoire, grignotant régulièrement des points, jusqu'à que sa petite-fille décroche la

timbale, mettant hors jeu le candidat UMP en place depuis 1986.

Dans le Gard voisin, département qui avait le plus voté pour Marine Le Pen à la présidentielle, l'avocat Gilbert Collard est élu sous l'étiquette FN. Par contre la présidente, Marine Le Pen, est battue par le socialiste Kemel dans le Nord.

Au premier tour, elle pensait avoir quartier libre après avoir réussi à éliminer l'ex-candidat à la présidentielle Jean-Luc Mélenchon. Hier la présidente du FN avait en tête de normaliser un peu plus encore son parti, pour en faire un mouvement acceptable, à droite de la droite.

LA CRISE EST TOUJOURS LÀ

A l'UMP, c'est à Marseille que la plus grosse surprise intervient avec la défaite de Renaud Muselier (UMP), président de l'organisation de Marseille 2013, capitale européenne de la culture. La ministre socialiste Carlotti l'a battu.

Ce qui faisait dire hier à l'ancien ministre Xavier Bertrand qu'il fallait « retrouver le P de Populaire dans le sigle de l'UM ». Ce sera là le challenge, en évitant de sombrer dans le populisme



Jacques Bompard



Marion Maréchal-Le Pen

PHOTOS : LDR

qui fait les choux gras de l'extrémisme du FN dans lequel 20% des électeurs français se sont retrouvés depuis le début en mai de cette séquence électorale. L'extrémisme fleurit sur la crise sociale et économique que le vote n'a pas chassé. Leuro, le chômage, le déclassement social, les craintes liées au dérèglement de la mondialisation, la gestion de l'immigration, les pays en dette, autant de réalités toujours présentes. La gauche socialiste devra prouver que la confiance accordée dans les suffrages l'est à juste raison. Le journal *Le Monde* titrait hier après-

midi en gras «Les pleins pouvoirs pour François Hollande». Aujourd'hui omnipotente puisqu'elle dirige l'Assemblée nationale, le Sénat, la quasi-totalité des régions, plus de la moitié des départements, les grandes villes, la gauche ne doit pas décevoir. Sinon l'union de toutes les droites fera des ravages aux prochains rendez-vous électoraux, sans aucun jugement moral sur l'extrême droite qui l'empêcherait. Ce sera le retour du bâton. Les électeurs pourront dire qu'ils avaient lancé plusieurs avertissements en 2012.

Walid Mebarek

Société étrangère de restauration basée à Hassi Messaoud RECRUTE

Pour les postes suivants :

1. Camp boss
2. Assistant camp boss/magasiniers
3. Chefs de cuisine
4. Cuisiniers
5. Boulangers pâtisseries
6. Assistants cuisiniers
7. Buandiers
8. Chefs de rang, serveurs

Profil recherché

- Diplôme dans la filière
- Les langues française et anglaise sont exigées pour les postes 01 et 02
- Bonne expérience

Avantages : - Salaire motivant - Lieu de travail : Sud

Veillez envoyer vos CV par email à :

catering.recrute@gmail.com ou par fax : 029 75.07.72

Entreprise RECRUTE à Blida ville

- Un responsable de dépôt
Organisé, maîtrisant la gestion de stock et l'outil informatique
- Un vendeur commercial
Présentable, dynamique et ayant le contact facile
- Un chauffeur de fourgon
Maîtrisant bien la conduite et ayant des connaissances de bas en mécanique.

Tél. : 0551 42.29.89 ou faxer CV
au : 020 44.20.20 ou par email : polyjob16@gmail.com

Recrutement

AGENCE

CHERCHE

Un(e) assistant(e)

maîtrisant l'outil informatique, le français, ayant le sens de la responsabilité, de préférence ayant des connaissances dans le domaine du tourisme.

Lieu de résidence Alger

Candidat intéressé, nous transmettre CV par email à contact.infos2012@yahoo.fr

Entreprise RECRUTE à Sétif ville

- Un responsable de dépôt
Organisé, maîtrisant la gestion de stocks et l'outil informatique
- Un vendeur commercial
Présentable, dynamique et ayant le contact facile.

Tél. : 0551 42 29 89 ou faxer CV
au : 020 44.20.20 ou par email : drhagroworld@gmail.com

PLEIN SERVICES

Location de véhicules avec ou sans chauffeur

Met en location, moyenne et longue durée, deux Renault Fluence dynamique 1.6 essence 110 CH toutes options, neuves, 0 km.

- Prix très compétitif
- Assurance tous risques
- Entretien assuré et à la charge du prestataire
- Assistance automobile assurée

Adresse : Coop Ennadjah, lot n°09
G10, Garidi 1, Kouba, Alger
Tél. : 021 28.24.45
Fax : 021 28.09.12
Portable : 0661 667 667
0661 668 667
Email : plein.services@hotmail.fr

Appel

L'association des habitants de la résidence Les Amandiers Capritour, Béjaïa, appelle à une assemblée générale le mardi 10 juillet 2012 à 14h00 à la salle des conférences de l'hôtel Syphax, Tichy, Béjaïa, en présence d'un huissier de justice.

Ordre du jour :

- Parking
- Location
- Charge annuelle
- Projet d'un règlement intérieur : rétablissement du cadre familial de la résidence.

Cet appel tient lieu de convocation.

Société du secteur de transport terrestre et de manutention de marchandises RECRUTE dans l'immédiat

Responsable des opérations, N2

Diplôme : Ingénieur - Maîtrise ou master ou licence

Spécialités : Technique ou logistique ou scientifique

Expérience professionnelle :

5 années et plus dans un poste similaire

Lieu de travail

Port Gentil - Gabon

Exigences : Maîtrise parfaite de l'outil informatique - Langue :

français et anglais - Connaissances générales en HSE

Avantages : Rémunération motivante à débattre - Type de contrat : CDD 1 an renouvelable - Jours de travail :

6/7 jours - Octroi de 2 billets d'avion aller/retour par an - Octroi d'un véhicule de service et prise en charge logement individuel meublé.

Transmettre CV dûment détaillé + lettre de motivation par email : recrutement12mgabon.com

ou contactez par tél. : GSM : 241 07 468 143

Tél. : 241 56 43 47

Il ne sera répondu qu'aux candidatures remplissant les critères exigés.

MORSY DONNÉ VAINQUEUR DE LA PRÉSIDENTIELLE EN ÉGYPTTE

La longue marche des Frères musulmans

De notre envoyé spécial au Caire (Égypte)

Ils ont attendu plus de huit décennies pour voir réaliser un «rêve» impossible. Les héritiers de Hassan El Benna emmènent la confrérie de Frères musulmans – fondée en 1928 – au pouvoir au terme d'une élection présidentielle des plus incertaines et d'une révolution qui a changé le cours de l'histoire de l'Égypte. Ils ont cru en leur chance malgré «les manœuvres dilatoires» des militaires durant toute la période précédant le second tour de la présidentielle. Sans attendre l'annonce des résultats officiels, c'est le candidat du Parti de la liberté et de la justice, bras politique de la Gamaâ, Mohammed Morsy, qui est venu en personne, hier à 4h du matin, devant ses partisans massés à l'intérieur du QG de campagne à Gizeh, revendiquer la victoire. Entouré de ses lieutenants, visage grave, Morsy monte sur la tribune pour annoncer «la bonne nouvelle». Les premières phrases sont pour rassurer : «C'est une victoire de notre pays pour un État égyptien civil, national, démocratique, constitutionnel et moderne.» «C'est une victoire des musulmans et des chrétiens», a-t-il encore ajouté. Morsy s'est présenté comme «le frère et le père» de chaque Égyptien.

Essam El Ariane, un des dirigeants des «Frères», qui a séjourné plusieurs fois dans les geôles de Moubarak, est visiblement très ému. «C'est un moment historique. Nous n'avons jamais pensé qu'il viendrait le jour où on vivrait de tels moments. Je revois toutes les années de répression, de torture, nos frères assassinés. Le mérite revient à la jeunesse égyptienne qui a fait une révolution emblématique», confie ce professeur de médecine. A peine son discours terminé, ses partisans envahissent la place Tahrir sous les cris «Musulmans, chrétiens, une seule main», réveillant Le Caire d'un sommeil profond. Le candidat Morsy a revendiqué une victoire de 52% des suffrages exprimés contre 48% pour son adversaire Ahmed Chafik. En annonçant sa victoire, Mohammed Morsy s'est basé sur les résultats des dépouillements de plus de 96% des bureaux de vote que les militants de son parti ont remontés au QG de campagne, avant même qu'ils n'atterrissent chez la Commission électorale. Ils ont fait leur propre décompte. C'est dire les capacités organisationnelles de la confrérie. L'annonce de la victoire fait le tour du pays telle une traînée de poudre. Le candidat malheureux, Ahmed Chafik, a aussitôt réagi à la déclaration de Morsy, lui contestant la victoire. Son équipe de campagne a accusé le candidat des Frères musulmans de vouloir «usurper la présidence». Et assure que c'est bien Ahmed Chafik «qui est arrivé en tête avec 51,5 à 52% des suffrages». Très tôt dans la journée, à mesure que la victoire de Morsy se précise, le camp de



Pour les Frères musulmans et leur candidat Mohammed Morsy, la victoire est acquise

Chafik revoit sa position, se contentant simplement de «déposer des recours dès aujourd'hui» sur d'éventuels cas de fraude. La commission électorale a promis un recomptage de toutes les voix obtenues par les deux candidats en cas de recours de l'un des deux candidats. Mais le syndicat des magistrats a confirmé l'avancée du candidat des Frères musulmans sur Ahmed Chafik.

L'annonce officielle des résultats est attendue jeudi prochain, selon la commission électorale. Le Conseil suprême des forces armées, qui dirige le pouvoir depuis la chute de Moubarak, a réaffirmé sa volonté de remettre le pouvoir au président élu la fin du mois. «Nous ne nous laisserons jamais de rassurer tout le monde que nous remettrons le pouvoir avant la fin juin», a déclaré, hier à la télévision, le général Mohamed Al Asser, membre du CSFA, promettant «une grande cérémonie de passation de pouvoir». Un pouvoir que beaucoup d'observateurs et acteurs politiques estiment «limité». Le Conseil militaire en introduisant, avant-hier, quelques réaménagements dans la déclaration constitutionnelle, conforte leur mainmise sur le pouvoir. Les quatre nouveaux articles introduits concèdent aux chefs militaires le pouvoir législatif, le pouvoir de former la Commission constituante que sera chargée de rédiger la nouvelle Constitution, et surtout ils attribuent aux militaires le poste de chef suprême des forces armées. Un poste qu'occupait jadis le président de la République. «C'est un président sans la présidence», constate le politologue Hassan Nafaâ.

ANGES OU DÉMONS

Mais politiquement et symboliquement, les Frères musulmans viennent de réaliser une victoire sur l'histoire, celle qui les a enfermés dans une spirale de répression infernale. Quel est le cadre des Frères qui n'a pas connu les affres des bagnes du

régime de la dictature ? Depuis Nasser jusqu'au dernier jour du règne de Moubarak. Leur organisation était interdite, leurs militants sont pourchassés et persécutés en permanence. Seront-ils alors ceux qui vont remettre l'Égypte sur le chemin de la démocratie, de la justice et des libertés ? Leur victoire n'a pas manqué de susciter craintes et inquiétudes chez des franges de la société égyptienne. Malgré leur discours rassurant sur les libertés individuelles, il n'en demeure pas moins que leur tendance au conservatisme et leurs velléités à «moraliser» la vie publique restent le socle idéologique de la confrérie. «De nombreux artistes, des femmes et des chrétiens ont voté pour le candidat Ahmed Chafik non pas par adhésion à sa vision, mais par peur d'un président issu des Frères musulmans. Les assurances de Morsy, un homme moderne qui

a vécu 16 ans aux États-Unis d'Amérique où il a effectué ses études, sauf qu'il demeure l'otage d'une pensée, d'un formatage idéologique duquel il lui sera difficile de se soustraire», analyse Dhiya Rachwane, spécialiste des mouvements islamistes en Égypte. Le passage éphémère des Frères musulmans au Parlement n'a pas laissé de quoi rassurer. Leurs députés se sont empressés de voter des lois «réactionnaires». Ils préparaient des projets de loi «modifiant les lois sur la famille pour retirer aux femmes le droit de divorcer et priver la mère de la garde des enfants». Un projet de loi «réprimant les sites de la diffusion de la pornographie, qui viserait en réalité les sites politiques et les activistes du Net», estime un blogueur.

Quelque temps avant la dissolution du Parlement, les députés islamistes préparaient une loi condamnant de mort toute insulte au Prophète, et d'une autre transformant la Banque centrale en banque islamique.

De quoi effrayer. Mais les forces révolutionnaires se disent «vigilantes» et «restent mobilisées» contre d'éventuelles dérives despotiques. Le Mouvement du 6 avril, qui a pourtant appelé à voter Morsy, déclare qu'il se battra contre toute menace qui touchera la démocratie et la liberté.

Sans doute, la victoire de Morsy n'est pas l'aboutissement de la révolution. «Le chemin reste encore long. D'autres conflits éclateront inévitablement entre les Frères au pouvoir et les forces de la révolution. L'essentiel était d'empêcher le retour au pouvoir de Moubarak en éliminant Ahmed Chafik. Morsy doit savoir que nous serons à l'affût et le cœur de la révolution reste palpitant. La place Tahrir n'est pas jamais loin», men en garde le Mouvement du 6 avril.

Hacène Ouali

UNE DÉLÉGATION A ÉTÉ REÇUE HIER PAR COMPAORÉ Ançar Eddine prêt à négocier

Le groupe islamiste Ançar Eddine, qui contrôle avec d'autres mouvements armés le nord du Mali, s'est dit hier prêt à négocier avec la médiation conduite par le Burkina Faso, qui lui a demandé de rompre avec les «terroristes» d'Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). «Nous acceptons la médiation du Burkina Faso, nous empruntons la voie de cette négociation», a affirmé devant la presse Cheick Ag Wissa, porte-parole d'une délégation d'Ançar Eddine, selon ses propos en tamasheq (langue touareg) traduits par un conseiller du président burkinabé. Il s'exprimait à l'issue du premier entretien entre Ançar

Eddine et le président Compaoré, médiateur de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao), au palais présidentiel à Ouagadougou. «La délégation d'Ançar Eddine a manifesté sa disponibilité à s'engager dans la voie de recherche d'une solution politique négociée à cette crise, sous la médiation» de Blaise Compaoré, a confirmé le ministre burkinabé des Affaires étrangères, Djibrill Bassolé. Mais le ministre a estimé que le groupe islamiste, qui veut imposer la charia (loi islamique) dans tout le Mali, est en position de force dans le Nord avec son allié djihadiste Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), doit «clari-

fier ses positions». Il faut que ce groupe «inscrive son action dans la revendication touareg (...) bien sûr à l'exclusion de toute alliance opérationnelle avec des groupes terroristes», a souligné M. Bassolé. «Nous avons aujourd'hui le devoir de clarifier les choses. En tout état de cause, nous avons le devoir de nous acheminer tous ensemble vers une solution globale négociée de paix», a-t-il insisté. M. Compaoré avait rencontré le 9 juin une délégation de rebelles touareg du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL) qui s'était aussi déclarée «disponible» pour des négociations de paix. AFP

peugeot.fr

PEUGEOT VOUS PROTÈGE

VOUS & **ELLE**

CHANGEZ LE «FILTRE CLIMATISATION» ET CHANGEZ D'AIR

...FAITES UNE VIDANGE ET VOTRE VOITURE GARDERA TOUTE SA VALEUR!

JUSQU'AU 31 JUILLET

JUSQU'À 20% DE REMISE

✓ SUR LE REMPLACEMENT DU «FILTRE CLIMATISATION»
✓ SUR LA VIDANGE

+ 33 POINTS DE CONTRÔLE GRATUITS

Service Après-Vente Peugeot, 24h/24, 7j/7, 0800 00 00 00

PEUGEOT

HAMA AG SID AHMED. Porte-parole du Conseil transitoire de l'Etat de l'Azawad (ex-MNLA)

«Pour le bien de tous, les négociations avec Ansar Eddine doivent se poursuivre»

Alors que l'Union africaine ne désespère toujours pas de parvenir à envoyer des troupes au Mali, le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) vient de se muer en Conseil transitoire de l'Etat de l'Azawad (CTEA). Hama Ag Sid Ahmed, le porte-parole de l'organisation qui vient de naître, donne les raisons de ce changement. Le chef touareg revient également sur les négociations entamées par le MNLA avec Ansar Eddine.

Entretien réalisé par
Zine Cherfaoui

Le MNLA a mené avec Ansar Eddine plusieurs rounds de négociations dont la finalité était de créer un seul et même mouvement. Pourriez-vous nous dire pourquoi ces négociations se sont terminées par un échec ?

L'objet de ces négociations était de faire en sorte à ce que nous parlions d'une seule voix et que nous ayions une capacité militaire en mesure de sécuriser l'ensemble de la zone. Les combattants de deux organisations voulaient également, à travers ce projet de fusion, isoler les autres groupes qui sont venus installer la peur dans la région depuis plusieurs années. Il s'agissait, enfin, de nous entendre sur des objectifs politiques clairs et des revendications politiques précises pour convaincre la communauté internationale de contribuer concrètement à stabiliser la région dans l'intérêt des populations qui souffrent d'asphyxie sociale et politique depuis plusieurs années. On a constaté durant ces négociations que certains responsables des deux organisations n'étaient pas chauds pour matérialiser cette unité.

Pour quelles raisons ?

Il y a ceux qui pensent que les responsables d'Ansar Eddine sont manipulés par des extrémistes venus d'ailleurs et qu'ils veulent imposer une culture d'intolérance dans la région et dans l'ensemble du pays. En revanche, d'autres soutiennent le contraire. Cette catégorie de responsables se dit convaincue que les chefs d'Ansar Eddine peuvent être une partie de la solution à l'insécurité qui caractérise la région. Pour eux, la fusion du MNLA avec leur organisation n'équivaut pas forcément à entretenir un partenariat avec le couple AQMI-MUJAO. Comme je viens de vous le dire, le but de ce travail est de réussir à mettre en place une organisation unique avec des objectifs politiques communs pour peser sur le terrain et dans des négociations. Une organisation capable de faire face autant à ces deux organisations terroristes qu'à l'armée malienne. De leur côté, certains leaders d'Ansar Eddine disent qu'il y a plusieurs moyens de faire échec à l'enracinement chez nous de groupes terroristes. Pour eux, il est possible de les faire partir de la région sans combat. Ansar Eddine assure qu'il peut apporter une grande contribution dans ce domaine. Toutefois, des responsables du MNLA ne croient toujours pas à ces discours. D'autres évoquent une querelle de leadership. Les avis sont très partagés actuellement. Les réalités du terrain et les avis des combattants (qui ont tant souffert et qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour vivre dans la dignité) nous obligent toutefois plus que jamais à créer les conditions d'une unité. C'est une nécessité. Pour la stabilité de la région et le bien-être de tous, celle-ci doit tout de même reposer sur de vrais objectifs politiques. Faire autrement, c'est jouer le jeu de ceux qui veulent faire échouer cette lutte. Je tiens à le dire : ces négociations qui ont duré plusieurs semaines ne sont pas un échec. Il s'agit juste d'une entrée en matière qui



PHOTO : D. R.

permettra de mieux continuer les discussions sur les points laissés en suspens.

Les contacts entre les deux mouvements ne sont donc pas rompus ?

Non, les discussions ne sont pas rompues, elles se poursuivent à Kidal, à Gao et dans les bases. Les combattants des deux organisations discutent entre eux. Les responsables militaires et politiques des deux organisations continuent également de se concerter. Je tiens, à ce propos, à insister sur le fait que les combattants des deux organisations s'entendent. Seuls quelques responsables politiques des deux organisations ont encore quelques divergences auxquelles nous tentons de trouver des solutions. Je pense que si nous voulons être entendus et avoir une organisation crédible, des sacrifices de part et d'autre doivent être acceptés. Il est important de parvenir à une unité. Une unité qui puisse battre en brèche les clichés négatifs accolés à cette région et tout ce qui salit l'image des citoyens de cette communauté. L'unité dont je parle doit aussi impérativement prendre en ligne de compte la souffrance des populations qui ont du mal à supporter les conséquences de ce conflit.

Il y a déjà eu plusieurs accrochages entre vos éléments et ceux d'Ansar Eddine. Ne craignez-vous pas justement que la situation dégénère en guerre civile dans l'Azawad ?

Non. Il n'y a pas eu d'incidents. Du moins, il n'y a rien qui puisse faire l'objet d'un commentaire. Il y a eu juste des dépassements entre certains éléments touaregs de Kidal et certains éléments extérieurs à cette ville depuis quelques jours. Le problème a été réglé. A Tombouctou, par contre, la situation est difficile entre les éléments d'AQMI et les combattants qui forment la base de l'ex-MNLA. Un incident s'est effectivement produit dans la matinée du 13 juin entre des combattants du Conseil transitoire de l'Azawad et le groupe AQMI qui se trouve sur place. Ce dernier tenait un check-point de la ville de Tombouctou. Lors de cet incident, des éléments d'AQMI ont trouvé la mort. Le Conseil transitoire de l'Azawad a dénombré deux blessés graves dans ses rangs. Les groupes AQMI avaient empêché quelques jeunes touaregs (venus de l'extérieur de la ville) d'accéder à la base de l'ex-MNLA qui se trouve dans cette même ville (près de l'aéroport). Actuellement, la tension est très vive. Au-delà, je tiens à certifier que le groupe d'Ansar Eddine ne se trouve pas dans la zone de Tombouctou. Il l'a quittée depuis plusieurs semaines. Il ne peut pas y avoir un affrontement entre des éléments du groupe d'Yad et ceux du Conseil transitoire de l'Azawad, parce que les combattants des deux organisations se connaissent et sont les mêmes.

Ces personnes sont issues des mêmes familles et partagent les mêmes objectifs. Elles sont seulement séparées par des hommes politiques. Il peut y avoir des défections d'un camp vers un autre mais il ne peut y avoir de recours à la force.

Le Conseil transitoire de l'Etat de l'Azawad (CTEA) a-t-il les moyens de s'imposer sur le terrain ? La question se pose, d'autant plus qu'Ansar Eddine contrôle les gros localités de l'Azawad...

La réalité est tout autre sur le terrain. Le CTEA se trouve dans toutes les villes et villages où ses combattants ont mené des offensives pour déloger l'armée malienne. Je parle de Ménaka, Anderboukane, Gao, Tessalit, une partie de la ville de Tombouctou et Tinzaouaten. La ville de Kidal est occupée par Ansar Eddine et le CTEA. On constate sur le terrain et quand la situation l'exige, des éléments d'Ansar Eddine qui s'associent à ceux du CTEA pour sécuriser certaines localités. Il est vrai que l'on peut croiser dans la ville de Gao des éléments qui brandissent l'étendard du Mujao. Ces derniers sont tous originaires de la région de Gao et sont manipulés par des barons de la drogue de la région. Ces barons profitent de la présence du Mujao pour mener leur trafic. Et les vrais responsables du Mujao sont à quelques centaines de kilomètres de la ville de Gao. Les agissements de ces personnes s'expliquent par leur crainte de perdre l'espace qu'ils avaient pendant les deux mandats d'ATT. La situation est un peu la même à Tombouctou. Les milices créées par ATT s'appuient sur l'organisation d'AQMI. Elles contrôlent les périphériques de la ville pour imposer la situation que vous connaissez et que connaissent les citoyens de cette ville. Ce sont toutes ces données qui ont justement poussé le MNLA à se transformer en CTEA. Cet organe politique et militaire sera opérationnel après la grande réunion des 15 et 16 juin 2012 (entretien réalisé le 14 juin 2012). La vraie problématique aujourd'hui est de savoir comment réduire la menace des trois organisations (les trafiquants de drogue, le Mujao et l'AQMI) qui tentent de disputer le territoire de l'Azawad aux communautés de l'Azawad. Un grand défi qui attend dans les prochains mois le CTEA et la communauté internationale.

Quels sont vos rapports avec le reste des organisations azawadiennes ?

Il y a des concertations et des rencontres avec les organisations traditionnelles de la région. Je fais allusion aux notables touaregs, arabes et sonnais. Plus de 152 sonnais (songhai) armés ont intégré l'état-major du CTEA depuis plusieurs semaines. Un sonrai est, par ailleurs, vice-président dans le nouveau Conseil transitoire mis

en place le 9 juin 2012. Les communautés sont prises en compte dans tous les échanges et rencontres (religieux, chefs des tribus, cadres, élus et chefs des villages). Une partie importante de la communauté arabe a adhéré au CTEA. Cela ne signifie pas pour autant que tous les problèmes sont résolus. Nous rencontrons encore dans la région certains leaders arabes, touaregs et sonnais qui ne sont pas complètement acquis. Les vrais chantiers viennent de commencer pour le CTEA et pour les notabilités de la région.

Une délégation du MNLA s'est récemment entretenue sur la question avec le président Compaoré, le médiateur de la Cedeao. Peut-on savoir ce qui s'est dit lors de cette réunion et ce que vous attendez du dialogue entamé avec la Cedeao ? Quelles sont les lignes rouges que vous vous fixez ?

Effectivement, une délégation s'est rendue au Burkina Faso. Elle a transmis une correspondance du secrétaire du MNLA au médiateur de la Cedeao. Comme nous l'avions déjà exprimé avant la reprise des hostilités en janvier, le mouvement a réitéré, lors de ces entretiens, sa disponibilité « au dialogue et demande à la Cedeao de s'impliquer dans la région pour une issue politique avec la participation de la communauté internationale ». Le mouvement a demandé également à ce que « le représentant de la Cedeao intervienne auprès de ses pairs pour éviter toute intervention militaire dans la région ». Il n'y a pas encore une réelle implication de la Cedeao dans la gestion de ce conflit, mais plutôt une médiation qui tente d'assurer un retour à la légalité institutionnelle à Bamako. Il y a eu une grande écoute de la part du représentant de la Cedeao. Pour le moment, il n'y a pas encore eu de propositions concrètes de sortie de crise. Je pense que nous n'en sommes pas encore là. La représentation de la Cedeao est plus préoccupée par la vacance du pouvoir à Bamako et les divergences qui sont apparues au sein de la Cedeao sur cette question malienne. Cela dit, certains pays doivent être nécessairement associés si on veut éviter des retombées négatives du conflit à l'ensemble de la région. Cela signifie la présence du représentant de la Cedeao (le Burkina Faso) mais également et surtout de l'Algérie, de la France, de la Mauritanie et du représentant spécial des Nations unies en Afrique de l'Ouest. Ce groupe de paix et de médiation pour la région du Sahel doit se concentrer pour définir une stratégie commune de paix et de sécurité dans la région sahélo-saharienne. Ils doivent faire une évaluation concrète de la situation. Dans cet exercice, ils doivent surtout tenir compte des erreurs passées et éviter des solutions bâclées. Il faut trouver une solution définitive aux revendications posées par la majorité des communautés de l'Azawad.

Que pensez-vous du souhait du président de l'Union africaine d'intervenir militairement au Mali ?

Je comprends l'inquiétude du président de l'Union africaine, la peur que cette situation se propage à l'ensemble de la région. Je pense qu'avant d'effectuer toute demande d'intervention militaire au Conseil de sécurité des Nations unies, il est impératif que toutes les pistes politiques soient explorées. Ce qui n'est pas encore le cas. Comme disent certains milieux diplomatiques, « toutes les cases ne sont pas encore remplies pour justifier une telle intervention ». Elle ne se justifie pas pour le moment. Il est prématuré pour cela. Une telle intervention risque d'ailleurs d'apporter plus de complications que de solutions. Tous les acteurs extérieurs qui souhaitent lutter contre ces groupes extrémistes venus d'ailleurs doivent d'abord participer à la stabilité politique de la région par les négociations. Pour parvenir à la paix, ils doivent composer avec les populations locales, avec le CTEA en particulier. Faire les choses dans la précipitation sans avoir exploré toutes voies pacifiques, c'est se situer à l'opposé de la sagesse. Z. C.

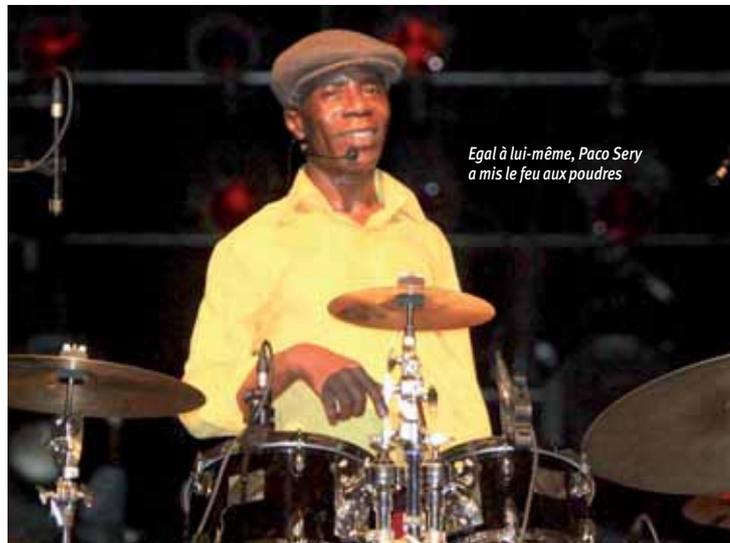
PACO SERY «ENFLAMME» LE DIMAJAZZ 2012 À CONSTATINE

Chants pour «la vraie vie»...

● Paco Sery, entouré de ses «fidèles» compagnons de route, a lancé un concert intense de 100 minutes, période durant laquelle l'ennui est allé prendre un petit repos !

Constantine
De notre envoyé spécial

Cela commence par un jeu de batterie en free style, la suite sera une tempête de rythmes, de mélodies, d'africanité et de joie. Dimanche soir, au théâtre régional de Constantine, le batteur ivoirien Paco Sery, invité de marque du dixième Festival international du jazz, Dimajazz, n'a pas déçu le public. Il y en avait pour tous les goûts : jazz, soul, salsa, funk, disco... Toutes fenêtres ouvertes donc, Paco Sery, entouré de ses «fidèles» compagnons de route, Sophia Nelson, au chant, Cédric Duchemann au saxophone, Alioune Wade à la basse, Olivier Ajavon à la guitare, Eric Gaultier au clavier et Gérard Carocci aux percussions, a lancé un concert intense de 100 minutes, période durant laquelle l'ennui est allé prendre un petit repos ! *Chabada Danse*, extrait de son dernier album, *La vraie vie* (Real life, pour la version européenne), a mis le feu aux poudres. La chanson est dédiée à Maï, la fille de Paco Sery. *«La vraie vie est l'arrivée de ma fille qui a quatre ans. Je lance un message aux mauvais parents. Il faut s'occuper des enfants»*, a lancé l'artiste ivoirien. Il a ensuite rendu hommage au trompettiste américain Miles Davis et au pianiste et clavieriste autrichien Joe Zawinul. Pendant quinze ans, Paco Sery, grand amateur du batteur panaméen Billy Cobham aussi, a joué dans l'ensemble de Joe Zawinul qui, lui-même, avait été aux côtés de Miles Davis. Comme samedi soir avec le violoniste français Didier Lockwood, le guitariste Olivier Ajavon, instrument en main, a quitté la scène pour continuer à jouer dans les couloirs et les balcons du théâtre régional, suscitant l'admiration du jeune public. Et pour marier l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest, Paco Sery a invité le jeune Mustapha Lazli de Annaba à jouer de la derbouka. Ce musicien du groupe constantinois Sinoudj s'est vite adapté à une improvisation sur scène jouant même de deux derboukas en même temps ! *«Avant de monter sur scène, je venais à peine d'arriver d'Alger. J'ai improvisé avec Paco Sery. J'ai l'habitude de jouer tous les rythmes algériens et orientaux. J'ai commencé par le chaabi, puis la musique folklorique, maintenant je fais du jazz avec Sinoudj. Je souhaite apprendre plus sur les rythmes des autres régions du monde»*, nous a expliqué Mustapha Lazli après le spectacle. S'adressant encore au public, Paco Sery a confié qu'il est revenu jouer à la maison. Paco



Egal à lui-même, Paco Sery a mis le feu aux poudres

PHOTO: B. SOUHIL

Sery n'a pas oublié son ami, le bassiste américain Jaco Pastorius, décédé en 1987. Jaco Pastorius a notamment marqué l'histoire du jazz rock par style fretless pour le jeu de la basse. *«A ceux qui sont en haut, je dis qu'en Algérie il y a beaucoup de talents. Faites quelque chose pour eux»*, a encore dit le batteur ivoirien. Demandant au public de se mettre debout, Paco Sery, soutenu par Alioune Wade, a, muni de la sanza, interprété une chanson dédiée aux «enfants du monde». Instrument africain par excellence, la sanza, qui porte plusieurs appellations dont kalimba en Ouganda, est considérée comme un piano à pouces. Le jeu se fait en alternance par les deux pouces. Il est évident que pour Paco Sery, la tradition artistique africaine fait partie de la musique du monde. Elle ne peut être confinée dans le continent dans un folklorisme que seuls les adeptes de la stagnation adorent. *«Nous sommes dans un monde de métissage. Il faut qu'on grandisse tous ensemble avec cela. Je n'ai pas envie de m'enfermer ou d'enfermer les autres. Pour quelle raison ? On travaille tous autour d'un diamant pour le faire briller.*

Cela est valable tant en politique qu'en musique (...). Dans notre musique, il y a des codes à respecter. J'aime bien l'instinctif, mais il faut qu'il soit organisé. J'adore créer en permanence», a confié Paco Sery aux journalistes après le concert. D'où vient toute cette énergie déployée sur scène ? *«Moi-même je me pose la question des fois. A partir du moment où vous jouez pour les gens, il faut donner toute l'énergie nécessaire (...). J'essaie de chanter. Cela fait plaisir à ma fille qui a changé ma vie. Ma famille m'a encouragé à chanter en me disant qu'elle ne me demandait pas d'être Michael Jackson»*, a-t-il dit. Il a avoué que la batterie évolue avec lui comme un enfant. *«Je ne joue jamais seul la batterie. Je ne vais jamais m'enfermer dans une pièce pour le faire. Cela m'ennuie. Tout se passe instinctivement chez moi»*, a-t-il dit. Il a souhaité une longue vie au Dimajazz. *«J'y suis accueilli comme chez moi. On est vraiment en famille»*, a-t-il dit. Et il a promis d'inviter un groupe algérien l'année prochaine pour Les Mois du jazz, une manifestation qu'il parait à Abidjan.

Fayçal Métaoui

ELLE SERA ÉTRENÉE OFFICIELLEMENT LE 4 JUILLET 2012 AU CASIF DE SIDI FREDJ

Une comédie musicale comme fresque historique

● 250 danseurs de hip-hop et 70 de ballet. 40 chanteurs. 40 comédiens. 100 membres de troupes folkloriques. 300 professionnels. Soit 800 participants à la comédie musicale marquant le cinquantenaire de l'Indépendance de l'Algérie (5 juillet 1962).



Une expression chorégraphique contemporaine

PHOTO: D. R.

Provisoirement intitulée «Héros», la comédie musicale, d'une heure et demie, réalisée par le chorégraphe libanais Abdelhalim Caracalla, soulignant l'Indépendance de l'Algérie, sera étreinte le 4 juillet prochain, officiellement par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, en présence d'invités de marque. Les 5, 6 et 7 juillet seront des dates de représentations pour le public. Et ce, dans un théâtre de plein air de Sidi Fred ayant, pour la circonstance, subi une grande opération de réfection et de relookage. Notamment l'extension de la scène de 100 m² à 1000 m² ainsi que l'apport d'une logistique de pointe en matière d'éclairage, scénographie, vidéo... Et ce, sous la direction d'un responsable technique italien. Sinon, les travaux sont effectués par des sociétés algériennes (entre autres TBEZ pour le ravalement en peinture). Ce spectacle est organisé et produit par l'Office national de la culture et de l'information (ONCI), sous les auspices des ministères des Moudjahidine et de la Culture. A 16 jours de l'inauguration de cet événement, l'ensemble des médias ont été conviés,

hier, à une visite guidée à la Coupole Mohamed Boudiaf du complexe olympique du 5 Juillet, où les 800 participants au «Musical» répètent. Dans une ambiance fébrile, Abdelhalim Caracalla dirige avec rigueur les répétitions. Il est intraitable ! Aussi, tantôt rappelant à l'ordre les danseurs tantôt arrêtant un tableau pour corriger ; il supervise ici une marche martiale française, là une déclamation du poète Zaitout, ou encore là-bas un chassé-croisé de break-danceurs représentant la Révolution algérienne. La comédie musicale proprement dite débute par un décor planté dans une université, et puis un flashback vers les années 1950, 1960...

Dans un point de presse, Lakhdar Bentorki, directeur de l'ONCI, déclarera : *«Ce spectacle historique est à 100% algérien. Il y a une grande pression. Il faut des conditions et des moyens... La majorité des danseurs sont de jeunes amateurs à qui nous avons donné la chance...»*. Abdelhalim Caracalla étayera : *«L'histoire algérienne et son patrimoine sont tellement riches qu'ils peuvent inspirer n'importe quel artiste ou chorégraphe étranger. Un symbole»*.

K. Smail

MUSIQUE ANDALOUSE À BLIDA

Brillante prestation

La maison de jeunes Djilali Bounâama a ouvert son espace samedi pour l'inauguration des 7^{es} Journées nationales de la musique andalouse qui offrira l'opportunité de mettre en valeur cette musique savante. Initié par la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Blida, ce rendez-vous musical annuel a drainé une foule nombreuse de mélomanes. Une ambiance bon enfant régnait déjà deux heures avant le début du concert, dans le patio du centre de loisirs. Ici et là, des grappes d'enfants et d'adolescents, dont l'âge varie entre 6 et 18 ans, papotent. D'autres effectuent à la bonne franquette la balance avec leurs professeurs. Ces bourgeons incontestés de la relève de demain ont su incarner leur rôle de musiciens avec brio. A l'affiche de cette première soirée conviviale, quatre associations musicales, en l'occurrence Riadh El Andalous de Blida, El Amraoui de Tizi Ouzou, El Fakhardjia et El Djazira d'Alger. A tour de rôle, ces performantes associations musicales, qui existent depuis quelques années déjà, ont donné un large aperçu de leur travail à travers ces jeunes, friands d'apprendre davantage sur cette musique andalouse millénaire.

Le public est conquis dès les premières notes musicales. L'association andalouse de Blida — qui compte uniquement des adolescents — étrenne la soirée avec la *nouba mezmoum* suivie de chants religieux. Les enfants de l'association El Amraoui de Tizi Ouzou ont exécuté sans fausse note *Ya nabina el aouazen* et *Salet aâla el nabi*. Quant à la classe moyenne de l'association El Fakhardjia d'Alger, cette dernière s'est surpassée par ses jeunes musiciens doués d'un jeu instrumental sans pareil et par des voix cristallines. Ces élèves ont interprété la *nouba raml maya* avec un *inqilab Ya kalbi khali hali* et *Ya djabiri*. Mais il reste, sans conteste, le drabki *Djawaad* et la pianiste Ghanim qui ont laissé subséquent un en admiration devant ce jeu musical parfait. De leur côté, les prodiges de l'association El Djazira ont chanté plusieurs morceaux, dont un *inqlab zidane*, un *derdj medjeneba Ya badir el nisyân* et *Kadiriya el zidanya*. Il est à noter que pour la clôture, prévue ce soir, les associations El Moutribya de Blida, Wafa de Bouira, Fen Oua Nachat de Mostaghanem et El Ouroud El Benafsadji de Blida se relayeront sur scène pour présenter leur répertoire.

Nacima C.



TEST DRIVE TOYOTA CAMRY HYBRIDE

RETOUR VERS LE FUTUR



PHOTO : H. LYES

Votre véhicule est en marche ? Comment se fait-il qu'on n'entend pas le moteur tourner ? « Il roule avec une batterie ? » « Vous êtes sûr ? » Ce sont, entre autres remarques des amis et des convives qui embarquent pour la première fois à bord d'un véhicule hybride. Premier véhicule hybride à avoir foulé le bitume algérien, la Toyota Camry Hybride est devenue « une habituée » dans le milieu de la presse spécialisée. Après avoir participé,

en compagnie du team *El Khabar*, à la troisième édition du rallye des médias qui a eu lieu fin mai en Tunisie, le véhicule fétiche de chez Toyota a pris part également à la 10^e édition du rallye des Colombes dont le parcours était prévu d'Alger vers Annaba en passant par la ville de Constantine. Et c'est le Quotidien *El Watan*, en sa qualité de sponsor média de cet événement qui a eu le privilège de conduire ce véhicule, parcourant plus de 1500 km.

Dévoilé au Salon de l'automobile d'Alger en 2011, la Camry Hybride avait, faut-il le rappeler, suscité beaucoup d'intérêt de la part des visiteurs. Les responsables de Toyota Algérie ont souligné que la présence de ces véhicules n'entre pas dans le cadre d'une opération commerciale, mais plutôt dans une démarche de sensibilisation et de préparation technique de la filiale.

Suite page IV

COUP DE GUEULE, COUP DE CŒUR

*Ne pas confondre
vitesse et précipitation
ou précipitation
et vitesse confusion !*

Par Mohammed Lazouni

On nous apprend que « le moucharh » ou le « chrono-tachygraphe » sera mis en application dès la fin juin. Eh oui, parce que c'est urgent. On pourrait même dire que c'est très urgent !

En effet, l'arrêté du... 14 janvier 1972 rend obligatoire l'emploi d'un tachygraphe à bord de certains véhicules automobiles, (eh oui, temporiser pendant 40 années pour ensuite créer la pression aux propriétaires des véhicules concernés en 40 jours, il faut le faire car, il fallait y penser). Depuis le temps que nous avions soulevé ce problème qui ne devrait même pas exister. Il aurait fallu tout simplement inviter les concessionnaires importateurs de poids lourds (marchandises et voyageurs) de n'importer que les véhicules qui en sont munis. Charger les services des mines de procéder à la vérification de la conformité à la réception. Nous aurions gagné quelque 40 années et évité quelques dramatiques accidents et morts d'hommes. Un point c'est tout. Ce système est généralisé de par le monde, avant l'invention du fil à couper le beurre. Peut-être fallait-il attendre la découverte d'une technologie plus récente ! Avoir attendu plus de quarante années, puis ensuite créer la pression sur les transporteurs concernés, cela va engendrer peut-être de la spéculation, alors que cela ne devrait même pas se faire. D'office, les véhicules concernés auraient dû être équipés de ce matériel à l'importation. Alors, pourquoi ? La réponse est certainement chez les décideurs. Sur le plan sécurité routière, nous ne pouvons qu'applaudir et plutôt deux fois qu'une, seulement voilà près de 40 ans que ce problème avait été soulevé, mais... Par ailleurs, on nous dit que ce matériel va enregistrer le temps de travail, comme si la réglementation des temps de conduite existe. Lorsque certains employeurs paient leurs chauffeurs au kilomètre, profitant du désir du gain de l'être humain, le chrono tachygraphe devrait faire également l'objet d'une petite formation auprès des services de sécurité concernés, car sa lecture ou son déchiffrement nécessite un minimum de connaissances. En outre, inviter les services concernés à ne pas retirer le disque à tout bout de champ, car une fois le disque retiré, il portera une entaille, cela pour empêcher les conducteurs de tricher ou de le retirer pour le falsifier, ce qui n'est pas possible d'ailleurs. Pour la petite histoire, du temps de l'héroïque SNTV avec ses autocars oranges, ces chronos tachygraphes étaient montés sur les véhicules, mais lors de chaque contrôle, soit l'appareil ne fonctionnait plus (détérioré par les chauffeurs eux-mêmes), soit il n'y avait pas de disque imprimable. Comment peut-on acquérir des autocars mais pas le papier sensible pour ce faire ? Pour mémoire, déjà, en 1974, suite à un dramatique accident survenu le 6 mai de cette année-là, (16 morts 31 blessés dont 15 dans un état grave), la commission interministérielle de l'époque recommandait la généralisation de l'emploi du tachygraphe (enregistreur de vitesse) et du ralentisseur (3^e frein). C'est peu dire ! Peut-on appliquer le dicton qui dit : « Tout vient à point à celui qui sait attendre » ? On en doute.

A ce jour, il y a mieux que ce moucharh, mais cela nous en parlerons une autre fois.

M. L.

Prévention routière
ALDAutomotivance
«Safety Drive» III

SOVAC
La Skoda Superb
sur le marché II

IVECO
Le crédit à 0%
lancé II

PATRICK COUTELIER
Directeur général
de Saïda citroën

Passer le cap des 10 000
unités en 2012 III

GMS

Inauguration d'un
showroom à Dély Ibrahim II

SOVAC INTRODUIT LA SKODA SUPERB EN FINITION «ÉLÉGANCE»

LE HAUT DE GAMME VERSION TCHÈQUE

Sovac, importateur officiel des marques Volkswagen, Volkswagen utilitaires, Audi, Seat, Porsche et Škoda, vient d'introduire sur notre marché la berline de luxe de la marque tchèque dans une nouvelle finition et avec un niveau d'équipements supérieur. Originellement introduite en 1934, la Superb fut alors le navire amiral coiffant la gamme du constructeur centenaire. Aujourd'hui, près de 80 ans plus tard, la Superb est à nouveau le symbole du savoir-faire technologique de Škoda. Élégant et pratique, le design de la Superb, selon un communiqué parvenu à notre rédaction, a été conçu en prenant en compte l'harmonie générale du véhicule, ainsi qu'une fonctionnalité et une ergonomie perfectionnées au fil des années. Les blocs optiques avant, au dessin attractif, abritent des projecteurs directionnels au bi-xénon, assurant un éclairage optimal de la route dans toutes les conditions. L'élégante calandre à lames cerclée de chrome, désormais une caractéristique reconnue des véhicules Škoda, achève d'apporter un aspect distingué à la face avant. L'arrière n'est pas en reste, avec la désormais traditionnelle signature lumineuse en forme de «C» lorsque les lumières sont allumées. Les exclusives jantes en alliage léger «Laurel» de 17 pouces au dessin raffiné, sont une nouveauté de la version Elegance. Le conducteur accède au véhicule grâce à une autre nouveauté de cette version, le système d'ouverture et de



PHOTO : D. R.

démarrage sans clé «Kessy». Par un simple effleurement de la poignée, le véhicule se déverrouille automatiquement si la clé est détectée à proximité, dans un rayon d'un mètre et demi. Le contact est ensuite mis sur simple pression du bouton Start/Stop, disposé sur la colonne de direction, sans que le conducteur n'ait à insérer la clé mécaniquement. A l'intérieur, les occupants sont accueillis par un mélange de raffinement et de technologie. Le décor «Noblesse» marie élégamment le bois à des éléments noirs piano laqués et des composants chromés. Le volant, quatre branches multifonctions gainé de cuir, offre un contrôle ergonomique et sûr

des systèmes audio et téléphonique. La radio Bolero à écran tactile couleur offre une multitude de fonctions, telles qu'un chargeur 6 CD/MP3/WMA et un lecteur de carte mémoire. Les contrôles du système d'air conditionné Climatronic bi-zones, le répertoire des contacts téléphoniques, ainsi que les informations issues des radars de stationnement avant et arrière s'affichent également sur ce large écran central. Le toit ouvrant électrique apporte une autre dimension à l'habitacle et apporte un agrément supplémentaire quel que soit le trajet. Les passagers arrière bénéficient eux aussi d'un confort inédit sur le segment. L'espace aux jambes, de loin le plus important de la catégorie,

contentera tous les occupants les plus exigeants et de tous gabarits. Des vitres surteintées ainsi que des rideaux mécaniques, autre nouveauté de la version Elegance, amélioreront considérablement leur confort par temps clair. Sans supplément de prix sur la Superb Elegance, on pourra au choix opter pour des sièges en cuir de vachette intégral ou en cuir et en Alcantara®, et ce, dans deux coloris : noir onyx et beige ivoire, portant ainsi le nombre de combinaisons d'intérieurs possibles à quatre. Pour plus de confort, la nouvelle version Elegance inclut également des sièges électriques à l'avant, avec trois niveaux de mémoire pour le conducteur. Non contente d'offrir le coffre le plus spacieux du segment du haut de ses 595 litres, la Škoda Superb propose de plus deux façons originales d'y accéder : le système d'ouverture variable «Twin Door», une innovation brevetée par Škoda, permet d'une simple pression sur le bouton «Soft touch» d'alterner entre l'élégance classique d'une berline 4 portes à coffre, et la praticité d'une 5 portes avec hayon. Comme toujours chez Škoda, le niveau de sécurité a fait l'objet d'un soin tout particulier. La Superb Elegance est équipée de série d'airbags frontaux, latéraux et rideaux, pour une protection optimale des occupants en cas d'impact. Ceci, couplé à l'ABS et au contrôle de stabilité électronique, a contribué au score maximal de cinq étoiles obtenu par la Superb au test de sécurité Euro-N-Cap.

Rédaction Automobile

IVECO Un crédit à 0%

Comme annoncé sur ces mêmes colonnes, la nouvelle stratégie du groupe Ival, représentant exclusif du géant italien des poids lourds Iveco, vient d'être dévoilé au grand jour. En effet, Ival vient d'innover en introduisant le crédit à un taux d'intérêt de 0%. Une technique commerciale adoptée jusque-là par les seuls importateurs de marques chinoises. Ainsi donc, Ival vient de proposer à sa clientèle l'ensemble de sa gamme européenne avec cette formule de crédit. Ival reste le seul importateur de marque européenne à risquer un tel pari sur un marché en nette évolution, d'autant plus que les grands chantiers devraient être lancés cette année, ce qui nécessite des moyens de transport conséquents. «Le client pourra verser 60% du prix du camion. Le reste sera échelonné sur une période 12 mois», nous dira Mohamed Baïr, le PDG du groupe Ival. Cette offre permettra, à coup sûr, de booster les ventes du groupe Ival, mais incitera les autres importateurs des marques européennes à faire de même pour éviter une chute des ventes. «Je vous ai dit qu'il y aura une surprise. J'ai tenu ma promesse. Iveco va faire mal cette année, et je vous annonce qu'il y aura d'autres offres pour une autre marque du même groupe», ajoutera ce responsable. En effet, la marque japonaise Mazda n'est pas en reste, dès lors que des offres de crédit avec un taux d'intérêt de 0% seront proposées au mois de Ramadhan. Elle concernera le pick-up BT 50 en version 4x2 et 4x4 en simple et double cabine. «Nous sommes en train de finaliser avec nos partenaires au Japon sur plusieurs aspects, et je pense que nous serons au rendez-vous pour le mois de Ramadhan», précisera notre vis-à-vis. Cette seconde offre pourra «chambouler» le classement dans le segment des pick-up dominé jusque-là par le Toyota Hilux. N. K.

GERMAN MOTOR SERVICE

Ouverture d'un nouveau showroom

German Motor Service (GMS), importateur du groupe Mercedes en Algérie, vient d'ouvrir un nouveau showroom à Dély Ibrahim (Alger) pour les marques américaines, à savoir Dodge, Jeep et Chrysler. L'événement s'est déroulé dimanche soir, en présence de la presse généraliste et spécialisée, mais aussi d'une nouvelle venue en la personne de Kahina Moubri, la nouvelle directrice marketing du groupe GMS. Dans son intervention, la conférencière rappellera les qualités des produits made in USA, leur design novateur et révolutionnaire. «Nos véhicules sont puissants, élégants et confortables», dira-t-elle. La nouvelle directrice annoncera l'ouverture, fin

2013, d'un méga showroom de 20 000 m² dans la localité de Réghaïa (Alger) qui englobera l'ensemble des marques du groupe GMS. Quant au service après-vente (SAV), celui-ci sera situé au niveau de Chéraga pour les marques américaines, fera-t-elle remarquer. «Cela permettra à nos clients de mieux se familiariser avec nos produits.» Interrogée sur la représentation des marques américaines par GMS avec le changement de représentation en Algérie pour le groupe Fiat, la directrice des marques américaines dira que l'ouverture d'un nouveau showroom par GMS est un signal que ce dernier est le représentant des marques Dodge, Chrysler, Jeep en Algérie. Elle annoncera dans la foulée

que d'autres modèles viendront enrichir la gamme existant actuellement en Algérie. «Les études sont en cours pour l'introduction de plusieurs autres modèles, mais nous sommes liés par des motorisations adaptées pour le marché algérien», fera-t-elle remarquer. Il est toutefois utile de préciser que le nouveau showroom des marques américaines en Algérie est d'une superficie de 200 m² d'exposition. Le client pourra découvrir les Kompass, Patriot, Grand Cherokee et autres Dodge Ram au sein de ce showroom. Comme il pourra trouver une équipe formée et dédiée aux techniques commerciales les plus modernes. Donc, l'Américain dream n'est plus un rêve, mais une réalité. N. K.

Quelle Suzuki êtes vous ?!



ALTO
720.000 DA



ALTO K10
815.000 DA



CELERIO
950.000 DA

- + Climatisation
- + Consommation 4L au 100 Km

- + Motorisation 1,0L à 68 CV
- + Consommation 4,4 L au 100Km
- + Direction assistée

- + Climatisation
- + Double Airbag
- + Direction Assistée

- + Verrouillage centralisé
- + Lève vitre électrique

Taxe véhicules neufs incluse.

Elsecom Automobiles - Distributeur Officiel Suzuki
Tél. : 021 51 01 50 - 0770 53 30 18 / 19 - 0770 53 36 38 / 39
0770 26 36 85 - 0770 53 29 97
Site web : www.elsecom-auto.com

Rejoignez-nous sur Facebook
www.facebook.com/suzuki.algerie



Way of Life!

PATRICK COUTELIER, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE SAÏDA CITROËN

PASSER LE CAP DES 10 000 UNITÉS EN 2012

L'année 2012 a bien démarré pour le représentant de Citroën en Algérie. Et pour cause, à la fin du mois de mai 2012, la marque aux deux chevrons a réalisé une croissance de près de 50% par rapport à la même période en 2011. Le pari de Patrick Coutelier, directeur général de la Eurl Saïda est plus que tenu. Et c'est à la faveur d'un déjeuner-pressé, organisé la semaine dernière, que cette «bonne nouvelle» a été annoncée à la presse spécialisée. La gamme de véhicules particuliers (VP) a réalisé une progression de l'ordre de 43%. Ainsi donc, la gamme C3 affiche une progression de 70%, alors que sa grande sœur, la gamme C4, continue son ascension avec une augmentation des ventes de 320% et qui se place désormais dans les premières places du segment M1. Le Berlingo VP, quant à lui, a réussi une progression de l'ordre de 25%. Dans le chapitre des véhicules utilitaires, la gamme Citroën a réussi une progression de 68%. Dans le détail, les ventes du Jumper ont progressé de 177%, alors que la gamme Berlingo a dépassé le cap des 25% de progression. «Notre objectif de vente, en cette année 2012, est celui de passer le cap des 10 000 unités, et nous sommes à ce jour en phase avec cet objectif», dira Patrick Coutelier, fier d'annoncer ces résultats.

UN RÉSEAU EN NETTE ÉVOLUTION

Le réseau de la marque Citroën continue de s'étendre, et ce, avec 4 nouveaux points de vente ouverts depuis le début de cette année. Il s'agit des agents agréés Sid Cars, El Khroub, Aïn Beïda et Oued Souf. Au total, ce sont pas moins de 31 points de représentation que compte Citroën à travers le pays. «Dans la deuxième moitié de cette année, 6 nouveaux points de vente



PHOTO: H. UFFS

supplémentaires sont également programmés à Chéraga, Oran, Batna, Béjaïa et Constantine», dira le DG de Saïda. Et d'ajouter : «Notre objectif est d'arriver rapidement à plus de 40 points de représentation, afin d'offrir un service de qualité et une représentativité optimale.» Dans le chapitre réservé à la ligne DS, l'année 2012 est placée sous le signe d'une mise en avant très forte avec la commercialisation complète

de cette ligne. La ligne DS connaît un grand succès dans le monde, avec déjà plus de 200 000 véhicules vendus. «Nos ventes en Algérie, sur 2012, sont en phase avec nos objectifs avec déjà plus de 100 véhicules de la ligne DS vendus», soutient Patrick Coutelier.

Cette progression d'une gamme inédite chez Citroën devrait se poursuivre grâce à la gamme DS3 et son moteur THP 155CV, qui apporte une

offre musclée et puissante à ce véhicule, au bon positionnement de la gamme DS4 et à l'offre complète en motorisation (Hdi 110, THP 155, HDI 160), à la gamme DS5, et enfin à l'arrivée prochaine de la motorisation HDI 160 Bva qui vient s'ajouter au THP 160 Bva.

Dans le chapitre des lancements, Saïda annonce la venue d'une nouvelle berline qui viendra s'ajouter dans un segment où Citroën n'est pas présente. Citroën aura donc «une offre compétitive avec un véhicule aux lignes très dynamiques, qui va clairement se positionner comme une réelle alternative sur le marché». Même si aucune information n'a circulé, il est fort à parier que cette berline sera la concurrente directe de la Symbol de Renault (meilleure vente de l'année en 2011) et d'autres berlines d'entrée de gamme très prisées par la clientèle algérienne. Enfin, au chapitre réservé aux nouveaux produits, la gamme C4 va s'enrichir, dans les prochaines semaines, d'une série limitée Collection Hdi 150 cv, qui viendra enrichir l'offre C4, qui sera dotée de tous les équipements de la série limitée Phoenix Plus, avec en plus de sa motorisation puissante, le cuir intégral, des jantes 18 pouces, des phares xénon et le système de navigation avec écran couleur multimédia. En clair, un véhicule idéal pour contrer la suprématie de la WV Golf et de la Peugeot 308. Le nouveau Berlingo Multispace sera lui aussi lancé dans quelques semaines. Cette nouvelle version se montre, dès le premier coup d'œil, plus moderne, plus expressive avec des évolutions stylistiques en parfaite cohérence avec la nouvelle image de marque. D'autre part, le C4 Aircross, dont l'arrivée est prévue au dernier trimestre, permettra d'étendre l'offre sur le marché du segment des SUV.

Nadir Kerri

SENSIBILISATION ET PRÉVENTION ROUTIÈRES

ALD Automotive lance «Safety Drive»

Sous le slogan de «Safety Drive», cette campagne d'informations est enrichie par un programme de formation personnalisé pour chaque entreprise en fonction de la nature des activités de ses conducteurs», a déclaré Frédéric Banco, directeur général de ALD Automotive Algérie. Le programme «Safety Drive», pratiqué dans d'autres filiales ALD Automotive, a permis de réduire considérablement le taux de sinistralité des populations formées, selon le conférencier. Pour notre interlocuteur, l'objectif de ces formations interactives, incluses dans la série de services proposés par la filiale de Société Générale, est de «déclencher une prise de conscience chez les conducteurs pour qu'ils adoptent au quotidien une conduite basée sur l'anticipation des risques liés à la route et ainsi diminuer le nombre effarant d'accidents routiers enregistrés à longueur d'année», a affirmé le patron de la société de location. La formation en question s'adresse directement aux conducteurs pour les sensibiliser. «Le chauffeur au volant présente un risque et peut à tout moment provoquer un accident mortel», expliquera le conférencier, visiblement optimiste quant aux résultats qu'enregistrera la future formation. En sus des formations gratuites et stages de conduite qui seront dispensés

en partenariat avec le spécialiste de la prévention, Gras Savoye Algérie et Trust Algérie Assurance, différents supports seront distribués pour chaque livraison d'un véhicule ALD, supports rappelant les plus importantes consignes de sécurité, telles que la vérification du véhicule avant chaque départ, le respect de son entretien périodique, le respect de la distance de sécurité et du code de la route. Selon le directeur général d'ALD, les formations se tiendront dans les locaux du client, par des formateurs désignés par ALD et principalement son partenaire Gras Savoye. Des cours d'une demi-journée porteront sur un rappel des principales consignes à suivre pendant la prise en main de la voiture, mais aussi lors des manœuvres de stationnement. Il est question, en second lieu, de l'utilisation d'un simulateur qui viendra appuyer la qualité des formations. Du côté de la Trust Algeria Assurance, son rôle est le suivi à terme des résultats des formations avec le retour d'information par rapport au comportement des chauffeurs, qui ont bénéficié du service et aux taux de sinistres enregistrés. Pour son directeur général, Ahmed Choudar, le partenariat avec ALD Automotive est très bénéfique pour les deux entités : «Nous nous engageons à soutenir ALD Automotive dans

cette initiative, il faut faire en sorte que la conduite soit plus sereine, plus calme. Nous travaillons en continu sur les raisons et les causes des accidents qui sont généralement liés aux comportements du conducteur, mais aussi sur la protection du piéton qui est une personne vulnérable, et nous sommes en train de réactiver le fichier national du conducteur, qui nous permettra un suivi en accédant à plus de détails, cela dans le but de diminuer le taux des accidents de la route en Algérie», a-t-il déclaré.

Le patron d'ALD Automotive a rappelé le nombre impressionnant d'accidents de la circulation enregistrés sur les routes algériennes durant l'année 2010 et qui ont provoqué la mort de milliers de personnes. Il a indiqué que 50% des accidents sont dus à une mauvaise analyse de la situation, 35% du fait de ne pas voir et ne pas détecter le danger, et 15% dus à une absence d'action ou une action non adaptée à l'urgence qui s'est présentée.

ALD Automotive est implanté depuis mars 2007 en Algérie. Elle gère pas moins de 2200 véhicules neufs moyennant le paiement d'un loyer. Son objectif est d'apporter une véritable valeur ajoutée dans le service rendu à sa clientèle, en lui permettant de gérer au mieux son budget automobile et de se consacrer à son métier.

Nadir Kerri

RALLYE DES MÉDIAS 2012

Fiat et Dzeriet à la deuxième place

Embarqué à bord de la Fiat Punto 2012, sponsorisé par Sodi Automotive, l'équipage de Dzeriet, avec pour pilote M^{me} Souad Belkacem et pour copilote Mustapha Zemri, a su montrer ses preuves en remportant la deuxième place, lors du troisième Rallye des médias 2012, qui s'est déroulé du 26 au 31 mai dernier. «Féroce», telle a été la description de Nabil Meguiref, organisateur du Rallye des médias et directeur de publication de *DZ Auto*, à propos de la description de la concurrence.

C'est le moins que l'on puisse dire, vu la rude compétition dont a fait face notre équipage durant les trois étapes effectuées sur le territoire tunisien, à savoir dans l'ordre : Tabarka-Hammamat, Hammamat-Sousse, Sousse-Monastir-Kerouan. Nabil Meguiref nous rappellera aussi que le rallye a été encadré par des experts en sports mécaniques, notamment Kheireddine Serrir, l'illustre pilote, instructeur et directeur de course. La mission principale de Fiat est de construire des voitures au style attrayant et des moteurs dynamiques. Des véhicules qui sont accessibles et en même temps qui améliorent la qualité de la vie quotidienne.

C'est dans cet esprit que s'inscrit l'évolution de la Punto aujourd'hui appelée Punto 2012. Elle se différencie des précédentes séries par des modifications esthétiques à l'avant et à l'arrière, qui lui confèrent un style plus fun et dynamique. 8 millions d'exemplaires, 3 générations et près de 20 ans de carrière. La Punto est une voiture que l'on peut qualifier de «bankable». Née en 2005 sous le nom de Grande Punto, la génération actuelle fait mouche dans le cœur des citoyens. C'est d'autant plus facile quand on a une gueule d'amour et des faux airs de Maserati.

QU'EST-CE QU'UN RALLYE DE RÉGULARITÉ ?

En gros, un rallye de régularité (en anglais TSD rally, pour Time, Speed and Distance) est un rallye automobile où l'objectif est de s'approcher le plus possible d'un temps idéal pour effectuer un trajet défini. Le copilote doit alors calculer le temps perdu et, par la suite, indiquer au pilote la vitesse à laquelle il doit rouler et pendant combien de secondes afin de retrouver la moyenne de roulage indiquée sur un cahier délimitant les trajets et les kilométrages appelé «road-book».

TOYOTA CAMRY HYBRIDE

RETOUR VERS LE FUTUR

En s'installant à bord, on est aussitôt submergé par un sentiment où se mêlent à la fois curiosité et privilège de conduire le premier véhicule électrique qui foule en exclusivité le sol algérien. Un événement majeur dans les annales du marché national de l'automobile. Il va sans dire qu'une appréhension subsiste quant à la «complexité» de conduire un tel véhicule, mais qui se dissipe rapidement après un bref tour des lieux.

DE L'ÉNERGIE ET DE LA TECHNOLOGIE

Une planche de bord similaire au modèle de série mais avec quelques signes distinctifs tels que des cadrans adaptés à la nature de la motorisation avec un indicateur de consommation qui prend la place du compte-tours et sur le compteur de vitesses apparaît une zone bleue témoin de la mise sous tension électrique du véhicule.

Sur l'ordinateur de bord, on peut suivre en instantané à travers une animation le transfert de la propulsion du moteur électrique au moteur thermique ou les deux en même temps en vitesse de croisière ou en cas de sollicitation de relance.

Première réaction, l'ouverture du capot et la découverte du cœur de la voiture. Un moteur thermique essence VVT-i de 2.4 l de cylindrée, installé en transversale et offrant une vue des différents éléments greffés sur ses flancs. Installé dans un coin de cet espace, le système hybride synergétique (HSD) développé exclusivement par Toyota. Ce système permet d'harmoniser les deux sources de puissance



PHOTO : H. LYES.

et d'offrir au véhicule l'énergie requis par le conducteur. Les batteries sont logées dans le coffre à bagages, ce qui a réduit un tant soit peu son volume de chargement. Le moteur thermi-

que développe une puissance de 140 ch et le bloc électrique est capable de dégager un surplus de puissance de l'ordre de 130 Ch, soit un cumul de 270 ch disponible dès les bas régimes et qui propose ainsi une capacité de reprise et de couple remarquable. Nous avons d'ailleurs poussé le véhicule dans ses limites aussi bien en Tunisie lors du rallye des médias que lors d'un second rallye, celui des Colombes. Il va sans dire que l'on a été berné tout au long de nos journées d'essais par la montée en puissance du véhicule.

Le passage d'un mode à l'autre se fait automatiquement selon les besoins énergétiques de la voiture. En ville ou lors du démarrage de la voiture et quand le moteur électrique est en pleine activité, on est alors subjugué par le silence ambiant. Routière racée, bien accrochée à la route, la Toyota Camry aborde les virages avec une aisance déconcertante. Les passagers bénéficient d'un niveau de confort et d'une



dotation d'équipements en série appréciable. Notre modèle d'essai dispose d'un écran tactile multifonctions sur la console centrale qui affiche des données techniques de consommation et de roulage, le GPS, les commandes audio, avec un éclairage qui rehausse le bien-être à bord en conduite de nuit.

Nadir Kerri

COTES DE CONSOMMATION

5,7 ville/5,7 route L/100 km
4 cyl de 2,4 litres avec système hybride synergétique (HSD)

CARACTÉRISTIQUES SÉLECTIONNÉES

- Puissance nette 3 du système hybride de 187 ch.
- Moteur 4 cylindres de 2,4 litres, VVT-i, système hybride synergétique.
- Batterie HV scellée à hydrure métallique nickel.

- Transmission à variation constante (ECVT) à commande électronique, système de gestion intégrée de la dynamique du véhicule (VDIM).
- Système de contrôle automatique de la température à deux zones avec ioniseur PlasmaclusterMCTT.
- Démarrage à bouton-poussoir et système Smart Key.
- Siège du conducteur à 8 réglages assistés et banquette arrière divisée 60/40.
- Compatibilité BluetoothHMD4.
- Système de navigation à DVD5 avec écran d'affichage à cristaux liquides de 7 po en option.

ENGINE OF THE YEAR 2012

FORD HAUT LA MAIN

Ford vient d'être primé pour son petit moteur à trois cylindres Turbo, le 1.01 EcoBoost qui vient de décrocher le titre du meilleur nouveau moteur dans la compétition «International Engine of the Year» de cette année, notamment pour ses performances et sa sobriété. C'est le plus important titre que décroche le nouveau moteur de Ford lors de l'édition 2012 du trophée «International Engine of the Year». Le jury a massivement voté pour ce petit moteur qui équipe la Ford Focus et qui a décroché plusieurs records lors des dernières semaines.

VOITURES ÉLECTRIQUES: AVANCÉE TECHNIQUE DANS LES BATTERIES AUX USA

Une jeune société américaine, A123 Systems, a annoncé mardi une «avancée majeure» dans la technologie des batteries au lithium-ion destinées notamment aux voitures électriques, avec un dispositif résistant mieux aux températures extrêmes. La nouvelle technologie «Nanophosphate EXT est conçue pour réduire de façon importante voire éliminer la nécessité de systèmes de refroidissement ou de chauffage, ce qui devrait présenter d'importants débouchés dans les secteurs de l'automobile et des télécommunications, entre autres», a fait valoir A123 Systems dans un communiqué.



PHOTO : D. R.

Ce nouveau type de batteries devrait entrer en production début 2013. A123 Systems a souligné que son invention devrait réduire les coûts et le poids des véhicules électriques, tout en améliorant leur fiabilité.

Elle a souligné que, selon le cabinet Roland Berger, le marché mondial des batteries au

lithium-ion pour les voitures devrait dépasser 9 milliards de dollars en 2015.

Pour les télécommunications, qui représentent un marché potentiel de 1,2 milliard de dollars en 2016, ce nouveau type de batteries pourrait être utilisé dans des tours de relais de signal téléphonique.

COMMUNIQUÉ DE SIPAC

La société à responsabilité limitée Sipac, distributeur exclusif des marques automobiles Geely-Emgrand, dont le siège social est situé : zone industrielle de Oued Smar n° 140 Alger, informe son aimable clientèle qu'elle décline toute responsabilité concernant toutes les opérations commerciales de vente en cours ou déjà réalisées de véhicules et effectuées de façon non conforme aux procédures d'usage par l'Ets FILLALI CHAHID :

- Arrêt de collaboration
 - Versements pour acquisition de véhicules neufs effectués au niveau de l'Ets FILLALI CHAHID et non reçus par la Sarl Sipac
- Ce dernier a été suspendu de toute activité commerciale avec la Sarl Sipac jusqu'à nouvel ordre. A cet effet, la direction de Sipac décline toute responsabilité quant aux actes et engagements pris en son nom et pour son compte par l'Ets FILLALI, dont le siège social se situe à Sidi Mabrouk, dans la wilaya de Constantine.

GOUVERNANCE PUBLIQUE

De la mauvaise gestion à la tragédie managériale

Par Mohammed Salah Chabou

Docteur en sciences de gestion
Membre de l'Association internationale de
recherche en management public
Consultant en sciences de gestion.

Selon J. M. Toulouse, «La bonne gouvernance nécessite des acteurs responsables de leurs choix, de leurs décisions, de l'usage des ressources et des résultats (...). Elle est aussi indissociable de la reddition des comptes qui doit être dans son contenu et sa forme complète et transparente». Malheureusement, en l'absence de reddition de comptes, la gestion publique en Algérie est pour le moins désastreuse. Ainsi, la presse nationale (*El Khabar* du 5 avril 2012), nous apprend que, selon le Premier ministre, la réévaluation des projets inscrits dans le programme présidentiel 2005-2009 est de l'ordre de 40 milliards de dollars. Il nous apprend également que, selon le ministre des Ressources hydrauliques, la réévaluation des projets de son secteur varie entre 51% et 60% du montant initial. Si ces chiffres sont exacts, on est en droit de se poser des questions non seulement sur les compétences managériales des gouvernements, mais aussi sur l'utilisation pour le moins approximative des finances publiques. Dans le même ordre d'idées, l'accord à l'amiable entre Sonatrach, d'une part, et Anadarko et Maersk, d'autre part, soulève, de par l'importance des pertes (4,4 milliards de dollars pour Anadarko et 920 millions de dollars pour Maersk) plusieurs interrogations. En effet, selon M. Prieure, ex-conseiller de Sonatrach, l'erreur réside «dans l'application avec effet rétroactif de la nouvelle réglementation aux contrats». De son côté, M. Attar, ancien P-DG de Sonatrach, estime que le choix du cabinet de conseil juridique et la stratégie de défense de Sonatrach sont à l'origine de ce fiasco. Ces explications sont insuffisantes pour clarifier les zones d'ombre de cette affaire. Tout porte à croire que ces décisions ont été prises sans consultation par l'ancien ministre de l'Énergie, dans la mesure où il est difficile d'admettre que les managers de Sonatrach ignorent le principe de non-rétroactivité ou ne connaissent pas les bons cabinets de conseil. Par ailleurs, on est en droit de se poser des questions sur les raisons et les motivations qui ont amené ce ministre à céder les actifs détenus par Sonatrach dans le capital d'Anadarko et la vente de l'entreprise d'exploitation des mines d'or à un groupe australien. Ces questions se posent avec insistance lorsqu'on sait que, d'une part, ces cessions ont été faites respectivement en 2003 et 2002, c'est-à-dire à un moment où l'Algérie avait déjà une situation financière confortable et, d'autre part, selon M. Attar, Sonatrach «a beaucoup perdu» en cédant sa part à Anadarko et que l'Algérie vient de racheter l'entreprise d'exploitation des mines d'or. Mais l'hémorragie financière et la souffrance de notre pays ne s'arrêtent pas là, puisque l'Algérie aurait payé, en 2011, au titre du transport maritime des marchandises importées, la somme de 12 milliards de dollars. En d'autres termes, on a payé un montant équivalent à celui de toutes nos importations en 2000 ou le même montant que celui du financement global accordé par le Club de Paris dans le cadre du rééchelonnement, qui restera une blessure grave dans la mémoire de tout Algérien qui a un minimum de dignité, au-delà de ses retombées désastreuses sur le plan économique, social, industriel, financier et politique. Notons aussi, que notre pays a payé environ 100 millions d'euros en plus en 2011 au titre des surestaries en raison du retard dans le dédouanement des conteneurs. Mais au-delà de ces chiffres, c'est la sécurité du pays qui se trouve à la merci des armateurs, qui peuvent à tout moment organiser un embargo et ainsi le mettre à genoux, dans la mesure où l'Algérie, à cause de l'absence de vision, est en situation de dépendance presque totale vis-à-vis de l'étranger pour toutes sortes de produits et notamment en matière de produits alimentaires et de médicaments. Soulignons

au passage, que ni l'évolution démographique, ni l'inflation, ni la parité euro/dollar ne peuvent expliquer l'augmentation d'environ 400% de la facture globale de nos importations, entre 2000 et 2011, (46 milliards de dollars). A titre de comparaison, notons que nos importations sont passées entre 1990 et 2000 de 9,53 à 12 milliards de dollars, soit une augmentation de 79,5%. Il est donc clair que l'activité de l'importation devient, par le biais de la surfacturation, un moyen commode pour le transfert de la devise à l'étranger. Dans le même ordre d'idées, peut-on valablement parler de souveraineté lorsqu'on importe en moyenne les deux tiers de nos médicaments et les trois quarts de notre alimentation et lorsqu'on n'assure par nos moyens que le transport maritime de 2% de nos importations ? En plus de cette hémorragie financière permise par l'accès facile à la devise, notons que l'importation de l'alimentation et des médicaments constitue un danger pour la santé publique puisque, selon le directeur général des Douanes, 60% des produits importés proviennent de la contrefaçon. Par ailleurs, rien que pour 2011, on a importé des produits cosmétiques pour un montant de 1486 milliards de centimes dont une bonne partie provient, selon les Douanes, de la contrefaçon. Relevons également l'existence de 23 000 tonnes de médicaments périmés dont le montant global est évalué à 700 milliards de centimes. Néanmoins, il y a une lueur d'espoir puisque nos gouvernements viennent enfin de découvrir que l'accord dit d'association avec l'Union européenne a fait perdre à notre pays, suite au démantèlement tarifaire, 3 milliards de dollars entre 2005 et 2011. Nos gouvernements découvrent également ce que tout étudiant en 2^e année de licence de gestion, bien entendu formé en Europe ou aux USA, peut deviner avant de prendre sa décision, à savoir que «de nombreuses entreprises locales n'arrivent pas à soutenir la concurrence sur le marché local des produits européens importés sans taxes et sont menacées de disparition» et que cet accord décourage les investisseurs étrangers hors Union européenne. Néanmoins, malgré l'importance et la gravité de tous ces faits, la tragédie managériale atteint son paroxysme avec la destruction presque totale de la base industrielle du pays. En effet, l'analyse des données du dernier recensement économique de l'ONS fait ressortir que l'activité industrielle, après la mise à mort du secteur public industriel, suite aux conseils de certains économistes parias et autres «experts» déracinés et sans attaches, est réduite à des petites entreprises de transformation de matières premières importées. Comme l'a noté A. Benachenhou, «la désintégration du tissu public n'a pas été remplacée par le secteur privé ni par les investissements étrangers directs en valeur ajoutée». Concernant ce secteur hautement stratégique pour toute tentative de développement, il est triste de relever, au moment où l'on s'appête à fêter le cinquantenaire de l'indépendance, que la situation actuelle de notre industrie est identique à celle décrite en 1958 par le rapport général du plan de Constantine. En effet, ce rapport précise que «l'industrie algérienne se compose d'îlots industriels techniquement ou géographiquement isolés les uns des autres ; les effets de multiplication ou d'accélération que l'on prête au développement industriel sont, en l'état actuel, quasi nuls ; la demande intermédiaire exerce ses effets à l'extérieur. La plus grande partie des circuits commerciaux trouvent leur point de départ à l'importation». Cette désindustrialisation systématique a livré le pays, en-dehors de la capitale et de quelques villes, à un sous-développement total. Déjà en 2000, l'Agence nationale pour l'aménagement du territoire notait que 15 wilayas sur les 48 que compte le pays se trouveraient dans un état de «précarité avancée». Actuellement, il ne reste presque plus rien des 72 zones industrielles des années 1980. Mais la conséquence la plus grave de cette désindustrialisation est la perte du savoir-faire industriel acquis par un effort titanique de transfert technologique. Cet aspect a été relevé par le CNES, en 1998, en notant que la pratique des départs volontaires n'a pas ciblé seulement les travailleurs en

«surplus», mais aussi les plus qualifiés et les plus expérimentés. Ainsi donc, nous avons détruit de nos propres mains notre base industrielle et par la même occasion exaucé le vœu «des pays dits industrialisés (qui) refusent désormais aux pays dits en développement la protection de leur économie nationale et la conception d'un secteur public fort, pourtant pour beaucoup à la base de leur propre réussite» (Boudjenah). Sur le plan de la fiscalité, la Cour des comptes, citée par S. Berkouk (*El Watan économie* du 23 au 29 avril 2012), note que 7,5 millions de salariés ont payé, en 2008, au titre de l'IRG, 151 milliards de dinars alors que 2,5 millions de contribuables actifs (professions libérales et sociétés) n'ont payé au titre de l'IBS que 133,4 milliards de dinars. En d'autres termes, en moyenne, 2,64 salariés ont payé le même montant qu'un contribuable actif ! Mais l'injustice ne s'arrête pas là. S. Berkouk note aussi que, sous prétexte d'encouragement à l'investissement et à la création d'emplois, «le gouvernement, au cours des dernières années, n'a pas hésité à accorder des exonérations d'impôts aux entreprises nationales (et que) dans la loi de finances pour 2012, ces exonérations sont estimées à 450 milliards de dinars.

Peut-on valablement parler de souveraineté lorsqu'on importe en moyenne les deux tiers de nos médicaments et les trois quarts de notre alimentation et lorsqu'on n'assure par nos moyens que le transport maritime de 2% de nos importations ? En plus de cette hémorragie financière permise par l'accès facile à la devise, notons que l'importation de l'alimentation et des médicaments constitue un danger pour la santé publique puisque, selon le directeur général des Douanes, 60% des produits importés proviennent de la contrefaçon.

soit six fois plus qu'il y a quatre ans». En contrepartie, le secteur privé, à l'exception de quelques entreprises de production, a eu des effets négatifs sur les deux paramètres qui justifient officiellement ces exonérations, à savoir la création de richesses pour réduire les importations et la création d'emplois. En effet, en ce qui concerne les importations, il n'a fait qu'aggraver la situation. Comme le note S. Berkouk, «le secteur privé recèle des entreprises qui consomment de la ressource sans créer des richesses». Quant à l'emploi, selon un rapport de la Banque mondiale, la part de l'emploi permanent est passée de 65% en 2003 à 49,7% en 2010. Par contre, la part de l'emploi non permanent est passée de 35% en 2003 à 50,3% en 2010. Paradoxalement, la précarité de l'emploi en 2010 est plus grave que celle de 1995. En effet, selon un rapport de la Banque mondiale «en 1995, environ 22% des Algériens étaient vulnérables à la moindre détérioration des conditions économiques». Si on ajoute à ces 50,3% «khammès» de l'indépendance, les 3 millions de salariés qui, selon le DG des impôts ne payent pas légalement l'IRG, du fait que leur salaire est inférieur au SNMG et si l'on tient compte seulement du taux officiel du chômage, l'injustice sociale est plus grave que la situation décrite en 1999 par *Jeune Afrique* qui a relevé que les 20% les plus riches accaparent près de la moitié du revenu national et les 20% les plus pauvres se contentent de 7%. Notons également que la non-facturation a fait perdre au Trésor 15 500 milliards. Un chiffre rapide et approximatif, sur la base d'une meilleure maîtrise des réévaluations (2005-2009), des importations et du transport maritime (2011) et l'élimination des gaspillages et de non-facturation (2011) et d'exonérations non productives (2008-2012), nous permet de dire que le montant global des pertes récem-

tes seulement pourrait permettre la création d'environ 1200 usines (coût moyen 50 millions de \$ par usine) et la création de 480 000 emplois permanents (350 par usine) et presque autant d'emplois indirects. Si on ajoute à ce triste tableau, qui doit inquiéter tout Algérien qui a un minimum de sens des responsabilités, le niveau de dégradation du système éducatif, la défaillance du système sanitaire, la «gestion» désastreuse de nos villes qui deviennent des «sociétés par actions», la corruption qui devient un véritable mode de gestion et de digestion, les détournements qui deviennent monnaie courante, le nombre de harraga, qui, en 2011, était deux fois supérieur à celui des Marocains et six fois plus important que celui des Tunisiens, on peut affirmer que la gestion publique actuelle met en danger les fondements de l'Etat et par ricochet l'existence de la nation, même si pour le moment et pour quelques années encore la rente cache et retarde ce danger. Nos gouvernements doivent comprendre que la gestion des Etats, actuellement, n'est plus un jeu de couloirs, ni une affaire d'acrobaties de politique politicienne, ni encore moins une affaire de phraséologie et de démagogie. La gestion des Etats modernes, tout en étant contextualisée parce que «le one best way» n'existe pas en management, s'inscrit dans un paradigme managérial rigoureux. Aussi, pour sauver le pays de ce danger et ainsi honorer par les actes, en cette année de cinquantenaire de l'indépendance, la mémoire de nos chouchada, il est urgent de lancer un vaste projet de réforme de l'Etat, afin de le doter, le plus tôt possible, d'un modèle de management scientifique. Bien entendu, ce modèle doit tenir compte des «facteurs de contingence» (Mintzberg) spécifiques à notre pays. Cette réforme peut se faire selon une démarche de benchmarking en s'inspirant des modèles américains (le gouvernement performance and results act), le modèle allemand (le nouveau modèle de pilotage), le modèle du Royaume-Uni (Next steps) et le modèle français (la réforme Rocard). Tous ces modèles sont focalisés sur : la rationalité de la dépense, la responsabilisation, la détermination des indicateurs de performance, les mécanismes d'évaluation par les résultats et le contrôle. Compte tenu de l'enjeu de cette réforme et l'ampleur de la tâche, il est nécessaire de créer un ministère pour mener cette réforme à son terme. Une fois la configuration du modèle de management de l'Etat définie, il convient de concevoir et de mettre en place, en adéquation avec le modèle retenu, un cursus de formation des managers publics qui doivent être des «entrepreneurs civiques» et définir leur mode de recrutement, d'évaluation, de contrôle, de rémunération et de gestion de carrière. En attendant l'aboutissement de cette réforme, nous pensons que compte tenu de leur impact sur la sécurité du pays et la santé des citoyens, il est nécessaire de créer un ministère qui doit s'occuper exclusivement de l'alimentation et des médicaments (octroi des licences d'importation sur la base d'un cahier des charges - qui doit prévoir, entre autres, la présentation par l'importateur d'une stratégie de substitution à l'importation -, contrôle sanitaire et financier des importations). Par ailleurs, pour rationaliser l'utilisation des devises et pour mettre fin à la fuite de capitaux, l'accès à la devise doit obéir à des critères techniques rigoureux, notamment le taux national d'intégration industrielle et doit s'inscrire dans une stratégie de substitution à l'importation. Enfin, si la France a créé un ministère de Redressement productif suite à la perte de 700 000 postes dans l'industrie, l'Algérie, compte tenu du niveau de destruction de sa base industrielle, doit créer un grand ministère de Redressement industriel.

M. S. C.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

Boudjenah, Y. *Décomposition d'une industrie : la reconstruction des entreprises publiques 1980-2000. L'Etat en question*, édition L'Harmattan, 2002.
Rapport de la Banque mondiale : Croissance, emploi et réduction de la pauvreté, janvier 1999.
J. M. Toulouse ; in *Le métier de gestionnaire public à l'aube de la gestion par résultats* ; sous la direction de B. Mazouz, Presses de l'Université du Québec.

JEUX - DÉTENTE

HORIZONTALEMENT : 1. Signe graphique. Ville de Mésopotamie 2. Ancien contrée d'Asie Mineure. Arrive à un résultat 3. Amour bestial. Célébrité 4. Chef d'œuvre. Avale. Habile 5. Malpropre. Avant nous. Sans aptitudes 6. Action mémorable. Grugée. Déchiffrée 7. Sûres. Frères 8. Règle. Bouquiné. Entoure le mamelon 9. Greffées. Affluent de la Dordogne. Infusion 10. Fiable. Pareil à. Lettres princières 11. Symbole chimique. Perturbation 12. Nomme par les urnes. Peintre. Transpira 13. Démonstratif. Edenté. Epoques 14. Chevilles de golf. Attachas. Affable 15. Dorures. Symbole de nudité. Attester.

VERTICALEMENT : 1. Changements brusques d'opinion. Hors de 2. Instrument de labour. Enlever le noyau 3. Possèdent. Amie des bêtes. Poissons 4. C'est nickel. Province de Palestine 5. Spécialiste du vin 6. Céder à une incitation. Vaine 7. Loupe. Thé à l'anglaise. Tranche de temps. Fin de verbe 8. Peuple noir. Pays d'Asie 9. Ethique. Lettres suivent. Drame jaune. Possessif 10. Ancienne mesure de capacité. Etude des ovnis 11. Sans fin. Traïnassas 12. De même. L'Europe unie. Heures du matin. Touché 13. Fric. Natter 14. Vont avec les coutumes. Etat U.S. Prêt pour la douche. Précède le pas 15. Epicés. Commencer.

SOL. QUINZE SUR 15 PRÉCÉDENTS : HORIZONTALEMENT : 1. CONTREFAÇON. AME 2. ONDATRA. AIEULES 3. NU. RAISONNEMENT 4. AT. ECRIT. ESAU 5. PRIAS. INNEE 6. IE. ACE. STE. AG 7. RNA. LIURE. ASILE 8. ANNUELLEMENT. LO 9. TENTE. EN. SC. SEN 10. ISO. DR. TACHE 11. TISON. GUE. RAS 12. NIET. SISAL. TITI 13. SUREMENT. ARMAIT 14. LAME. AE. PA. NOE 15. CESSAIS. RESTONS.

Quinze sur 15 N° 3230

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1															
2															
3															
4															
5															
6															
7															
8															
9															
10															
11															
12															
13															
14															
15															

VERTICALEMENT : 1. CONSPIRATIONS 2. ONU. RENNES. IULE 3. ND. AI. ANNOTERAS 4. TARTAN. UT. ITEMS 5. RTA. LEEDS. MEA 6. ERIE. AIL. ROSE 7. FASCICULE. NINAS 8. ORNERENT. STE 9. CANIN. EM. AGA 10. OINTES. ESCULAPE 11. NEE. ETANCHE. RAS 12. UME. EST. TM 13. ALESE. RIANO 14. MENA. ALLEGATION 15. ESTURGEON. SITES.

Mots Croisés N° 3229

Par M. IRATNI

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

HORIZONTALEMENT
I- Faute de conduite sans gravité. II- Théorie des valeurs morales. III- Pousse de graminée - Constaté. IV- Symbole chimique - Navires de guerre antiques. V- Personnage de western - Thallium - Monnaie. VI- Vomit - Marque le dédain. VII- Un aîné pigeonné - Actionné - Un dur qui se casse. VIII- Fais cuire à feu doux. IX- Cérémonies de caractère officiel. X- Tranches d'histoire - Article de Séville - Obtenu.

VERTICALEMENT
1- Barboteuse. 2- Passionnés - Valeur sûre. 3- Élément de frange - Arbre. 4- Pistolet - Grosses étoffes de laine. 5- Vif - Féré le premier. 6- Bus de gamme - Personnel - Sape. 7- Ven - Arme à feu. 8- Mesure lointaine - Tête couronnée - En plus. 9- Hisser - Grivoise. 10- Obsolètes - Assimilé.

SOLUTION N° 3228

HORIZONTALEMENT
I- VARIQUEUSE. II- ACETABULUM. III- SC - ET - EMEU. IV- SOC - SAS - DE - V - ALOI - SI - VI - LEUR - RER - NO. VII- IMPIE - ILET. VIII- TE - SEM. IX- ENS - NUÉES. X- STARTER - IL.

VERTICALEMENT
1- VASSALITES. 2- ACCOLEMENT. 3- RE - COUP - SA. 4- TIE - IRIS. 5- QATS - REENT. 6- UB - AME - MUE. 7- EUES RI - ER. 8- ULM - LIE. 9- SUEIDINE - SI. 10- EMUE - OTE.

Biffe Tout N° 3230

N	E	T	T	E	B	R	U	O	C	A	E	O	T	B
R	R	P	U	A	N	T	E	U	R	L	C	I	O	R
E	P	E	R	A	G	N	A	H	L	T	U	N	E	
T	R	E	L	M	O	N	T	I	R	T	H	E	V	E
E	E	L	L	L	U	P	U	O	A	E	T	I	D	T
H	A	I	U	A	I	O	I	R	U	N	T	N	A	N
C	L	T	N	E	D	E	G	R	E	O	N	R	E	
A	A	U	E	G	O	V	M	R	E	S	O	E	M	
C	B	N	T	N	E	A	P	E	C	M	A	I	D	E
E	L	I	O	E	I	N	R	T	A	A	I	T	D	L
D	E	C	E	S	A	V	I	F	I	L	N	N	I	P
H	I	M	S	L	I	E	R	T	U	O	T	E	T	M
F	R	E	T	O	L	B	U	H	E	A	N	T	I	O
A	A	R	U	G	O	S	I	T	E	U	N	N	O	C
U	E	T	I	H	C	N	O	R	B	I	R	I	N	E

RÈGLE DU JEU
Biffer tous les mots de la liste que vous retrouverez dans la grille, en utilisant tous les sens possibles. Les lettres qui n'auront pas été cochées serviront à former le mot défini ci dessous.

DÉFINITION
Mal de mer (9 lettres)
Solution Biffe Tout précédent :
MUSCARDINE

Tout Codé N° 3230

En vous aidant de la définition du mot encadré, complétez la grille, puis reportez les lettres correspondant aux bons numéros dans les cases ci-dessous et vous découvrirez le nom d'un personnage célèbre.

Définition du mot encadré
Opposition entre deux choses.

1	2	3	1	4	5	6	7	2	8	6	9	10	
2	11	12	4	13	4	5	2	6	4	10	8		
11	4	14	8	4	7		6	15	G	10	4	4	7
12		2		5		2	8	5	4	7		2	
16	2	10	17	4	4	7		4	7		5	11	
18	3		6	7		1	4	3		19	B	2	12
4	19	2	8	8	5	4		5	3	2	18	4	
5	4	4			2		4		14		6	8	
20		18	6	11	12	9	8	9	20	6	4		
4	18	4	10	8	2		2	3		21	4	5	
7		7	9		10	9	6	5	4		7	3	
5	2	16	20	9	10	18							
18	4	13	9	7									

SOL. TOUT CODÉ PRÉCÉDENT : HÉLER - SAID TAGHMAOUI

SOLUTION FLÉCHÉS EXPRESS PRÉCÉDENTS :

HORIZONTALEMENT : FACILITER / LEGIFERE / USNEE / NO / IT / NATIF / EFRIT / ANE / IES / ACE / OC / TENU / ASA / ALTO / ETENDRAIT / IMBU / ICI / GO / USERAS / NIL / HELE.
VERTICALEMENT : FALSIFICATION / CENTRE / SEM / PIGE / ISTANBUL / LIENT / DUS / TIF / ANAR / EH / TENTACULAIRE / HEROINE / TICAL / RE / FE / COTISE.

ACRE - ADOPTION - ARMEE - BONHEUR - BRONCHITE - COMPLEMENT - COURBETTE - DECACHETER - DOUILLE - EVEILLER - EVITER - GENITEUR - GRATUIT - HANGAR - HUBLOT - INTENTION - INUTILE - LAME - LIER - LUNE - MENTEUR - MONT - NAUFRAGE - NOCIF - OCTROI - ONDE - PREALABLE - PUANTEUR - REDDITION - RUGOSITE - SAINT - VAISSEAU - VASE

Fléchés Express N° 3230

gratuitement	procédé d'imprimerie	chipsaient	affluent du Danube	temps des glaces
grabouille	égouttoir	tuér	trasse	
effrayant				
langue	peinât		coupe les oreilles	
	sans effets			
jamais publiées				pages de canard
ouatées				
traditions		bouc émissaire	appris	
restes		bandage élastique	décalage	
	serpent			
fleuve d'Irlande			courroux	
avant midi	flânais			
	grand nide de taupes			
petit bouclier		grand disque sacré	symbole chimique	fin de verbe
étouffe unie			plat de berger	
	dégringole			
battre				

TÉLÉVISION



13:55 Coupable innocence
16:20 Grey's Anatomy
Le vent du changement
17:10 Secret Story
18:05 Money Drop
19:00 Journal

19:50 Série



Dr House - Fils à papa
Un étudiant d'origine modeste et fraîchement diplômé, fête son succès avec ses camarades lorsqu'il est victime de...
21:25 Dr House - 12 ans après
22:20 Enquêtes et révélations
Délits de fuite, conduite sans permis



16:15 Seriez-vous un bon expert
16:55 On n'demande qu'à en rire
17:55 Que le meilleur gagne !
18:46 Mon rêve, ma médaille
19:00 Journal

19:35 Film



Ce que pensent les hommes
Ce que pensent les hommes Alex, un patron de bar qui multiplie les conquêtes féminines, prodige des conseils à Gigi, une jeune femme...
21:56 La gueule de l'emploi
00:50 Troufions
01:45 Une peine infinie - Histoire d'un condamné à mort



15:45 Slam
16:30 Des chiffres et des lettres
17:10 Questions pour un champion
18:00 19/20
19:10 Plus belle la vie

19:36 Film



Monsieur Julien
Traiteur lyonnais de renommée, Monsieur Julien fait la connaissance de la jeune Nadia au cours de ses déplacements...
21:45 Législatives 2012, la vraie campagne
22:40 Voyage dans les ghettos du gotha



15:45 Strike Back
Mission Zimbabwe
17:10 Fêtes à claques - Mime en folie
17:20 Les Simpson
17:45 Le JT

19:55 Série



Beginners
Oliver apprend le décès de son père, qui avait révélé son homosexualité quelques années auparavant...
21:35 L'étrangère
23:35 Le gamain au vélo
01:00 Zapsport
01:05 Championnat de la NBA



17:05 Villages de France
17:30 X-enius
18:00 Les aventures culinaires de Sarah Wiener
18:45 Arte Journal
19:05 28 minutes

19:35 Documentaire



39:40, la guerre des images - La drôle de guerre Soixante-dix ans après la victoire allemande et les défaites française et anglaise de juin 1940, ce film raconte la guerre
20:30 39-40, la guerre des images - La débâcle
21:25 Le dessous des cartes L'Islande sort de la faillite



14:30 Lettres secrètes
16:35 Pékin Express, carnet de voyage
16:40 Un dîner presque parfait
17:45 100 % mag
18:45 Le 1945

19:30 Sport



UEFA Euro 2012 - Suède/France
Pour son dernier match du premier tour, la sélection de Laurent Blanc part favorite face à la Suède...
22:00 100 % Euro
23:15 Boat Trip
00:55 Les Bleus : premiers pas dans la police - A double tranchant

LE BRAS DE FER

RTL9 - 19h40



Lincoln Hawk passe sa vie sur les routes, au volant de son camion. Séparé de Christina, la fille de Jason Cutler, un milliardaire tyrannique, Lincoln n'a pas revu son fils, Michael, depuis son divorce. Il se console en disputant avec des routiers musculeux d'homériques parties de bras de fer. Pendant ce temps, son enfant grandit dans une austère académie militaire...

CASPER

GULLI - 19h45



À la mort de son mari, Carrigan Crittenden hérite du lugubre château de Whipstaff dont les caves abriteraient un trésor fabuleux. À peine installée dans sa nouvelle résidence, Carrigan est persécutée par de terrifiants revenants. Pour se débarrasser des intrus, elle fait appel au docteur James Harvey, psychologue, spécialiste des phénomènes surnaturels...

FRANCE BOUTIQUE

TF6 - 19h50



France est mariée à Olivier depuis dix ans. Ensemble, ils ont créé une entreprise de télé-achat dont ils sont les présentateurs vedettes : France Boutique. Ils ont autour d'eux beaucoup de monde : Estelle, animatrice bossueuse, Yvan, animateur, Marcus, réalisateur débordant d'enthousiasme. Mais la société accuse un tassement de leurs résultats...

ALERTE SOLAIRE

DIRECT STAR - 19h40



Lucas Foster, un scientifique devenu entrepreneur, a choisi de poursuivre ses recherches sur les éruptions solaires, qui lui ont valu de nombreuses critiques. Il est convaincu que ces phénomènes pourraient envoyer vers la Terre des particules capables de traverser la couche d'ozone et de mettre le feu à des poches de gaz polluants rejetés dans l'atmosphère par les activités humaines...

COMME CENDRILLON 2

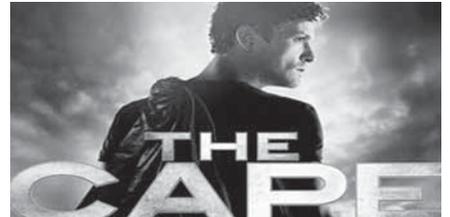
NT1 - 19h45



Mary est le souffre-douleur de sa belle-mère, une ex-star de la pop, et de ses deux demi-sœurs. À elle le ménage et les corvées tandis que ces dernières passent leur temps à faire du shopping. Lors d'un bal masqué, Mary danse avec Joey Parker, un chanteur à la mode et l'élève le plus populaire du lycée. Joey organise un nouveau bal afin de retrouver Mary...

THE CAPE - KOZMO

SYFY 19h45



Dans une prison russe, un détenu parvient à s'échapper malgré des mesures de sécurité drastiques. Il signe son évasion d'un graffiti, Kozmo. Cet homme, Gregor Molotov, est un magicien hors-pair. Il revient à Palm City pour retrouver son ancien associé Max Malini et surtout pour remettre la main sur la cape avec laquelle il était jadis connu sous le nom de Kozmo...



14:30 Arabesque
16:15 Les maçons du cœur
La famille Noyola
17:05 Monk fait du camping
17:55 Monk prend la route
18:45 Monk à la barre

19:45 Magazine



90' Enquêtes - Vacances d'été, business sous le soleil Cette semaine, dans 90' Enquêtes, coup de projecteur sur les vacances d'été ! Les grandes vacances approchent...
21:25 90' enquêtes Vacances : comment éviter les galères
22:10 New York, police judiciaire Y a-t-il un témoin ?



15:35 Planète bleue
Un monde sous influence
16:30 C à dire !!
16:45 C dans l'air
18:00 C à vous
19:00 Expédition Grand Rift

19:35 Documentaire



Les alimenteurs
Les aliments transformés sont partout. Gras, généralement trop salés ou trop sucrés, ils sont mauvais pour notre santé...
20:30 La route des rois
21:25C dans l'air
22:35 Axel Kahn, raisonnable et humain



16:05 A mourir de rire
18:55 Malcolm - L'abri de mes rêves
19:15 Malcolm Un vendeur est né
19:35 Otto : l'art contemporain

19:40 Film



Le boulanger de Valorgue
Le fils du boulanger est parti servir en Algérie après avoir mis enceinte la fille de l'épicière. Scandale dans le village...
21:35 Alien 3
23:35 Rome - Bons augures, mauvais présages
00:30 Rome - Jeux de dupes



14:30 Talent tout neuf
14:35 Génération Top 50
16:30 Un gars, une fille
18:40 Ma famille d'abord
Dur dur d'être une maman !
19:30 Soda

19:50 Film



Quatre mariages et un enterrement
Charles, trente-deux ans, est un séducteur volage, contrairement à nombre de ses amis qui se marient...
23:25 Relooking extrême
Aimee et Steven
00:20 The Unit : commando d'élite - Le baron rouge



15:00 Les anges de la télé-réalité
15:30 L'île des vérités
16:30 Tellement chic
17:00 Paris c'est fou - News
18:25 Les anges de la télé-réalité 4 - Club Hawaï

19:35 Magazine



Tellement people investigation
Dans ce magazine d'enquêtes exclusives consacré aux célébrités, Clara Morgane dévoile tous les secrets et les codes...
21:10 Paris c'est fou - News
23:00 Les anges de la télé-réalité 4 - Club Hawaï
23:55 Kawaii



15:40 Pour l'amour du risque
Mort d'un peintre
16:40 Pour l'amour du risque
Garde-toi
17:45 Morandini !
19:00 Very Bad Blues

19:45 Documentaire



Ils sont revenus de l'au-delà
Témoignages sur la vie après la mort - Jean, Cathy, et Mathieu ont tous un point commun. Ils sont tombés dans un coma très profond...
21:30 La malédiction des Pyramides :
23:25 Morandini !
00:45 Pigeon John au Nancy

ON VOUS LE DIT

Des lycéens algériens aux Etats-Unis

L'ambassade américaine a organisé, lundi à Alger, une cérémonie à l'occasion du départ de 25 jeunes lycéens algériens qui ont été sélectionnés pour le programme « Youth Leadership Program » (YLP) pour suivre un stage de 4 semaines aux Etats-Unis. Selon les organisateurs, ce programme a pour objectifs « de promouvoir la compréhension entre les jeunes Algériens et Américains, de développer l'esprit de leadership et la prise de responsabilité civique ». Le YLP est un programme d'été d'une durée de cinq semaines destiné aux jeunes lycéens âgés entre 15 et 17 ans, entamé en 2004. Il comprend un stage d'orientation en Algérie d'une semaine et un programme d'étude de 4 semaines aux Etats-Unis. Les lauréats passeront quatre jours à Washington et trois semaines au Nevada, où ils auront l'occasion de rencontrer des Américains et de travailler avec eux sur la manière de monter des projets d'intérêt communautaire.

Des brigades mobiles équipées de valisettes de contrôle

Pour prévenir les intoxications alimentaires durant la saison estivale, la direction du Commerce a intensifié les contrôles inopinés des établissements à caractère alimentaire dans les villes et les communes balnéaires. Des contrôleurs expérimentés ont été dépêchés sur le terrain pour enquêter sur les dépassements des établissements à caractère alimentaire (fast-foods, restaurants, pizzerias, crêmeries...). Ces brigades mobiles de la direction du Commerce ont été équipées de valisettes de contrôle munies de tous les mécanismes permettant des analyses justes et précises des produits suspectés pour prévenir les intoxications alimentaires.

Les huiles de moteur se font rares

Les stations de distribution de carburants, surtout dans l'ouest du pays, sont prises d'assaut par les automobilistes, à la recherche d'huiles de moteur. Ce produit, qui se fait rare actuellement sur le marché pour des raisons qui restent obscures a vu son prix devenir l'objet d'une véritable spéculation. Pourtant, certains types d'huiles sont censés être produits en Algérie. La pénurie qui frappe ces produits a poussé certains commerçants qui s'approvisionnent aussi bien auprès de la Sonatrach que chez les importateurs privés à majorer les prix, au grand dam des automobilistes.

Les médias, miroir de l'Algérie touristique

La célébration de la Journée nationale du tourisme aura lieu le 25 juin prochain, à Biskra. Une manifestation qui sera organisée sous le thème « Les médias, miroir de l'Algérie touristique » et verra la participation de hautes personnalités. Une convention de partenariat sera signée entre l'ONT, l'ENTV et l'ENRS. La promotion de l'activité touristique n'est pas une action accessoire ou de prestige. Dans ce contexte, il faut dire que le recours à un large usage des technologies de la communication et de l'information modernes est devenu aujourd'hui une condition essentielle pour promouvoir et préserver ses chances et ses capacités de concurrence. Si l'objectif est de rattraper le déficit dont souffre notre tourisme dans le domaine des infrastructures d'accueil, il s'agit aussi de combler un déficit d'image.

Concours du meilleur pâtissier à Oran

Deux concours destinés à promouvoir la qualité de l'hygiène et des services au sein des pâtisseries et des salles des fêtes seront organisés à Oran dans le cadre de la Caravane nationale de sensibilisation aux risques d'intoxication alimentaire (18-27 juin). Ces deux épreuves figurent parmi les activités majeures programmées par la Direction du Commerce de la wilaya d'Oran, en collaboration avec l'Ugcaa, le mouvement associatif et les Directions des secteurs partenaires qui ont également inscrit des actions de proximité, des manifestations portes-ouvertes et une journée d'information au profit des prestataires de service.

HORAIRES DES PRIÈRES
Alger et ses environs

Fedjr	03:25	Maghreb	20:15
Dohr	12:50	Icha	21:58
Asser	16:41		

LE MARCHÉ DE L'ÉCLAIRAGE POURSUIT SA MUE

Panasonic lance les lampes économiques

● Ce type de lampe réduit de 80% la consommation d'énergie et dure 10 fois plus longtemps qu'une lampe classique.



PHOTO: P. R.

Des lampes économiques ont été introduites par Panasonic sur le marché algérien. Un accord de partenariat a été signé avec Electro-Geant (EEG) qui recherche des distributeurs pour la constitution du réseau. Des produits performants et favorables à la fois au consommateur et à l'environnement. Ce type de lampe réduit de 80% la consommation d'énergie et dure 10 fois plus longtemps qu'une lampe classique. A la différence d'une ampoule à incandescence traditionnelle qui convertit seulement 5% de l'énergie consommée en lumière, une ampoule basse consommation est efficace à 95%. Avec une large gamme de lampes, allant de 8w à 25w de puissance, Panasonic offre

deux couleurs d'éclairage, le froid (blanc), qui crée une ambiance rafraîchissante et met en valeur les meubles, et le chaud (jaune) qui procure une sensation de confort et de relaxation dans une ambiance chaleureuse. Les prix varient de 250 DA à 480 DA l'unité. L'objectif assigné à la stratégie d'action de généralisation de l'utilisation des lampes, à basse consommation d'énergie en Algérie, consiste à l'interdiction graduelle de la commercialisation des lampes à incandescence (lampes classiques couramment utilisées par les ménages) sur le marché national à l'horizon 2020. En parallèle, il est prévu la mise sur le marché de quelques millions de lampes à basse consommation.

Par ailleurs, la production locale des lampes à basse consommation sera encouragée, notamment par le recours au partenariat entre les producteurs locaux et étrangers. Le programme national de maîtrise de l'énergie vise la diminution de la consommation d'électricité du pays, ainsi que celle de la facture des Algériens et à améliorer la qualité de l'éclairage. En Algérie, les lampes basse consommation connaissent une faible diffusion dans les ménages, leur prix élevé (15 à 20 fois plus cher que les lampes à incandescence) et la méconnaissance de la majorité des ménages des avantages liés à l'utilisation de ce type de lampes constituent les principales contraintes qui freinent leur utilisation. Le surcoût à l'achat est compensé par l'économie d'électricité qu'elles permettent. Un effort de communication a permis de convaincre les clients que le budget éclairage n'allait pas augmenter sur le long terme. L'ambition du groupe, basé à Osaka, est d'accélérer le développement et la production de produits écologiques pour devenir numéro un de l'éclairage en Europe en 2015 et leader mondial de l'industrie électronique verte d'ici 2018.

Kamel Benelkadi

DIPLOMATIE

Le consulat général d'Algérie à Barcelone opérationnel

Valence (Espagne)
De notre correspondant

Le consulat général d'Algérie à Barcelone est désormais opérationnel ! Après avoir ouvert ses portes officiellement, depuis décembre 2011, comme troisième établissement consulaire après ceux de Madrid et Alicante, le consulat général de Barcelone vient soulager les ressortissants algériens de la circonscription des communautés et provinces suivantes de la Catalogne : (Barcelone - Girona - Lérida - Tarragona), l'Aragon (Zaragoza - Huesca - Teruel), Iles Baléares (Palma de Mallorca - Menorca - Ibiza - Cabrera - Formentera), Navarra (Pamplona), pays basque (Álava - Guipúzcoa - Vizcaya), La Rioja (Logroño), Cantabria (Santander) et Province de Burgos que les services en charge de l'immatriculation consulaire, des passeports et cartes d'identité sont ouverts au public à compter du 15 juin 2012. « 20 000 Algériens sont actuellement affiliés au nouveau consulat. Au départ, le consulat général s'est focalisé sur les activités économiques et seulement quelques services étaient opérationnels, à savoir les services des visas, des législations et des procurations », nous confie, M^{me} Nora Berdja, consul général et d'ajouter : « Le consulat général est maintenant prêt à recevoir ses ressortissants, tous les moyens nécessaires sont mis à la disposition de notre communauté et pour le bon fonctionnement de notre établissement. » Le consulat général à Barcelone se trouve exactement à : C/ Garcia Mariño nº 7, 08022 Barcelone, et il est équipé d'un parking et d'un espace à l'extérieur, surtout



PHOTO: D. B.

pour les familles accompagnées de leurs enfants. Par ailleurs, faut-il rappeler que 56 000 Algériens vivent légalement sur le territoire espagnol. Site officiel du consulat général d'Algérie à Barcelone : <http://www.consulatalgerie-barcelone.org/>

Ali Aït Mouhoub

TONIC INDUSTRIE Producteur de pollutions

Des citoyens des localités de Chaïba et de Koléa se plaignent de la pollution sonore générée par le groupe à vide, une sorte de machine qui produit le vide lors de la fabrication du papier. Des citoyens de la localité côtière de Bou-Ismaïl et des agglomérations environnantes avaient, à maintes reprises, dénoncé la pollution de la mer provoquée par les rejets des eaux polluées des machines du complexe papeter de Bou Ismaïl et autres investisseurs installés dans la zone industrielle de l'ex-Castiglione. Contacté, le P-DG de Tonic Industrie a déclaré que « toutes les industries du papier utilisent les groupes à vide, il n'y a pas de solution miracle pour éradiquer les bruits. Nous avons engagé un bureau d'étude afin de permettre aux experts d'examiner exhaustivement toutes les pollutions, en vue de trouver des solutions adéquates qui atténuent ou font disparaître ces nuisances. Tonic Industrie est aussi engagé dans la préservation de l'environnement ».

M'hamed H

2^e édition régionale de diabétologie

L'association des médecins libéraux de Tipasa (AML) a organisé sa 2^e édition régionale de diabétologie au Centre « Grand Bleu » du Chenoua. Les débats étaient instructifs à plus d'un titre. Des professeurs et des médecins spécialistes se sont relayés pour débattre des thèmes d'actualité inhérents au diabète chez l'enfant, l'adulte et les personnes âgées. Prévention du diabète de type 2, auto-surveillance glycémique, contraception et diabète et pied diabétique sont parmi les thèmes traités et débattus lors de cette journée.

FOOTBALL AMATEUR

De la contestation dans l'air !

Depuis l'instauration du professionnalisme en Algérie, il y a de cela deux années déjà, il semblerait que nos instances dirigeantes du football aient relégué le football amateur au second plan, pour ne pas dire qu'elles l'ont méprisé. En effet, du système de compétition incohérent chez les seniors, au catastrophique chez les jeunes, en passant par les affaires scabreuses qui alimentent la gestion des ligues, le passe-droit, le favoritisme, le plus souvent les clubs champions et reléguables sont connus dès l'entame du championnat, une réglementation mal assise perpétuée par des amendements fréquents et sans relief, des décisions le plus fréquemment en violation de la réglementation par les ligues, a fini par traumatiser les clubs sportifs amateurs qui vivent au fil des saisons un vrai marasme. Cet environnement insoutenable n'a pas laissé insensibles les responsables des clubs amateurs, à l'image de ce président d'un club qui évolue en DNA : «Je pense qu'il y a mauvaise gestion des affaires du football amateur, les clubs n'ont pas le droit à la parole, et les ligues font ce que bon leur semble, nous vivons l'ère de la dictature. Tenez, qui a pris la décision de ramener le groupe Centre à 15 clubs ? Les seniors affronteront les jeunes de moins de 20 ans (U20) allons-nous assister à des matches amicaux ? C'est la cacophonie. La compétition dans les divisions amateurs n'a plus aucun intérêt.



C'est une entorse à la réglementation, il s'agit, en fait, à travers cette décision, d'un changement du système de compétition qui reste du ressort exclusif de l'AG de la FAF. Ou encore ce président d'un club qui évolue en division honneur de la wilaya d'Alger qui soulève un autre problème : «Je me demande pourquoi un seul club accède en division régionale II et encore après les matches du play off ? Et pourtant, le nombre de clubs à Alger est largement supérieur à celui des autres wilayas. Est-ce là un système de compétition, où sont les promesses des responsables de la ligue de voir changer ce système ?» Autant de questions qui taraudent esprit des responsables des clubs amateurs. Dès lors, les présidents des ligues sont-ils vraiment représentatifs des clubs ? Combien de doléances ont été formulées lors des assemblées générales ordinaires (de la wilaya à la DNA) sans qu'aucune suite ne leur soit réservée de la part des responsa-

bles de notre football, il est vrai que leurs préoccupations sont ailleurs que dans le souci de vouloir effectivement prendre en charge le football amateur dans toute sa dimension. Aujourd'hui, convaincus sans doute qu'ils sont vraiment méprisés, les clubs sportifs amateurs, si l'on en croit certains échos, ont déjà songé à s'organiser pour mener des actions plus efficaces et concrètes.

À l'instar des autres corporations du football, les présidents des clubs amateurs comptent mettre sur pied incessamment une association qui sera dirigée par des responsables de club très rompus à la chose footballistique, crédibles et désintéressés. C'est d'ailleurs cette même voie qui a été suivie par les joueurs amateurs, dont l'association, apprend-on, verra le jour dans un proche avenir, c'est dire que le vent de la contestation dans le monde du football amateur commence à souffler. C'est là une logique inévitable tant que l'arbitrage, l'injustice, l'incompétence continuent de caractériser la gestion du football amateur, rendant le ciel des clubs amateurs couvert de nuages au fil des années. Ces nuages ne se dissipent qu'à la faveur d'une organisation solide des responsables de clubs amateurs, à même de mieux défendre leurs intérêts et faire face à ces dictateurs qui ont pris les rênes de notre football. On ne peut être mieux servi que par soi-même et que le vent emporte.

Hicham B.

ARBITRAGE

Changement de cap ou replâtrage ?

L'arbitrage a été de nouveau au centre des débats, et préoccupation, du bureau fédéral réuni le 16 juin. Ce sujet, toujours récurrent et d'une actualité «brûlante» après la fin de saison vécue sur des charbons ardents par les arbitres, continue toujours de susciter débats et commentaires. A priori, il n'est pas sorti de l'auberge comme en témoignent les propos et positions des uns et des autres. Le dernier épisode, réunion de samedi, n'y a pas échappé. Partisans et adversaires de la formule en place se rejettent mutuellement la responsabilité de la lamentable situation qui prévaut dans ce segment important et incontournable du football. La saison dernière, pour rappel, la Fédération avait fait éclater l'unicité de

la décision finale qui incombait à la Commission fédérale des arbitres (CFA) et son président Belaid Lacarne. La Ligue de football amateur (LNFA) et la Ligue inter-régions (LIRF) s'étaient vu confier le très sensible chapitre des désignations qui faire courir tout le monde. Au bout de quelques mois, la Fédération décide de «récupérer» ses billes au milieu d'une contestation généralisée de part et d'autre.

Encore une expérimentation qui a tourné court. La nouvelle redistribution des cartes dessinées par la Fédération n'offre aucune garantie de succès à partir du moment où ce sont les mêmes hommes qui vont piloter l'opération... et continueront à se tirer dans les pattes. Il faut dire ici que

l'arbitrage est «un service très lucratif» qui rapporte gros et ne laisse plus personne indifférent à son «évolution». Les retombées financières de ce «domaine très sensible» attisent toutes les convoitises au point où l'arbitrage a perdu son âme qui a été vendue aux corrupteurs, aux pourris et à la mafia du football... devant le silence assourdissant de tous.

Le nouveau remodelage préconisé par la Fédération consiste à faire du «copier-coller» des règlements de la FIFA en la matière, à savoir opérer une séparation entre la formation et les désignations, un «service» que tout le monde convoite. Bien des fois décrit par les présidents de Ligue, de club, le premier responsable de la CFA, Belaid Lacarne, s'est toujours défendu

des attaques qui le visaient en premier chef pour les errements de certains arbitres.

A force de tirer à boulets rouges sur lui, ses adversaires ont fini par le fragiliser. Soucieuse de se conformer aux recommandations de la FIFA en matière d'arbitrage, la FAF serait sur le point d'opter pour le bicéphalisme. Un responsable chargé de la formation, qui serait Belaid Lacarne, et une commission «d'experts» qui s'occuperaient exclusivement des désignations au niveau des différents paliers de la pyramide. Cet énième changement n'offre aucune garantie de réussite tant que c'est, toujours, le même personnel qui est recyclé pour les «besoins de la cause». L'arbitrage qui est un gouffre financier, il aurait «englouti» près de 20 millions de dinars lors de la saison écoulée, marche sur la tête. L'important investissement financier consenti depuis quelques années pour le redresser est loin d'avoir débouché sur le résultat escompté. Il n'est pas exclu de ce fait que son enveloppe financière soit revue à la baisse à la faveur du recours à l'arbitrage local. L'arbitrage «neutre» semble avoir vécu du moins dans les mois à venir. Un arbitre du Centre sera désigné pour diriger un match mettant aux prises une équipe de cette région avec une formation d'une autre région. Ce changement de cap «imposé» par le tollé général qui a bercé l'arbitrage la saison dernière ne modifiera pas l'arbitrage algérien tant que ce dernier ne sera pas mis à l'abri des appétits des uns et les calculs des autres.

Y. Ouahib

COMMENTAIRE

Libérez le football amateur !

Par Yazid Ouahib

Après une saison marquée par les affaires et scandales en tous genres, les ligues se préparent pour un autre mandat olympique via les élections que leurs responsables préparent fébrilement. Toute honte bue, les tricheurs qui écument les ligues depuis deux, trois, voire quatre décades se sont déjà lancés dans la campagne électorale comme si de rien n'était. «Fiers» de leur funeste bilan, ils sont déjà repartis à la chasse aux voix pour continuer leur sale et vile besogne. Non contents d'avoir souillé le football, qu'ils ont livré pieds et poings liés à la corruption qui a prospéré sous leur direction comme jamais auparavant, ils ont décidé, avec la bénédiction de leurs tuteurs, de repartir pour un nouveau tour. Ça suffit ! Sous l'ère de ces vampires, le football amateur a perdu son âme. Forts de l'impunité que leur confère leur proximité avec des «décideurs» et leur statut d'«intouchables», ils ont fait régner l'injustice et élevé la magouille et la corruption au rang de conduite absolue. Beaucoup évoquent, à juste raison d'ailleurs, l'omerta institutionnalisée au niveau de toutes les ligues sans que cela ne dérange qui de droit. Forts de cette impunité, des présidents de ligues ont mis en place, encouragés, des systèmes de trafic à grande échelle. Les histoires de trafic de licences orchestrées par les ligues elles-mêmes renseignent sur la moralité plus que douteuse de ces soi-disant responsables de structures ou tout s'achète et se vend. Il ne faut pas croire que la ligue régionale de Blida, dissoute par la FAF, soit une exception à la règle. Loin s'en faut ! Dans une écrasante majorité, des ligues couvent des scandales comme ceux qui ont secoué celle de Blida et précipité sa chute. A quelques rares exceptions, les ligues sont des nids de maffieux et de corrompus. Elles ont instauré entre elles un «esprit de solidarité» qui défie le bon sens. L'une ne déjuge jamais l'autre. Lorsque la ligue régionale de Blida déboute Ksar Chellala (Régionale 2) suite aux réserves formulées à l'encontre d'un joueur suspendu à la date du match, la ligue inter régions, palier de recours supérieur et définitif, rend la même «justice». Ksar Chellala se dirige vers le TAS, qui «arbitre» honnêtement l'affaire et rétablit le club dans ses droits. Le club a obtenu gain de cause. La commission juridictionnelle de la LIRF ne maîtrise-t-elle pas les règlements ou s'est-elle trompée volontairement ? La réponse est dans la question ! La LIRF, à l'instar de la ligue régionale de Blida, doit, elle aussi, être dissoute. Des scandales de ce type sont légion dans le football amateur qui a besoin, pour son salut, de purifier son âme et de s'affranchir de tous les apprentis sorciers et autres affairistes et corrompus qui l'ont dévoyé. Le football amateur doit briser les chaînes qui entravent sa marche vers le progrès. Cela commence par le rejet de tous ceux qui le colonisent depuis plus de 30 ans.

Y. O.

JSM BÉJAÏA

Neyati arrive, Megateli rempile

La direction de la JSM Béjaïa poursuit toujours l'opération recrutement. Ainsi, après l'engagement du milieu de terrain du CSC, Bahloul, c'est au tour de l'attaquant de l'OM, Neyati, de parapher, hier, son contrat. C'est la quatrième nouvelle recrue assurée par le club des Hammadites en attendant l'ex-sociétaire de la JSK, Saïdi, attendu pour aujourd'hui. De son côté, le défenseur Megateli a rempli, hier, alors que Boukemacha, prêt pour la formation de MCO, devrait renouveler son contrat à l'instar des autres éléments. En plus des joueurs locaux, la direction de Tiab compte procéder au renforcement de l'équipe par des joueurs émigrés, puisque le technicien français Alain Michel se déplacera samedi prochain à Béjaïa avec trois joueurs émigrés évoluant en division CFA en France. Enfin, concernant le stage d'intersaison, il aura lieu finalement au Maroc, et non en Tunisie, et cela, juste après le mois de Ramadan pour une durée de dix jours. En attendant, la reprise aura lieu le 10 juillet prochain au complexe les Hammadites.

L. Hama

MOULOUDIA D'ALGER
Ahmed Laâgoune n'est plus

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris, hier, le décès d'une des figures incontournables du Mouloudia d'Alger, Ahmed Laâgoune, qui s'est éteint hier, à l'hôpital Parnet de Hussein Dey, des suites d'une longue maladie. Ancien joueur, entraîneur puis dirigeant du club qu'il accompagnera toute sa vie, Ammi Ahmed avait été derrière la venue de plusieurs joueurs au Mouloudia durant les années 1970 et 1980, notamment les frères Amrous en provenance de la formation de la JS Bordj Menaïel, une équipe qu'il connaissait trop bien pour l'avoir dirigée. Un enfant du Mouloudia nous quitte après des années consacrées au service du club qu'il a tant chéri. L'enterrement aura lieu aujourd'hui, au cimetière El Kettar, à Alger. «A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.»

K. G.

VOUS SOUHAITEZ REALISER DES ETIQUETTES THERMO RETRACTEES

« SHRINK SLEEVE » HAUTEMENT RETRACTABLE

COMTES Packaging
vous offre ses services en terme :

- De définition du support le mieux adapté à votre emballage ;
- D'étude graphique avec des projets de maquette design mettant en valeur l'image de marque de vos emballages ;
- D'étude de faisabilité et recherche d'adaptation avec vos packagings ;
- De procédés d'impression en haute définition en quadrichromie fidèles aux illustrations que vous souhaitez réaliser ;
- De façonnage de vos étiquettes conformes à votre cahier des charges.

Pour toute demande et renseignement contactez :

Comtes Packaging | Mail Berredouane, Bordj El Kiffan, Alger
Tél. : +213 21 21 52 20 - +213 21 21 29 17 - +213 661 52 11 98 - +213 661 00 89 / Fax : +213 21 21 11 16
Email : commercial@comtes.dz / Comtesdz@yahoo.fr



GROUPE D

France et Angleterre doivent conclure



La France et l'Angleterre sont maîtres de leur destin

Avec chacune quatre points, la France et l'Angleterre sont en position favorable dans le groupe D de l'Euro-2012 et peuvent se contenter d'un nul aujourd'hui, respectivement face à la Suède, déjà éliminée, et l'Ukraine, pour atteindre les quarts de finale. Dans certains cas de figure, les Bleus, qui étaient restés bloqués au stade de la phase de poules à l'Euro-2008 et au Mondial 2010, seraient même qualifiés avec une défaite face à la Suède, battue lors de ses deux premiers matches. Le scénario semble toutefois improbable, tant les Français ont semblé sûrs de leur force lors de leur indiscutable succès vendredi contre l'Ukraine (2-0). Il est toujours difficile de pronostiquer le comportement d'une équipe déjà éliminée. Les Suédois ont sans surprise assurée que leur motivation restait entière et qu'ils viseraient la victoire pour leurs adieux au stade olympique de Kiev et à leurs 15 000 formidables supporters qui les suivent

depuis le début de l'épreuve. On peut le croire, mais on peut aussi penser qu'ils auraient sans doute du mal à se relever d'une bonne entame française. Les Bleus se méfieront tout de même d'une équipe qui a ouvert la marque lors de ses deux premières rencontres et qui compte dans ses rangs un joueur de la trempe de Zlatan Ibrahimovic.

ROONEY REVIENT, «SHEVA» DOUTEUX

Si Laurent Blanc pourrait être tenté de faire souffler quelques joueurs (Debuchy ? Cabaye ?), il n'ira certainement pas trop loin dans le turn-over. La première place du groupe reste, en effet, un objectif qui n'est pas que symbolique puisqu'elle pourrait permettre d'éviter l'Espagne, bien placée pour sortir en tête du groupe C, en quart de finale. Dans l'autre match d'aujourd'hui, qui se dispute à Donetsk, l'Angleterre aura un atout supplémentaire avec le retour de suspension de Wayne Rooney au moment

d'essayer de mettre fin au rêve du pays-hôte, l'Ukraine, dont l'équipe vit au rythme des bulletins de santé d'Andrei Shevchenko. Annoncé moribond, le Ballon d'or 2004 avait idéalement lancé son équipe avec un doublé plein de vie face à la Suède (2-1).

Encore dangereux contre la France, il souffre depuis ce match d'une douleur au genou et est «incertain» pour la rencontre d'aujourd'hui où les siens devront absolument s'imposer. «Nous devons jouer beaucoup mieux que contre la France si nous voulons battre l'Angleterre. C'est certainement l'une des équipes les plus dangereuses du tournoi», a déclaré Sheva.

De son côté, Rooney a affirmé que l'Angleterre ne chercherait pas à obtenir le match nul qui la qualifierait obligatoirement. «Si nous obtenons un point, alors nous serons contents, mais nous abordons ce match en essayant d'avoir les trois points», a affirmé l'attaquant de Manchester United. **AFP**

WAYNE ROONEY. Attaquant de l'Angleterre L'Angleterre «assez bonne» pour gagner l'Euro

L'attaquant Wayne Rooney est de retour après deux matches de suspension.



PHOTO : DR

Depuis huit ans, vous avez tout gagné avec Manchester United alors que vous ne réussissez pas en compétitions internationales avec l'Angleterre...

Je n'ai pas été assez bon dans les tournois internationaux. C'est quelque chose que j'espère corriger. Je ne dirai pas que je vais le faire, parce que vous ne savez jamais ce qui va se passer. Mais si par bonheur, je peux le faire, alors ça donnera à l'équipe une bonne chance d'aller loin dans la compétition. Je crois que mon dernier but dans un tournoi remonte à l'Euro-2004 (doublé contre la Croatie en poule). Mais, je me sens un bien meilleur joueur désormais et je suis capable de faire davantage. Donc, j'espère que je jouerai et que je marquerai mardi.

Il y a beaucoup de pression sur vos épaules. Comment faites-vous pour la gérer?

Pour être honnête, je ne la sens pas. Parfois, on dirait, mais honnêtement, je ne me dis pas : «Oh, je dois faire ça» ou «je dois m'efforcer de nous faire gagner».

Depuis votre exclusion au Monténégro, vous n'avez reçu qu'un carton jaune en Premier League. Avez-vous changé de tempérament?

Pas vraiment. On m'a, des fois, demandé ce qui s'était passé au Monténégro et je ne peux pas l'expliquer. Ça a été identique avec mon carton rouge en 2006 (en quart de finale du Mondial face au Portugal). C'est arrivé. Ce n'était pas quelque chose que j'avais prévue. Je ne me suis pas dit : «Je vais frapper ce joueur». C'est ar-

rivé. J'ai compris à l'instant que c'était un erreur et un carton rouge. J'ai dû accepter ma punition. Je ne me suis pas plaint de la suspension. Et je suis juste heureux maintenant d'être finalement disponible pour jouer et je l'espère, bien faire.

Pensez-vous faire partie de la vieille garde ?

«Je ne me sens pas vieux. J'ai seulement 26 ans. Mais à l'évidence, je suis dans l'équipe

depuis les neuf ou 10 dernières années. Donc, je pense avoir voix dans le groupe et si je peux aider quelques-uns des plus jeunes joueurs, ce sera super.

Seriez-vous inquiet si l'Angleterre devait affronter l'Espagne en quart de finale ?

Vous devez jouer les équipes les plus fortes si vous voulez gagner des tournois. Quel coup de fouet cela nous donnerait si nous les jouions et que nous les battions. Quelle confiance cela nous apporterait!

L'Angleterre peut-elle gagner l'Euro?

Je pense que nous sommes assez bons pour ça. Nous avons les joueurs. Je sais que beaucoup de gens ne veulent pas que nous créions des attentes trop fortes, mais je pense fermement que nous avons les joueurs (pour gagner). Bien sûr, vous avez besoin d'avoir un peu de chances, mais je pense qu'il y a une opportunité.

Contre l'Ukraine, museler Shevchenko sera-t-il la clef?

Oui. Les plus grandes menaces sont Shevchenko et les deux latéraux. Particulièrement l'ailier droit - je n'arrive pas à prononcer son nom (Yarmolenko) - mais si on arrive à les faire taire, je pense qu'on a nos chances. Il y a des espaces derrière leur milieu de terrain. **AFP**

AS RADIEUSE

Coup d'envoi du 14^e tournoi Bahia Foot

Fidèle à sa tradition, l'association La Radieuse lancera, aujourd'hui à 18h, la 14^e édition du tournoi Bahia Foot, qui se déroulera au mini complexe Reguig Abdelkader où huit matchs «sixte» seront quotidiennement à l'affiche. Et cela, de 18h jusqu'à 23h.

Des rencontres se dérouleront en nocturne. Du pain sur la planche pour les organisateurs, qui indiquent qu'ils sont prêts à relever le défi. 48 équipes de quartiers seront au rendez-vous avec une participation exclusive de plusieurs équipes en dehors de la wilaya comme celles de Tizi Ouzou, Guelma, Alger, Tissemsilt, Relizane, Mascara, Sidi Bel Abbès, Mostaganem, Aïn Témouchent et Tlemcen. Une occasion pour resserrer les liens amicaux et sportifs entre jeunes. Le wali d'Oran, le DJS et le président de l'APC soutiennent l'événement avec le concours du MJS. Il a été incorporé, dans le programme,



PHOTO : DR

Les lauréats de la dernière édition du tournoi

des festivités du cinquantième anniversaire de l'indépendance. Pour les organisateurs, ce tournoi ne pouvait avoir lieu sans l'aide de ses fidèles partenaires qui répondent toujours présent pour l'épanouissement de notre jeunesse.

Les participants bénéficieront d'un équipement sportif et seront mis dans de bonnes conditions pour étaler leur savoir-faire. Les joueurs de l'élite seront de la partie et le public est déjà averti, comme d'ailleurs les recruteurs. Kada Chafi, le président de l'association, indiquera à ce propos : «Je rends hommage aux organisateurs et je remercie vivement les instances pour leur soutien indéfectible à notre association. Le public est invité à venir nombreux prendre part à cette manifestation.» La finale du 14^e tournoi Bahia Foot est prévue pour le 10 juillet ; les vainqueurs recevront des prix. **K. G.**



SALON INTERNATIONAL DE L'AMÉNAGEMENT & DE LA DÉCORATION
20 AU 23 JUIN 2012 - HÔTEL HILTON, ALGER, ALGÉRIE



Salons & chambres
Cuisines
Salles de bain
Luminaires
Espaces extérieurs
Espaces Pro
Hôtellerie & arts de la table
Décorations
Artisanat
Experts

Soyez au rendez-vous

Contact :
Tayeb AMMENDOUCHIE
tayeb@agency.com | +213 0 560 036 720

Issmail BOUADIADI
ismaill@agency.com | +213 0 560 036 721

almanzelexpo.com
ORGANISÉ PAR ALGENTIA EVENTS

PUBLICITE



LA CHINE À LA CONQUÊTE DE L'ESPACE



BENI RACHED (CHLEF)

Un policier tue trois personnes

La population de la paisible localité de Beni Rached, au nord-est de Chlef, est encore sous le choc après la tuerie commise par un policier exerçant dans une sûreté de la wilaya de M'sila. Dimanche en fin d'après-midi, l'agent en question a saisi son arme et tué par balles trois de ses voisins suite à un litige foncier. Il s'agit d'un sexagénaire et de deux frères âgés de 27 et 31 ans, appartenant à deux familles du voisinage. Les corps des trois victimes ont été transportés à la morgue de l'hôpital Frères Khatib de Chlef. Selon nos informations, elles ont trouvé la mort sur le coup, après avoir été atteintes de plusieurs balles. Le meurtrier présumé s'est enfui une fois son forfait commis ; il est activement recherché par les services de sécurité. Les circonstances exactes de ce drame restent inconnues pour le moment. Une enquête a été diligentée par la DGSN et la Gendarmerie nationale. **A. Yechkou**

DZ ENTREPRISE

Un magazine spécialisé dans l'entreprise algérienne

Il s'intitule *DZ Entreprise*, le premier magazine de l'entreprise algérienne qui vient de renforcer le paysage médiatique algérien, notamment la presse spécialisée. *DZ Entreprise* a pour souci de relancer l'économie nationale. Le premier numéro de cette revue, paru le 1^{er} avril de cette année, ouvre sur «les 50 propositions du FCE». Pourquoi le choix de cette orientation ? «*Entreprise est perçue comme l'espace privilégié de valorisation et de création des richesses, d'exploitation et de réalisation des inventions et des innovations technologiques et de développement de la recherche, de*



concert avec les universités, les labos et des centres scientifiques et le lieu de production et de partage du travail», écrit

Bakhti Belaïd, ex-ministre du Commerce, dans l'éditorial de ce magazine.

Plusieurs thématiques ayant trait à l'économie nationale ont été abordées : l'évaluation du 15^e Salon international de l'automobile, les nouvelles technologies, le secteur agricole et la loi sur les hydrocarbures.

La forme de cette revue est soigneusement élaborée. Les dispositions graphiques accompagnant les contenus informationnels sont très illustratives. Le parcours de lecture est facilité par les illustrations en couleurs et leur habillage. La lecture est facilitée également par la qualité du papier choisi.

D. R.

TÉBESSA

52 VOITURES SAISIES

■ Cinquante-deux voitures de différentes marques ont été saisies au cours de la semaine écoulée lors de plusieurs opérations d'identification menées par la brigade de police judiciaire, apprend-on de source policière. Ces véhicules sans documents, volés en Europe et dans les pays du Golfe, ont été introduits via le port de Tunis, Halk El Oued et Krame, puis introduits illégalement par des contrebandiers en Algérie. Une dizaine

de ces voitures, des grosses cylindrées notamment, font l'objet d'un avis de recherche par Interpol. Tébéssa est devenue une véritable plaque tournante de ce trafic de voitures volées.

Lakehal Samir



POINT ZÉRO

Maigreur des temps modernes

Par **Chawki Amari**

Le climat est lourd, plombé de surcroît par deux grosses déceptions tombées cette semaine. D'abord les victoires islamistes dans le Monde arabe et le coup d'Etat militaire égyptien, qui va servir d'argumentaire pour remettre à dans 10 ans la démocratisation en Algérie : «*Vous voyez, la démocratie n'est pas pour nous.*» Mais qu'est-ce qui est pour nous alors ? C'est justement l'objet de la deuxième désillusion : un expert nous apprendait dans *El Watan* que l'Algérien mangeait moins bien que ses voisins marocain et tunisien, moins de viande, moins de légumes et moins de fruits. Et surtout, avec une ration alimentaire qui n'a pas évolué depuis les années 1970. Pourtant, c'était bien le seul point commun entre les Algériens et leurs dirigeants, manger, en plus d'être Algériens, même si pour ce dernier, ce n'est pas entièrement vrai. Mais bref, l'argument de «*la démocratie n'est pas pour nous, il faut d'abord manger*» ne tient plus. Du pain ou des libertés

? Digérer ou évoluer ? Un bulletin de vote ou une fourchette ? Le président et sa glorieuse équipe de fainéants milliardaires auront réussi à n'offrir aucun des deux à leur peuple. Même s'il y a des gros (en général riches) et de graves abus de mayonnaise (non sanctionnés), l'Algérien ne mange pas bien, n'a pas accès aux libertés, n'est d'ailleurs ni bien soigné, ni bien dirigé, ni même bien algérianisé, perdu dans des concepts identitaires qui ne lui ressemblent pas. La ration alimentaire journalière de l'Algérien moyen (72 grammes de glucides, 10 de protéines et 18 de graisse avant 1971, pour 68 de glucides, 11 de protéines et 21 de graisse en 2011), n'a pas augmenté en 40 ans. Il n'y a qu'une seule consolation à ces maigres chiffres. Qui était déjà ministre dans les années 1970 ? Il est aujourd'hui président, même s'il a pris du poids. Donc, tout va bien, rien n'a changé. Ni le restaurant ni le patron. Pas même votre assiette.

COMMENTAIRE

«On mange toujours notre pétrole»

Par **Réda Bekkat**

L'annonce faite par les responsables de l'agriculture de ne plus importer de blé dur et d'orge jusqu'à la fin de l'année, parce que les stocks actuels seraient suffisants, n'a pas manqué de susciter le doute chez bon nombre de citoyens tant on est habitués, depuis presque toujours, à recourir aux importations pour satisfaire les besoins alimentaires nationaux. La crainte d'une pénurie ou encore d'une flambée des prix de la farine ou de la semoule est toujours présente dans les esprits et ne parvient pas à dissiper les doutes des Algériens à propos de ce genre d'annonces qui voudraient faire croire que la sécurité alimentaire serait sur le point d'être assurée. Et ce, même si cette année, on s'attend à une production exceptionnelle en raison d'une pluviométrie particulièrement favorable, on importera malgré tout du blé tendre. Mais la facture alimentaire, assurée-t-on avec optimisme, aura baissé de moitié d'ici la fin de l'année.

En fait, elle reviendrait au niveau qu'elle avait en 2011 puisqu'elle a connu une hausse de plus de 61%. Dans de telles conditions, la sécurité alimentaire ne serait malheureusement qu'un objectif encore plus éloigné de la réalité que ne semble l'affirmer les déclarations officielles depuis des décennies. En lançant la «révolution agricole» au début des années 1970, le président Houari Boumediène avait l'habitude de répéter que «l'Algérie ne mangera plus son pétrole» en faisant référence à cette dépendance de l'étranger en matière alimentaire. Quarante ans plus tard, en 2010, la facture alimentaire représentait presque un dixième de nos recettes pétrolières et l'on continue toujours de «manger notre pétrole». Et pour l'heure, rien n'indique que la tendance va être freinée tant que les rendements agricoles restent faibles surtout pour les céréales, les surfaces emblavées nettement insuffisantes, les moyens techniques et scientifiques sous-utilisés, etc. Il suffirait que les conditions naturelles se dégradent ou que les moyens financiers se rétrécissent pour que la situation devienne alarmante pour la population.

Quand on pense aux milliards engloutis dans de faramineuses importations et dans des commissions empochées par les intermédiaires de tous poils, qu'ils soient nationaux ou étrangers, il est évident que la volonté politique réelle n'était pas de sortir de cette dépendance à l'égard de l'étranger en matière alimentaire, bien au contraire. Elle représente une aubaine pour détourner une partie de la rente pétrolière au profit d'intérêts personnels. Des fortunes se sont ainsi constituées, ici et à l'étranger, dans des conditions obscures et en toute quiétude. Difficile de croire que ces intérêts et leurs réseaux puissent céder facilement à l'idée d'un développement agricole tourné vers la sécurité alimentaire des Algériens.

MOSTAGANEM

LES DOUANIERS INTERCEPTENT POUR 10 MILLIARDS DE PIÈCES MÉCANIQUES

■ Les douaniers de Mostaganem viennent de mettre fin aux malversations d'un réseau de trafiquants qui activaient depuis la frontière marocaine. Les contrevenants cachaient leur butin dans les bottes de paille. Il s'agit de moteurs pour véhicules de tourisme et pour poids lourds en provenance du Maroc. Profitant de l'intense transfert saisonnier de paille et de foin que connaît l'Oranie en cette période de début des moissons, les trafiquants dissimulaient à l'intérieur les objets les plus hétéroclites, essentiellement des pièces détachées ainsi que des moteurs en provenance du Maroc. C'est dans la nuit de dimanche à lundi que les douaniers

ont intercepté 3 camions chargés de bottes de paille bien calées qu'ils découvrent pas moins de 50 moteurs pour voitures légères et pour camions, ainsi que plusieurs lots de pièces mécaniques. Les 3 camions, immatriculés à Alger, M'sila et Chlef, ont été immédiatement saisis ainsi que la marchandise frauduleuse qu'ils contenaient et évaluée à 100 millions de dinars. L'interception a eu lieu au niveau de l'échangeur de Yellel qui permet aux véhicules en provenance de Mostaganem et d'Oran de rallier l'autoroute Est-Ouest et de se fondre dans la circulation pour rejoindre le centre et l'est du pays.

Yacine Alim